



1783

numéro 1783 - 15 novembre au 3 janvier 2017

LE MONDE
LIBERTAIRE

LE MONDE LIBERTAIRE

LE MAGAZINE MENSUEL SANS DIEU NI MAÎTRE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

NOTRE DOSSIER
HORS LES MURS

MARSEILLE : **NE TOUCHEZ PAS À LA PLAINE !**
TECHNOLOGIE : **LE PROGRÈS, POUR QUI ?**
ÉTATS-UNIS : **AU DIABLE, LEURS ÉLECTIONS !**
CINÉMA : **L'IRAN SUR GRAND ÉCRAN**
PORTFOLIO : **K-LITYSTREET**

Le Monde libertaire # 1783 15-11 > 03-01-2017

M 02137 - 1783 - F : 5,00 € - T : 5,00 DT^{PRO}



EDITORIAL

40 000 km, c'est la longueur cumulée de l'ensemble des « murs frontières » en place ou prévus, dans le Monde. De quoi faire le tour de la Terre sans poser un pied au sol ! Alors que les Hommes se cloîtent - et cloîtent les autres -, il nous a semblé judicieux de consacrer notre dossier à la question de l'enfermement. Si nous avons bien évidemment à l'esprit quelques lieux emblématiques, prisons et hôpitaux « psychiatriques » en tête, nous avons souhaité laisser nos contributeurs.trices nous livrer leur vision de l'enfermement. Qu'il soit physique ou invisible, que les murs soient faits de béton armé ou bien d'idées.

Ce dossier est aussi l'occasion de revenir sur la question carcérale de manière plus globale, de donner des pistes de réflexions et d'envisager des alternatives libertaires à l'épineuse question de la privation de liberté.

Parce que nous sommes anarchistes, nous ne cautionnerons jamais un système qui enferme, parque et aliène les hommes et les femmes.

Parce qu'aujourd'hui, plus que jamais, il est temps que tombent les frontières, que se brisent nos chaînes, et hors les murs !

LE CRML

Actuellement, le pronostic vital du Monde Libertaire est engagé. Lecteurs, n'hésitez pas à vous abonner et à abonner vos amis à l'approche de la grand'messe de la consommation !

L'administrateur du ML

1783

TERRAINS DE COMBAT

02 **Marseille, ne touchez pas à la Plaine !**

Par COLLECTIF

05 **Le viol comme arme de guerre**

Par MARION

07 **Opposition aux lois Travail : la nécessaire convergence**

Par PHILIPPE ARNAUD

11 **Flamanville**

Par GUILLAUME

ZONES DE CHANTIER

46 **Nature et Progrès : Entretien**

Par PATRICK SCHINDLER

50 **ZAD...**

Par LAPIN

SECTEURS À EXPLORER

52 **Le progrès, pour qui ?**

Par J.P. TERTRAIS

56 **Brûlons le totem de la croissance !**

Par GREG

SANS FRONTIÈRES

59 **Au diable, leurs élections, Clinton et Trump n'ont rien à nous offrir**

Par BOB

Le dossier du mois : **HORS LES MURS**

12 **De prisonnier à détenu**

Par QUENTIN

15 **Petites histoire d'une rencontre improbable**

Par J.M. RAYNAUD

16 **Le double enfermement**

Par POPINART

18 **Politique carcérale actuelle : le délire continue**

Par ROMAIN

22 **L'Anarchist Black Cross, c'est quoi ?**

Par ABC MARSEILLE

23 **Partout et toujours c'est comme ici**

Par HUGO ZIDER

25 **Résistances anticarcérales et cinéma**

Entretien

27 **Un regard en détention**

Par MARC

30 **Rencontre avec Renée Bauer**

Par CHRISTOPHE

32 **Lieux d'enfermement et espaces d'exclusion**

Par R.

34 **Ma vie à Charcot**

Par A.C.

37 **No borders, no problem**

Par ESTELLE

39 **L'auto-enfermement : le cerveau de droite**

Par NESTO POTKINE

PORTFOLIO

42 K-LITYSTREET



DOMAINES CULTIVÉS

63 33 Révolutions

Par DANIEL PINOS

65 La collectivisation en Espagne

Par RAMON PINO

66 Un peu d'histoire revisitée

Par GUY

68 Dans la bibliothèque

Par OLIVIER BOULY

70 L'Iran sur grand-écran

Par CHRISTIANE PASSEVANT

ARCHIPEL LIBERTAIRE

72 Agenda militant

73 Soutien à l'étoile noire

74 Les groupes de la FA

76 Programme de la radio

77 Bulletin d'abonnement

Le Monde Libertaire, mensuel de la Fédération Anarchiste, est édité par la SARL Les publications libertaires.

Il est réalisé et mis en page par une petite équipe entièrement bénévole disséminée à Marseille, Paris et Lyon ; l'impression et le routage sont financés exclusivement par les ventes de numéro et les abonnements.

Garanti 100% sans pub, sans subventions, sans généreux copain du Fouquet's, sans concessions.

C'est un journal volontairement ouvert à toutes les sensibilités libertaires : les articles qui y sont publiés nous sont librement proposés par des rédacteurs de tous horizons, membres de la Fédération anarchiste ou pas, écrivant selon le principe de la responsabilité individuelle. Si vous butez sur certains propos, nous vous invitons à les considérer comme le point de départ de discussions qui ne pourront qu'être enrichissantes pour tous. Adeptes d'un monde fermé, lisez autre chose, tout simplement.

Ont participé à ce numéro :

Le comité de rédaction du Monde Libertaire ainsi que : Nathan, Christine Passevant, Fred, Olivier Bouly, Patrick Schindler, Nestor Potkine, des habitants de la Plaine, Marion, Philippe Arnaud, Guillaume, un lapin, J.P. Tertrais, Greg, Bob, Quentin, JM. Raynaud, Popinart, Romain, l'ABC Marseille, Hugo Zinder, Marc, Christophe, R., A.C., Estelle, Daniel Pinos, Ramon Pino, Guy.

Direction de la publication :

Claudine Annereau

Imprimé par :

Les presses du Ravin Bleu,
27 rue du Capitaine Ferber,
75020 Paris

Commission paritaire n°0614 C 80740

Dépôt légal 44145 - 1er trimestre 1977

Routage 205



Marseille : ne touchez pas à la Plaine !

Petit état des lieux des mobilisations de ce quartier, contre les projets de rénovations urbaines voulus par la mairie.

LA POLITIQUE DE LA VILLE À MARSEILLE

À Marseille, les programmes urbains visent la rupture plutôt que la continuité. Il s'agit d'attirer de nouvelles activités et de nouvelles populations. On ne doit pas être étonné s'ils se réalisent dans la douleur et l'hostilité des habitant.e.s des quartiers où ils opèrent. Pour servir les intérêts des investisseurs, c'est de l'argent public qui est mobilisé, à hauteur de plusieurs centaines de millions d'euros. En 1995, est lancé le projet *Euromed* dont l'objectif principal est d'édifier un quartier d'affaire en lieu et place du quartier ouvrier de la Joliette dont les activités étaient traditionnellement liées au port. Le projet est responsable de la transformation de la rue de la République, véritable scandale financier où des acteurs privés ont réalisé des plus-values

millionnaires au détriment des acteurs publics (bailleurs sociaux en particulier). Cette bulle spéculative a chassé la population du quartier : des habitant.e.s et commerçant.e.s ont été expulsé.e.s manu-militari. Dix ans après, une grande partie des logements rénovés « haut de gamme » et des rez-de-chaussée commerciaux demeurent inoccupés. Amer constat d'un échec d'urbanisme, le mal est fait !

Le quartier de la Plaine, lui, est touché par l'opération *Grand Centre-Ville*, lancée en 2011 et confiée à la Soleam^[1] ; elle doit être compatible avec les nouvelles orientations touristiques voulues pour la ville. L'objectif est de construire une ville attirante pour l'extérieur. Une ville qui travaille son « image »

[1] Société publique financée par la mairie et Marseille Provence Métropole chargée de la rénovation du centre-ville.

pour accueillir des événements internationaux (candidature manquée pour la Coupe de l'America - Capitale Européenne de la Culture en 2013 – Capitale du sport en 2017), le nouveau visage doit être celui des belles façades, ou celui de l'argent.

LE QUARTIER DE LA PLAINE

« *La Plaine est un quartier qui bouillonne^[2], connu dans tout Marseille et au-delà. On y vient pour l'ambiance de ses cafés, sa convivialité, ses bancs, ses jeux pour les minots, ses parties de ballon, sa vie nocturne et, trois fois par semaine, son marché d'aubaines qui brasse les cultures locales.* »^[3]

Plutôt que de se féliciter du dynamisme de ce quartier-pas-comme-les-autres, la mairie a une autre

[2] « qui bouge »

[3] Paragraphe d'introduction de la pétition en ligne « Ne touchez pas à la plaine ! » sur change.org



ambition : la « montée en gamme ». Dans le nouveau décor voulu par la mairie, le marché populaire fait tâche. Dans un pré-projet établi avant la concertation publique du quartier, il est question de le réduire de moitié et de l'orienter vers la vente de nouveaux produits. Pour le relookage, la mairie entend dépenser une enveloppe de 13 millions d'euros, pour la seule place Jean Jaurès^[4] (alors que l'ensemble du quartier mériterait une rénovation obéissant à des critères de bon sens). Cette enveloppe permettra l'utilisation

[4] Cette place est appelée « La Plaine ».

de matériaux nobles du BTP (pierres et granits). Le projet, conformément aux cahiers des charges des villes-musées, prévoit l'éclairage de certaines façades pour les « mettre en valeur ». Par ailleurs, il est prévu de diminuer drastiquement la place des voitures sans revoir le plan de mobilité ; l'impact devrait être sévère pour ce quartier à la vie nocturne développée.

LA MOBILISATION DU QUARTIER

Une assemblée regroupant habitant.e.s et habitué.e.s du quartier s'est formée en 2012 pour agir contre l'installation des caméras de vidéo-sur-

veillance. Lorsque le pré-projet de la mairie pour la rénovation de La Plaine « fuite », elle s'empare du sujet et réalise plusieurs réunions publiques pour informer le quartier et s'organiser contre les orientations voulues par la mairie.

Au cours de la concertation qui a lieu en décembre 2015, la mairie tente de créer des divisions au sein de la population. Elle organise des réunions séparées pour les habitant.e.s et pour les forain.e.s, en espérant que se dégage une parole des habitant.e.s contre les « nuisances du marché » ; elle pourrait dans ce cas agir contre le marché tout





en prétendant agir pour les riverain.e.s. Manque de chance, c'est uni.e.s dans la critique du pré-projet que forain.e.s et habitant.e.s se rendent à la concertation et dénoncent cette opération d'enfumage : les orientations pour la rénovation ont été décidées en amont, la concertation du quartier sur le sujet n'intéresse pas les décideurs.

En mars a lieu le carnaval indépendant de La Plaine et Noailles... nul besoin de chercher de thématique pour cette édition 2016 : ce qui est dans toutes les bouches, c'est la rénovation de La Plaine, un chantier qui durera 2 ans et asphyxiera le quartier (à la rue de Rome voisine, 67 commerces ont déposé le bilan au cours des deux ans et demi de travaux nécessaires au prolongement de la ligne de tramway). Caramentran est une bétonneuse aux couleurs de la Soleam surmontée d'un vautour. Comme tous les ans, il est brûlé sur la place publique après un procès populaire et avant les danses qui se poursuivent toute la soirée.

Si la mairie tente de dérouler son calendrier (nous en sommes à l'étape de désignation de l'équipe d'architectes et paysagistes qui aura en charge le projet définitif) la mobilisation du quartier, elle, ne mollit pas. De multiples initiatives sont prises pour organiser la défense du quartier. La mairie ne veut pas de jeux pour les adoles-

cent.e.s ? Des « cages de foot » sont installées. La mairie entend privatiser l'espace en multipliant les terrasses commerciales ? Des bancs et tables⁽⁵⁾ sont installés, permettant à tous et toutes de s'attabler à la Plaine, en famille ou entre ami.e.s. Les dangers qui planent sur ces lieux encore communs ont eu un effet retour auquel la mairie ne s'attendait pas : les usages de la place se sont multipliés (fêtes de quartier, assemblées contre la loi travail, réunions diverses et variées, concerts, tournois, apéros...) Un journal de quartier voit le jour : *Sous le soleil La Plaine*. Alors que les rumeurs démobilisent : « ça se fera jamais ! », « il paraît que... », le journal permet de transmettre les informations sur l'avancement du projet et, bien entendu, sur la mobilisation en cours. Une large place y est faite aux témoignages et à la vie du quartier en étant attentif à tout.e.s : habitant.e.s et habitué.e.s, commerçant.e.s et forain.e.s. Si la mairie a besoin de diviser, agiter des « conflits d'usage » pour asseoir son projet de rénovation, c'est uni que le quartier pourra la faire fléchir.

GARDAREM LOU MERCAT !

Défendre et conserver le marché sur toute sa surface, et trois fois par semaine est un enjeu central de la mobilisation. C'est s'assurer de pouvoir disposer de la place, pour d'autres usages le reste du temps. L'espace est en effet actuellement amplement mutualisé : il n'est pas rare d'y voir se dérouler le marché le matin, des parties de foot dans l'après-midi et son utilisation temporaire comme parking, les soirs de fin de semaine.

Et puis, le marché fait de La Plaine un lieu de

⁽⁵⁾ Après une première installation des tables, la mairie intervient manu-militari pour les enlever. 70 policiers municipaux et nationaux seront nécessaires pour venir à bout de la résistance des habitants. Deux mois plus tard, lors d'une fête de quartier les tables sont reconstruites.

rencontres et de mixité sociale, on y vient depuis les quartiers environnants. Accessible à toutes les bourses, il est un but de sortie pour les populations modestes de la ville, un patrimoine commun à tous les Marseillais. La réputation du marché n'est plus à faire et se transmet de bouche à oreille ; les visiteurs de passage à Marseille, le samedi, ne manquent pas de se rendre au marché de La Plaine !

PAR DES HABITANTS DE LA PLAINE
assembleedelaplaine.free.fr





DANS UN SALE ÉTAT

Le viol comme arme de guerre

de la guerre d'Algérie au RER D

L'Inspection générale de la police nationale, qui ne doit pas manquer de travail ces temps-ci, a été saisie fin septembre, suite au dépôt de plainte de Guillaume Vadot pour abus d'autorité, violences volontaires aggravées, agression sexuelle aggravée, menaces, injures publiques et vol. Celui-ci a subi les violences de deux policiers dont il tentait, quelques minutes auparavant, de filmer les abus sur une femme noire menottée au beau milieu de la gare de Saint-Denis, et qui hurlait de douleur. Plaqué (et re-plaqué à plusieurs reprises, c'est-à-dire : cogné) contre un mur, immobilisé par une clé de bras, il a subi des insultes variées mais toutes aussi brutales, qui l'ont d'abord marqué par leur référence aussi absurde que répétée, à Daesh. Mais ce qui, à défaut d'être aussi inhabituel, est quelque chose auquel on ne devrait pas non plus s'habituer, c'est l'omniprésence de la violence sexuelle, qu'elle soit physique ou verbale.

Ainsi, Guillaume Vadot raconte^[1] :

« Les deux flics qui sont sur moi sont surexcités. Et ils se lâchent. Crânes rasés, les yeux brillants, j'ai du mal à croire que la scène qui suit est réelle. "On va te tuer, tu es mort, on va te défoncer, je te crève là sur place dans dix minutes". Et au fur et à mesure que les cartilages s'étirent sous la torsion, ils remontent mes poignets dans mon dos, et augmentent la torsion. Celui de gauche me met la main sur les fesses. "T'as cru que t'allais jouer avec la police ? Regarde comme on va jouer avec toi". Et il me met une première béquille. Puis il remet sa main sur mes fesses. Avec les clés de bras, je ne peux plus respirer normalement. Nouvelle béquille. "On va te violer, ça te plaît ça ? Je vais te violer et on va voir si après, tu filmeras la police". [Un peu plus tard :] "Regarde-moi, sale

pédé. Sale pute. Tu habites là-bas hein ? (il montre mon immeuble). Je vais venir chez toi, je vais mettre une cagoule et je vais te violer". Je suis vraiment abasourdi, je pense qu'il a répété les mêmes menaces une bonne vingtaine de fois en tout. »



[1] Le texte entier est disponible sur [HTTP://WWW.REVOLUTIONPERMANENTE.FR](http://www.revolutionpermanente.fr)



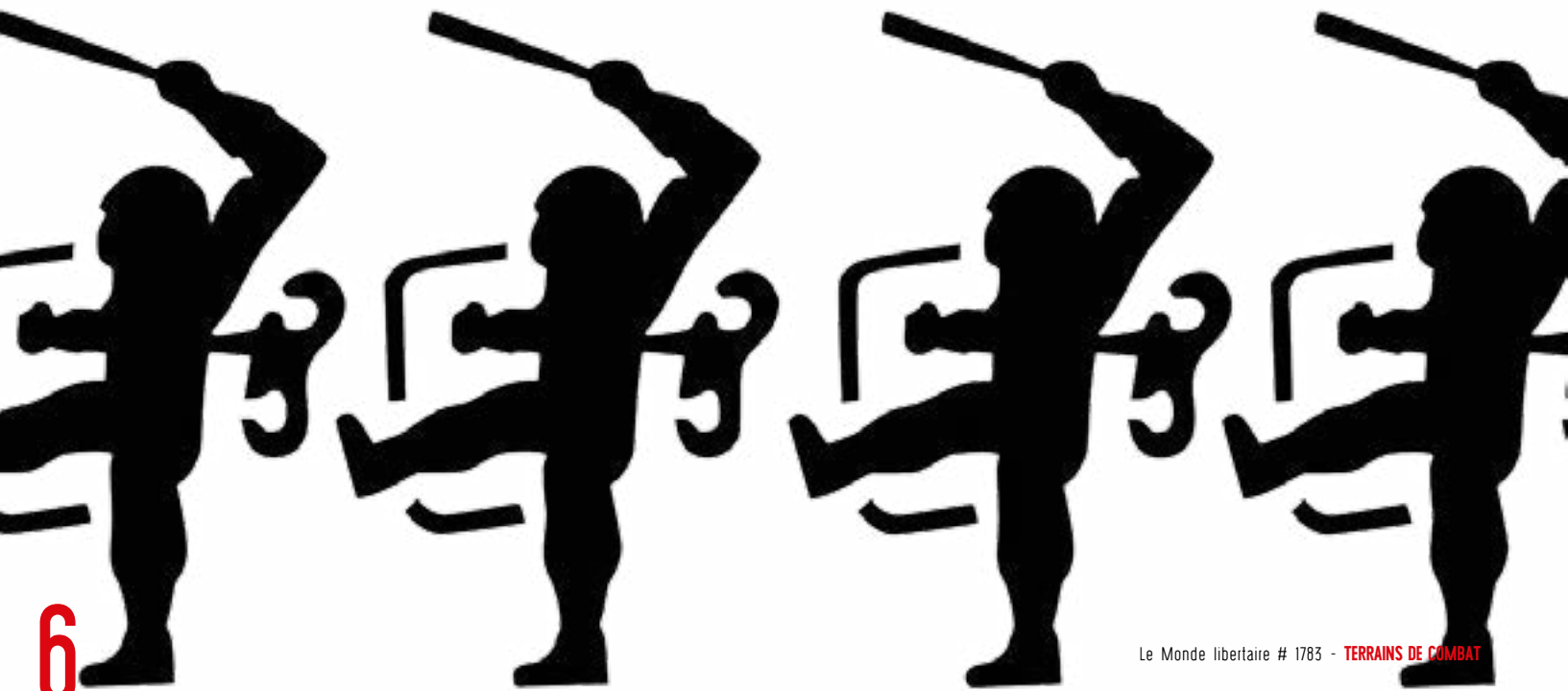
Que disent les policiers lorsqu'ils profèrent des menaces de pénétration et/ou de viol ? Ils rappellent que c'est la personne qui est pénétrée, qui est en position de faiblesse et que cette position est infamante. C'est la raison pour laquelle ces menaces ne sont pas uniquement violentes pour la victime des policiers, mais aussi pour les personnes qui sont, dans la plupart des situations de leur vie sexuelle, en position d'être pénétrées, et qui lisent ce récit : elle leur rappelle leur position subalterne. Être subalterne, c'est avoir concrètement moins de pouvoir, moins de capacité d'agir, mais aussi être symboliquement pénalisé pour cela dans le champ social. Ce ressort de la violence est vieux comme la police française, et c'est d'ailleurs ce que met en évidence

le très récent ouvrage collectif *Guerre d'Algérie - Le sexe outragé*^[2]. Couilles coupées et émasculations, tortures appliquées aux parties génitales, pénétrations forcées visent pareillement à refuser au prisonnier sa puissance virile en renforçant celle de l'agresseur. Pénétrer un homme joue le même rôle que de lui arracher ses attributs masculins ; et le féminin ou plus largement l'être pénétré-e représente l'horizon honni et la déchéance ultime. Ce sont elles les victimes, invisibles et collatérales, des violences sexuelles envers les hommes.

PAR MARION

groupe Henry Poulaille de la Fédération anarchiste, Saint-Denis

[2] Brun, Catherine & Shepard, Todd (dir.). 2016. *Guerre d'Algérie - Le sexe outragé*. Paris : CNRS Editions. Nous avons retenu ici les éléments relatifs aux violences envers les hommes, mais l'ouvrage donne aussi une grande part aux violences sexuelles envers les femmes, dont le viol comme arme de guerre qui concerne en très grande majorité les femmes.





OPPOSITION AUX LOIS TRAVAIL : LA NÉCESSAIRE CONVERGENCE !

La loi « Travail » à laquelle nous nous sommes opposés et qui nous oppose aujourd'hui, relève à mon sens de deux thématiques distinctes, l'objet du combat et la modalité du combat.

Une loi fondamentale et complexe fixant la domination de l'entreprise sur les travailleurs

Sur l'objet, je relèverai rapidement que c'est une loi complexe dont peu de manifestants ont maîtrisé l'étendue et les impacts de ses articles, même si nous en avons bien compris la philosophie, c'est une loi idéologique dans sa conception de la place de l'entreprise et de celle des travailleurs. On a bien vu qu'elle garantit les droits des travailleurs quand ils n'entrent pas en conflit avec les intérêts de l'entreprise, et donc les intérêts de qui elle sert. Pour les travailleurs, c'est pareil, ils ont bien senti la complexité de l'objet et donc n'ont pas vu les retombées immédiates. Notre opposition a donc été idéologique aussi, nous défendons la priorité des intérêts des travailleurs sur ceux de l'entreprise lorsqu'ils doivent s'opposer. Seulement, il y a bien longtemps que le syndicalisme a perdu son droit de mener des combats idéologiques face aux combats des entre-

preneurs qui eux, ne seraient « que » pragmatiques. Seule, la défense des intérêts immédiats semble rester légitime comme activité syndicale. Partant de là, ne se sont mobilisés contre la loi Travail que les militants organisés et les jeunes précarisés les plus révoltés. Bien sûr, le plus grand nombre a affiché sa sympathie et son opposition morale à cette orientation sans pouvoir s'y engager, échaudés par l'habitude de perdre sur ce type de combat idéologique aux retombées concrètes imprécises et soumis au matraquage des médias aux ordres de leurs propriétaires, grands patrons, et capitalistes.

Multiplicité des appels à la mobilisation : syndicaux, non syndicaux, précaires...

Au déclenchement de la mobilisation, on trouve divers appels venant de syndicalistes, mais surtout de la sphère Internet, que ce soit la pétition médiatisée par Caroline De Haas ou l'appel #OnVautMieuxQueCa. Ils se sont faits

en dehors des cadres syndicaux et avec une bonne maîtrise des outils de communication et de la viralité (ici positive) du Net. L'appel #OnVautMieuxQueCa a plus axé la revendication sur la précarité, vécue déjà aujourd'hui, que sur une étude détaillée de la loi Travail.

Il visait en tout premier lieu une jeunesse précarisée et peu accessible aux organisations syndicales, car n'ayant pas de lieu commun durable de travail. Il y a eu bien sûr aussi les appels intersyndicaux et les appels à la grève pour participer aux mobilisations. La rue étant le lieu commun à toutes ces mobilisations.

Des modalités diverses et conflictuelles : blocages, occupations de places publiques, manifestation et grèves

Sur les modalités, il est important là aussi d'en faire le tour pour comprendre où nous en sommes et pour-



quoi l'échec induit par la nature de l'objet précédent, peut conduire à la division, à la recherche de la responsabilité chez « l'autre », plutôt qu'à une recherche des choses à améliorer dans sa tactique, dans sa stratégie ou son absence de stratégie.

Depuis le début du mouvement, des approches différentes sont apparues sur la conduite de la mobilisation contre la loi Travail. Elles ont été nombreuses et diverses, mais venaient dans un contexte passé de grandes mobilisations échouant (Retraites, Rebsamen, Macron...).

Sur ces mobilisations perdues, la critique a porté sur les « temps forts » qui sous-entendaient des « temps faibles » d'autant plus nombreux, et les appels à la « grève générale » sont restés mythologiques et sans lien, dans la mobilisation des travailleurs prolétaires au quotidien. Combien d'assemblées générales appelées inter-syndicalement se sont tenues dans les entreprises mobilisées contre la loi Travail ? Combien de décisions de reconduction de la grève dans ces cas ?

L'après 15 septembre : déprimant ?

Malheureusement, ces constats d'échec ont toujours généré les mêmes réactions : dépression, défaitisme, rejet de la faute sur l'autre, aucune tentative de dé-

bats sur les stratégies et sur la faiblesse de l'aspiration à la lutte sociale parmi les exploités, le plus grand nombre d'entre elles et eux.

Fallait-il continuer après le 15 septembre alors que le niveau de mobilisation était correct ? Non, si aucune nouvelle stratégie, avec de nouvelles perspectives de mobilisation, n'est proposée. Celle de certaines organisations syndicales est juridique, donc démobilisatrice et écartant de fait les travailleurs de ce combat d'experts. Le bon niveau de mobilisation du 15 septembre laisse ouverte la perspective de reprendre ce combat vital pour la défense et l'amélioration d'un droit du travail qui se préoccupe de s'opposer à la précarisation de nos vies.

Des perspectives pour se mobiliser ensemble contre le programme du Medef

Quelles ont été les nouvelles formes de lutte apparues ces dernières années ? Ce sont, surtout, à mon sens, les ZAD ! Sa caractéristique principale est l'alliance entre « institutionnels » (paysans locaux, riverains et habitants de longue date, syndicats et associations, à la marge des élus locaux, juristes et spécialistes...) et « marginaux » (terme non péjoratif dans ma bouche mais que je remplacerai par « alternatifs », squatteurs, écologistes, autonomes...), migrants de combats en combats, de ZAD en ZAD, et s'implantant profondément et durablement dans le lieu du conflit. Cette alliance ne s'est pas faite sans défiance, sans tension ni sans préjugés réciproques, mais elle a duré et tenu face à l'adversaire qui imposait sa loi (l'État et les bétonneurs). Luttés victorieuses ? En tout cas, luttés qui auront marqué durablement leur époque.

Sur la loi Travail, devenue pour une part du mouvement « la loi Travail et son monde »,

nous avons eu ce partage des rôles avec les « institutionnels » regroupés dans l'intersyndicale et les « alternatifs » en recherche de formes nouvelles de lutte.

Du côté des « institutionnels », il y a depuis toujours, la difficulté d'élaborer une stratégie de lutte et à la partager en intersyndicale. Ainsi, naissent les contradictions : le choix des « temps forts » est critiqué - mortifère et destructeur pour les dynamiques de lutte -, tandis que les porteurs même de cette critique ne sont pas, ou ne se sentent, pas en capacité de partir « seuls »... Souvent, les organisations réunies en intersyndicale, se trouvent un « temps fort » comme dénominateur commun, à défaut de la grève générale, car ils n'interdisent pas ceux qui le veulent d'être en grève reconductible en attendant qu'elle soit généralisée. Constatons tout de suite que la grève générale nécessite le départ en grève, or il faut bien voir que ce mouvement a très peu pris dans les entreprises et que les travailleurs qui sont venus aux manifestations sont peu nombreux à être venus en grève.

Du côté des « alternatifs », des nouvelles formes ont été recherchées, formes de communication, de luttes, de débats. Ainsi, on notera sur ces alternatives, outre les appels cités plus haut, les « nuits rouges » lancées par François Ruffin après le film *Merci Patron !*, devenues les « nuits debout », l'appel de syndicalistes « On bloque



tout », les relais locaux avec les collectif de lutte et les actions de blocage de l'économie locale, les cortèges autonomes en forme de « black blocs ».

Pour certains syndicats comme Solidaires ou les CNT, ces formes de lutte sont complémentaires. Malgré les positions antisyndicales s'exprimant dans les nuits debout, des syndicalistes de Solidaires, des CNT, de la CGT ou même de FO ont été présents tout le temps, surtout sur Paris. Ils ont également largement participé aux tentatives de blocage de l'économie, et ont contribué à l'appel « On bloque tout » signés par des structures professionnelles ou interprofessionnelles.

Des intersyndicales repliées sur leurs habitudes et fermées aux autres formes de mobilisation

Il y a un conflit permanent entre les intersyndicales et les mouvements d'opposants non syndiqués ou partisans d'autres formes d'actions. Dans de nombreuses intersyndicales locales, CGT et FO se sont opposés à l'ouverture de l'intersyndicale aux CNT. Dans quelques départements en revanche, cette ouverture a eu lieu. De la même façon, le dialogue avec les collectifs de lutte a toujours été refusé par les mêmes organisations.

Par endroit, un Front syndical alternatif, composé de CNT, FSU et Solidaires, a pu se créer, afin d'échanger autour des intersyndicales et organiser des cortèges communs, résistant à la répression policière en fin de cortège.

La bataille : pour la banderole de tête ou contre la loi Travail et son monde ?

Le 15 septembre encore, il y eut conflit, entre manifestations « institutionnelles » et manifestations « alternatives ».

Pour ces deux groupes, la bataille est celle de l'image, à savoir : « qui tiendra la tête de gondole ? ». Il y a, d'un côté, ceux qui tiennent la tête depuis le début du mouvement, sans une quelconque rotation, le service d'ordre, « protecteur » de la banderole intersyndicale, suivi des forces cégétistes - sauf les oppositionnels qui fréquemment rejoignaient le collectif de lutte -, et de l'autre, les « autonomes-alternatifs » renforcés de syndicalistes partagés entre le paternalisme (ne pas les laisser seuls s'affronter sans doute avec la police) et la volonté de voir les manifs routinières prendre une autre tournure plus dynamique.

Nous avons donc, en résumé, un mouvement parti d'un grand moment de communication (le buzz des vidéos sur YouTube, la pétition qui a caracolé en tête des « charts ») et qui finit par une incommunicabilité à son maximum, chacun campé dans ses incapacités, ses échecs et ses écueils.

Un contexte de mobilisation chargé et lourd : entre échecs passés et état d'urgence

Si l'on revient sur le contexte de cette lutte, à savoir des mobilisations interprofessionnelles massives sur des sujets simples (comme le recul de l'âge de la retraite) sans succès, la situation d'état d'urgence avec le contrôle des manifestants, la peur des attentats... alors on peut dire que la mobilisation

contre la loi Travail a été exemplaire, riche de dynamiques nouvelles, riche en renouvellement des générations (si peu d'étudiants ont participé au mouvement, les lycéens ont été actifs et présents). Il est une fois de plus à noter l'utilisation faite de l'état d'urgence pour canaliser les manifestations. La police a abondamment communiqué sur la violence des manifestants mais il y a eu, en dehors des réseaux sociaux, peu de communication sur l'ampleur de la violence policière et l'abus du recours aux flashballs en tir tendu qui laissent des séquelles à vie.





En perspective : le dialogue et la complémentarité des actions

Pour l'avenir, il faut que les deux « mondes » (syndical et alternatif) se parlent. Cela signifie que les organisations syndicales se remettent en question et acceptent que si elles ont le monopole de la représentation du monde du travail devant les institutions, ce n'est plus le cas pour la mobilisation des travailleurs (le nombre de travailleurs précaires peu syndiqués croît, et leur combativité aussi). Cela suppose aussi que les alternatifs veuillent bien utiliser tous leurs contacts dans les organisations syndicales pour faire évoluer cette situation et acceptent également de passer de la compétition à la complémentarité.

PAR PHILIPPE ARNAUD, *militant syndicaliste, membre du Cercle libertaire Jean-Barrué, Gironde.*

SOLIDARITÉ AVANT TOUT !

LES 19 ET 20 OCTOBRE S'EST TENU À AMIENS LE PROCÈS DES HUIT ANCIENS SALARIÉS DE GOODYEAR.

A l'issue de ces journées, le procureur ne requiert plus de prison ferme, mais la démesure des peines encourues (24 mois avec sursis) s'inscrit encore dans la volonté de l'État de détruire tout mouvement social, toute volonté d'opposition. Dans la même veine, on se souviendra du procès des neuf militants de la Confédération paysanne, dont l'appel avait eu lieu au tribunal d'Amiens, le 17 juin 2015.

En marge de ces deux procès très médiatisés, la répression judiciaire s'est abattue sur une vingtaine de jeunes amiénois, étudiants, chômeurs et/ou précaires qui ont lutté contre la loi Travail. Ils sont attaqués avec une violence inouïe : plusieurs mois de sursis, des travaux d'intérêts généraux, des amendes qui atteignent plus de 90 000 euros, ainsi qu'une peine de prison ferme !

En tant qu'anarchistes, nous condamnons l'acharnement de l'État, ainsi que celui de la mairie d'Amiens, de la SNCF, et de la direction de l'Hôtel Le Carlton, lesquelles ont porté plainte contre des militants, suite à une action collective et syndicale survenue le 26 mai 2016.

Nous affirmons que seule l'unité des travailleurs/euses viendra à bout de ce système oppresseur, de classe. Ainsi, nous travaillons à la défense de ces camarades via un Comité de soutien inter-luttes et nous en appelons à la solidarité : pour tout don, vous pouvez contacter le groupe Marius Jacob :

CONTACT@FA-AMIENS.ORG OU LE COMITÉ : CSI80@AMIENS-LUTTES.INFO.

Groupe Alexandre Marius Jacob de la Fédération anarchiste, Amiens



ON LUTTE !

FLAMANVILLE

Entre grêle et soleil, 5000 personnes se sont rassemblées à Siouville et ont défilé jusqu'au port de Diélette. La côte du Cotentin est splendide, mais nous n'étions pas réunis pour profiter de la vue, mais pour manifester notre opposition à la construction de l'EPR de Flamanville et au rafistolage de tous les vieux réacteurs français en fin de parcours. Et au-delà, à l'ensemble du nucléaire et de la société que cela implique.

Dans le contexte actuel, on pourrait se satisfaire de ce nombre de 5000 promoteurs-lutteurs qui était l'objectif du Collectif Anti Nucléaire Ouest (CANO) organisateur de

la manifestation, mais il est difficile d'oublier les dizaines de milliers de personnes venues dix ans plus tôt. On peut trouver plusieurs raisons à une telle désaffection (Notre-Dame-des-Landes le week-end suivant, le contre-coup des mobilisations contre la loi travail, la résignation généralisée, la dépolitisation de la société, etc.), toujours est-il que, comme le scandaient les militants réunis : « Inactif aujourd'hui, radioactif demain ».

Malgré tout, cela montre qu'il est possible de mobiliser les forces vives de l'antinucléaire, en se passant du réseau Sortir du nucléaire qui a cassé la dynamique ascen-

dante du mouvement antinucléaire à la fin des années 2000. Des fédérations régionales ont vu le jour depuis quelques années (Fédération Anti-Nucléaire Bretagne, Coordination Anti-Nucléaire Sud Est, Mouvement Contre le Crime Atomique,) qui font un énorme travail de terrain et qui tentent petit à petit de reconstruire une fédération collective mouvement d'audience nationale ; il est grand temps que cela se concrétise car les problèmes liés au nucléaire nous concernent tous : le nucléaire impacte notre façon de faire société.

PAR GUILLAUME, *groupe Le Ferment de la Fédération anarchiste, Finistère*



De prisonnier à détenu

Voilà le compte : 69 375, un chiffre qui augmente, encore. C'est le nombre officiel de personnes enfermées dans les prisons françaises. On ne saurait jamais assez écrire sur ces 69 376 personnes privées de liberté – et c'est bien peu dire – et dénoncer les conditions dans lesquelles elles sont emprisonnées. Mais, comme souvent, c'est un chiffre qui, aussi frappant soit-il, cache un système plus large et complexe. Car s'il y a 69 375 prisonniers, combien y a-t-il de détenus ? Qu'est-ce qu'un détenu ? Détenir, c'est bien plus qu'arrêter et enfermer ; c'est, si on s'appuie sur l'étymologie latine, non seulement empêcher, mais aussi détourner et surtout tenir éloigné. N'y a-t-il donc que 69 375 détenus en France ? Ces questions sont celles qui peuvent guider une réflexion non pas seulement sur la prison, mais sur les enfermements, tels qu'ils ont commencé à être décortiqués savamment par Foucault : les prisons, les hôpitaux, les cou-

vents, les usines, les écoles. Ces études sur les lieux d'enfermement révèlent plusieurs choses : d'abord, l'évolution du système carcéral et des sociétés punitives et disciplinaires. Mais surtout – en tout cas, c'est ce sur quoi on peut réfléchir ici – le traitement des corps et vies qui accompagne cette évolution. En somme, *Surveiller et punir* permet de penser plus largement la question des détenus.

Si on pense le détenu comme celui qui est tenu éloigné, le problème essentiel auquel on est confronté en ce moment – et en fait depuis près d'un siècle maintenant – est la pensée des lieux où il ne s'agit pas tant d'enfermer mais de mettre au ban. En cela, l'une des questions majeures de notre temps est celle du camp. Cette question se pose radicalement dans la tragédie de la Seconde Guerre mondiale et l'ignominie inqualifiable du racisme

nazi^[1] ; mais elle ne s'arrête pas avec la fermeture de ces camps de travail ou d'extermination. On est en effet aujourd'hui nous-mêmes confrontés à la résurgence du lieu du camp, sous une autre forme^[2] : celui réservé aux réfugiés. C'est en tout cas ce que cherche à penser le philosophe italien contemporain Giorgio Agamben, dans toute son œuvre et précisément dans les ouvrages qui constituent *Homo Sacer*. Avec Agamben, le problème de l'enfermement se déplace en quelque sorte

[1] On peut aussi évoquer le Goulag, la différence étant qu'à la fin de la guerre et avec la chute du régime nazi, ses camps ont été ouverts et découverts. L'ouverture des camps russes est plus tardive. Encore une fois, on pourrait établir d'autres différences, mais il s'agit ici de dégager une structure analogique. Par ailleurs, il convient de rappeler que le lieu "camp" a été inventé avant le nazisme, ailleurs que dans le Reich.

[2] Une des questions est d'ailleurs de savoir si ces camps sont si différents, au moins dans leur forme. Sur cette question, voir *Ce qu'il reste d'Auschwitz* de Giorgio Agamben.



du problème du prisonnier vers celui du détenu, ou, selon ses termes, de « l'exclu ». L'exclu, pour Agamben, se trouve dans une situation paradoxale : il est à la fois exclu par le droit, mis au ban de la société, enfermé, placé en détention, requis à un lieu qui lui a été assigné ; mais par-là même, par cette action du droit ou de la politique sur sa situation, il se trouve inclus dans le système qui s'attache à le redéfinir. S'il étudie cette forme à partir de la figure primitive du droit romain de *l'homo sacer*^[3], homme sacré, cette figure de l'exclusion-inclusion constitue une structure qui éclaire l'analyse plus générale de ceux qui sont mis au ban de la société. On



peut donc placer la question du détenu au cœur du problème de l'enfermement, et pour être plus précis, c'est aujourd'hui le réfugié qui représente le plus clairement cette détention.

mais, en quelque sorte, comme la matrice secrète, le nomos de l'espace politique dans lequel nous vivons encore ».

La première idée est donc de considérer le camp comme structure juridico-politique. C'est penser plus qu'un lieu : un système, un ensemble qui est non seulement spatio-temporel, mais où se lient des questions et des enjeux politiques et juridiques. Sans entrer dans l'analyse complexe élaborée par l'auteur, on peut aller tout de suite à l'idée

On peut, pour mieux comprendre l'importance de la réflexion sur le camp, lire Agamben lui-même, dans *Moyens sans fin* :

« Au lieu de déduire la définition du camp à partir des événements qui s'y sont déroulés, nous nous demandons plutôt : qu'est-ce qu'un camp, quelle est sa structure juridico-politique pour que de tels événements aient pu s'y produire ? Cela nous conduira à considérer le camp non comme un fait historique et une anomalie appartenant au passé (même si, éventuellement, toujours vérifiable),

de *matrice secrète, d'espace politique*, qui semble-t-il, détermine toujours notre époque. Pour le comprendre, Agamben se réfère notamment dans ses ouvrages à l'exemple des lieux de détention caractéristiques des démocraties contemporaines, avec comme modèle, Guantánamo : ce qui importe, plus que l'enfermement des ennemis de l'État, c'est la façon dont on les dénué juridiquement. On les prive de toute identité personnelle, mais aussi juridique, et par la création de cet espace de non-droit, on peut justement faire de ces détenus des *hommes sacrés* sur lesquels peut s'appliquer la cruauté

[3] Dans le droit primitif romain, l'homo sacer était un individu homicide, reconnu tel par le droit et la justice, et qui par-là était mis au ban de la société. Ainsi, il était privé de tout droit : s'il ne pouvait plus être sacrifié, il pouvait être tué par n'importe qui, sans que son assassin soit pour autant jugé pour meurtre. L'homo sacer est confronté en chaque instant à la mort. En cela, il est à la fois inclus (car son statut est juridique, il est le fruit de l'application du droit) et exclus, car mis au ban de la société et privé de tout droit. Pour être plus précis et juste, se référer au premier ouvrage d'Homo Sacer : le pouvoir souverain et la vie nue.



que l'on sait. Pour Foucault, les prisons produisaient les délinquants ; on peut en un sens dire avec Agamben que les lieux comme Guantánamo produisent des détenus, des corps privés de tout droit, des bannis. Dans le camp, par analogie, on peut peut-être voir la production d'autres hommes bannis. En ce sens, le traitement des détenus de Guantánamo est analogue à celui des détenus des camps de travail : on les prive de leur identité, de leur droit, de leur dignité, à la différence majeure qu'eux ne sont coupables qu'au regard d'un droit raciste et totalitaire.

Dans le camp de réfugiés, on doit, de fait, considérer la situation d'individus juridiquement extra-ordinaires. Le réfugié, c'est cet individu qui quitte son foyer, son pays, et donc la situation juridique qui était la sienne avant l'émigration. Le réfugié est donc en un sens « hors du droit » : il est en attente d'une reconnaissance de son statut, en attente d'une redéfinition de son droit. En un autre sens, il est complètement soumis à ce droit qu'il attend, et surtout qui le détient. Le camp de réfugié est donc un lieu de détention dans le sens où l'on y place des individus à caractériser, à définir juridiquement. En attente d'un autre voyage ou de la possibilité de rester, le réfugié est mis au ban de la société dans laquelle il cherche à se réfugier : il y est retenu tout en étant éloigné. Ayant pensé cela, on se retrouve face à une autre question : à quoi sert le

camp^[4] ? Car si on a ici, vu l'aspect juridique de la question, il faut aussi voir son revers : l'aspect politique. Ce dernier s'est manifesté récemment à travers la question de la déchéance de la nationalité : produire des hommes exclus du droit pour créer des zones de non droit. Ce qui semble se manifester dans la question de l'exclusion, du réfugié, et plus généralement du détenu, c'est la nécessité pour l'État d'établir ces espaces totalitaires où s'exerce un pouvoir absolu sur les corps. Cette possibilité d'un exercice sans limite du pouvoir dans des lieux définis par le droit même, doit être pensée et réfléchi plus attentivement, plus rigoureusement, tant elle constitue un risque et un enjeu dans nos sociétés « démocratiques ». Le camp est donc bien l'objet d'une réflexion et d'une critique nécessaires non pas seulement parce qu'il représente tout ce contre quoi les libertaires luttent, mais parce qu'il porte des enjeux politiques majeurs. Il est potentiellement le lieu d'une production d'individus mis à nus et exposés à la violence de l'État. Le problème des réfugiés, celui des détenus, met en question tout un système qui est celui contre lequel nous nous battons : c'est en cela que nous nous devons de le prendre en charge.

PAR QUENTIN, *Groupe Botul de la Fédération anarchiste, Paris.*

[4] C'était la question adressée par Foucault au système carcéral : considérer sa positivité et demander à quoi il sert et en quoi il marche. La prison produit le délinquant.



HORS LES MURS

DOSSIER

PETITE HISTOIRE D'UNE RENCONTRE IMPROBABLE.

Il y a six mois, je ne connaissais pas Jakès. Logique pour un charentais. Les seuls Basques que nous connaissions étaient Marisol Iparraguire (Anboto) et Mikel Albizu (Antza). Fin des années 90, nous avons scolarisé leur fils dans notre école (Bonaventure) et l'avions hébergé chez nous. Tout cela durant trois ans. Suite à leur arrestation en 2004, nous avons eu droit à une garde à vue anti-terroriste de quatre jours et quatre nuits. Notre ligne de défense : les enfants ne sont pas responsables de leurs parents. Et, un petit mot sur la porte, daté d'un mois avant : « À vous qui, lors de la Deuxième Guerre mondiale, arrêtez déjà ceux qui hébergeaient des petits Juifs et autres ». Le ton était donné. Nous avons, donc, été relâchés sans inculpation aucune, et, bien sûr, sans excuses. Soyons positifs, tout cela nous a incité à essayer d'en savoir plus sur les Basques.

Il y a un an ou un peu plus, dans « Jaki-lea », une liste des prisonniers basques. Entre les lignes, si vous pouvez leur écrire ou leur rendre visite, ce serait bien. Jakès est incarcéré à l'île de Ré. Nous habitons l'île d'Oléron, à dix kilomètres à vol d'oiseau. Alors, pourquoi pas ? Nous lui écrivons pour lui demander s'il souhaitait que nous lui rendions visite. OK. Et à la prison pour qu'elle nous accorde cette possibilité. Zéro réponse de la prison. C'est Jakès qui nous a informés que nous pouvions lui rendre visite.

Première rencontre. Ça l'aurait fait ou non. Nous ne nous sentions obligés de rien. Donc, une petite angoisse d'incertitude. De Jakès, je ne savais rien, sauf qu'il avait pris perpète et qu'il en était à 26 ans d'incarcération. Je m'attendais à un homme de 63 ans à la ramasse. Que nenni ! Un petit (par la taille) bonhomme, un regard vif et pétillant derrière des petites lunettes rondes. Un homme chaleureux mais scrutant et écoutant avant de fonctionner à l'identique, nous sous sommes jaugés pendant ces trois premières heures. Ma première impression. Une grande intelligence, politique et autre. Une grande culture, également. Un homme d'écoute et de débat. Un homme d'une grande conviction. Un homme debout. Bref, en trois heures je n'ai pas regardé une seule fois ma montre. La messe était dite.

Depuis, on se voit régulièrement. Nous discutons politique, littérature, philosophie. C'est toujours très riche. Moi, le vieil anar-anationaliste, citoyen du monde, plus que partagé à propos de la lutte armée mais reconnaissant la légitimité de la lutte du peuple basque pour être maître de son destin. Lui, ne regrettant rien mais ayant compris que les temps avaient changé et que le processus de paix était un espoir à ne pas gâcher. Nous, dans la recherche d'une issue à tout cela. Je ne sais si Jakès a appris de moi, mais moi, j'ai beaucoup appris de lui. Idem de son épouse. Total respect.

Lors d'une conversation téléphonique avec mon amie Annie Arroyo, elle m'a suggéré d'écrire un petit texte sur ma rencontre avec Jakès. En toute liberté. J'ai tout de suite dit oui. Pourquoi ?

En tant que Charentais, anarchiste qui plus est, je n'ai, a priori, rien à voir avec les Basques ou l'ETA. Et pourtant, j'ai de plus en plus à voir. Des rencontres de hasard, des débats frontaux mais tous d'écoute, des camarades d'une intelligence politique rare et d'un courage à nul autre pareil, cela ne court pas les rues. En tout cas, on n'en sort pas indemne.

Que vous dire de plus ? Que je suis des vôtres. Je l'étais déjà plus ou moins. Merci à Marisol Iparraguire, à Mikel Albizu, à Mikel Illaramendia, à Jakès Esnal, à son épouse de m'en avoir persuadé.

Reste l'essentiel. Que faire pour les prisonniers (Jakès va bientôt battre le record de Nelson Mandela), pour la paix, pour un pays basque qui ne soit pas une indépendance néolibérale de plus ? Je ne sais. Mais vous pouvez compter sur moi.

On les aura, camarades !

PAR JEAN-MARC RAYNAUD, *co-fondateur de l'école libertaire Bonaventure avec Thyde Rosell, et fondateur des Éditions libertaires*

LE DOUBLE ENFERMEMENT : L'ABANDON DU RAPPORT DE CLASSE

Le salariat est une condition qui s'accompagne de deux effets : la privation de sa liberté de mouvement (formalisée par le contrat de travail), et l'aliénation plus ou moins développée. Autrement dit, le salariat consiste donc à vendre sa force de travail en l'échange d'un paiement, ce qui entraîne l'attachement à l'appareil de production capitaliste afin de faire carrière, pour "parvenir" ou tout simplement, pour ne pas perdre son emploi...

En décrivant un lieu "d'enfermement" dédié à l'exploitation capitaliste, je voudrais tenter d'ouvrir des questions sur l'aliénation par le travail et la consommation capitaliste, entendue comme une puissante dépendance à cette aliénation. La prise de conscience de cet enfermement peut, selon moi, contribuer à la reconstruction d'une conscience de classe qui, je l'espère, ne tombera pas dans l'ornière du marxisme orthodoxe et/ou scientifique.

Je parle d'un entrepôt, dans lequel les premiers trient des colis et les seconds contrôlent en permanence les premiers (même si la loi le limite en partie), grâce aux systèmes de vidéo-surveillance et au contrôle informatique des accès.

Autant de contraintes mises au point dans les années 1990, pour justifier la lutte contre la fauche, qui aurait accompagné le recours accru à l'emploi ponctuel d'une main-d'œuvre précaire... Salauds de pauvres !

Inconsciemment, le salarié "permanent" pense que ce flicage ne le concerne pas : *"c'est pour le mec plus précaire que moi"*.

Mais les systèmes de surveillance déployés dans le temps ont évidemment des conséquences pour tous ; cela entraîne par exemple la disparition des petits sabotages, permettant de casser temporairement la production.

Dans un premier temps, les syndicats (pas de CFTD ici) n'ont pas accepté ces

nouvelles méthodes de surveillance, mais, vu le légalisme ambiant (faire respecter la loi pour se désengager de la construction du rapport de force, de classe) et leur institutionnalisation dans l'appareil productif, c'est passé sans faire trop de vagues.

D'autres méthodes de contrôle ont vu le jour dans cet endroit, notamment grâce au changement de paradigme concernant l'encadrement : le *management* a remplacé la gestion du personnel, le poids de la hiérarchie s'est ainsi accentué.

Au milieu des années 2000, on a vu la création d'un "plan de promotion" qui a contribué à atomiser encore plus les collectifs de travail horizontaux, en les chapeautant par des tauliers faisant régner l'arbitraire. Ces "promos" sont un moyen de casser les résistances collectives à la hiérarchie et à l'oppression. Ils ont fini par recruter des CDI, non plus d'après les compétences, mais principalement sur des critères comportementaux (le larbinisme est ainsi



devenu l'attitude maitresse).

Dans le même temps, le patronat est arrivé à sous-traiter le contrôle social aux appareils syndicaux, qui ont abandonné leur mission première : la lutte contre les formes d'aliénation et l'émancipation des travailleurs.

Cette politique d'entreprise augmente et intensifie la charge de travail. Cela a tellement bien marché que les maladies ont augmenté (sans compter - encore plus nombreux - ceux qui ne les déclarent pas car c'est quasi-impossible quand vous êtes un salarié précaire). Le patronat en est rendu à remplacer, sur les postes les plus exposés, les CDI par des intérimaires et des sous-traitants, favorisant toujours l'accroissement de l'exploitation.

Cet exemple parmi d'autres, illustre le fait que beaucoup de salariés sont enfermés dans un schéma de pensée réducteur, imposé par une société pour l'essentiel aux mains des capitalistes, servis par un système d'éducation étatique formant les futurs exploités à accepter leur asservissement (le fameux "on n'a pas le choix"). Des salariés acceptant inconsciemment que le darwinisme social soit une loi naturelle. L'enfermement fabriqué ici n'est pas seulement physique, il est surtout mental. C'est la

réussite de la double aliénation par le travail et la consommation de masse (quelle belle invention que le *marketing*!).



La lutte contre l'aliénation ne passe pas seulement par une prise de conscience individuelle, elle est liée à la construction de syndicats, œuvrant à la double besogne définie par Fernand Pelloutier : le syndicalisme du quotidien et la préparation de la révolution ; ce qui passe à nouveau par une éducation politique pour l'auto-émancipation des travailleurs. Cette éducation est abandonnée depuis trop longtemps par

les confédérations syndicales. Ainsi depuis l'institutionnalisation étatique des syndicats (dans les années 1970), les lieux de travail ont vu se renforcer

l'aliénation du salarié, qui ne voit pas, a perdu des outils syndicaux pour penser à des alternatives à l'exploitation capitaliste. Aujourd'hui trop de salariés sont usés, vidés par cette aliénation qui peut en pousser certains à se suicider, car ils se vivent et se pensent comme une simple chose dans ce système destructeur, porté par une classe dite "dominante" (pensons à La Boétie). La bourgeoisie a réussi à obtenir la capitulation des structures syndicales, de luttes de classe ; mais celles-ci continuent à brandir ce concept sans en détailler les effets (la lutte sans relâche contre les classes) et les buts (la fin des classes sociales) pour éviter de lutter clairement contre l'enfermement moral de l'aliénation à la classe

dominante.

PAR POPINART

groupe La Sociale de la Fédération anarchiste, Rennes

POLITIQUE CARCÉRALE ACTUELLE : LE DÉLIRE CONTINUE ET S'ACCENTUE

Pour tout individu qui aspire à l'émancipation collective ou à la liberté individuelle, penser la politique carcérale de la France du début du XXI^e siècle ne peut être qu'une épreuve terrible. À première vue, c'est le désespoir extrême. Or, si « le désespoir est une forme supérieure de la critique »^[1], alors notre critique de l'enfermement carcéral doit être immense.

Si un être humain approuve l'enfermement d'un de ses semblables, c'est qu'au fond de lui, il craint ses propres pulsions agressives ou ses attitudes destructives. Il rationalise alors une idéologie sécuritaire qui ne cesse de se développer. Cela conduit au délire dont la fièvre extrême amène à enfermer des innocents qui auraient (eu) l'intention de commettre un crime.

Depuis l'arrivée du Parti socialiste aux manettes de l'État en 2012, ce sont les mêmes soi-disant nouveaux plans pénitentiaires, les mêmes promesses jamais tenues, et les mêmes accords de circonstances avec les syndicats de matons qui n'en finissent pas de pleur-

[1] Léo Ferré dans la chanson « La solitude »

niher sur leur taf de bourreau... Mais si on y regarde de près, on constate la mise en place de plus de lois sécuritaires, plus de sévérité dans les jugements et plus de longueur dans les peines, ces dernières années. De plus en plus de monde subit les contraintes pénales qui prennent différentes allures. Or, pour celles et ceux qui ont la volonté libertaire intégrale, ces différentes allures sont toutes condamnables, parce que répondant toutes à la même logique judiciaire. Qu'on oblige une personne à bosser, qu'on lui foute un bracelet électronique à un membre, qu'on l'enferme 30 minutes ou 30 ans (même si dans la réalité et en fonction des subjectivités, ce n'est pas comparable), tout cela est pareillement condamnable car cela répond à une justice de classe qui aménage nos vie pour le Capital.

LES DEUX DERNIERS MINISTRES DE LA JUSTICE : L'ILLUSION TAUBIRA ET LA HONTE URVOAS

La contrainte pénale est la mesure

phare de la loi votée le 15 Août 2014 « relative à l'individualisation des peines et renforçant l'efficacité des sanctions pénales ». Tous les gauchistes applaudissaient des deux mains pensant que les personnes jugées pour un délit ne feraient pas de prison ferme, mais subiraient tout un tas d'interdictions ou d'obligations imposées par un magistrat. Et on allait voir ce qu'on allait voir avec cette mesure qui viderait les taules rapidement. Mais les mesures dites « alternatives » sont parfois aussi oppressantes et mal vécues que la taule en elle-même. Et quand bien même elles le seraient moins, elles ne sont en fait pas appliquées^[2] parce que les juges sont plus soulagés de savoir les petits délinquants derrière des barreaux plutôt qu'en liberté surveillée, et parce que rien n'est vraiment prévu à l'extérieur pour qu'elles soient applicables. Bref, la bourgeoisie n'est pas

[2] Les chiffres le prouvent : environ 85 contraintes pénales sur 1 mois contre 10 200 peines d'emprisonnement ferme pour la même durée. Voir par exemple : « La peine de contrainte pénale s'installe lentement en France ». Le Monde, 16 juillet 2016 ou « Contrainte pénale : les chiffres qui invalident les fantasmes de la droite ». Libération, 28 janvier 2015. Et plus généralement, concernant cette contrainte pénale : http://www.justice.gouv.fr/publication/reperes/fjp/201508_Fiche_contrainte.penale.pdf



tombée sur la tête, et la contrainte pénale, c'est soit un leurre pour personnes crédules, soit une peine différente, rien de plus. Enfin, s'il reste des gens qui ont l'outrecuidance de penser qu'on enferme moins quand c'est un gouvernement dit de gauche au pouvoir, qu'ils sachent que le nombre de personnes sous écrous était d'environ 67 000 en Mai 2012 et a atteint un nouveau record au mois de juillet dernier avec 69 375 personnes écrouées.

L'allongement des peines, en revanche, n'est pas un leurre posé par Taubira. Proclamant haut et fort qu'elle supprimerait la rétention de sûreté (mesure qui permet de continuer d'enfermer un prisonnier alors qu'il a purgé son interminable peine) et qu'elle reverrait « l'échelle des peines en France », ces dernières n'ont jamais été aussi longues et la rétention de sûreté complète est maintenue, et aggrave même celle datant de 2008. Déjà en 2006 des taulards de la centrale de Clairvaux revendiquaient qu'ils préféreraient la peine de mort à l'incarcération jusqu'à la mort^[3]. À quoi bon remplacer une façon de tuer par une autre ? Et si la peine de mort a été abolie, ce n'est pas grâce au baveux Badinter. La France devait se conformer à la justice européenne de l'époque, et avant elle, l'Espagne (en 1975) et le Portugal (en 1978) avaient déjà aboli l'exécution capitale.

Continuant d'alimenter leur délire sécuritaire, le nouveau ministre de la justice a contribué à faire promulguer la loi du 4 Juin 2016, dite « loi Urvoas », encore relative au terrorisme et « amé-

liorant l'efficacité et les garanties de la procédure pénale ». À force « d'efficacité », les mesures en deviennent surtout de plus en plus graves et elles passent inaperçues, comme un tas d'autres lois tout aussi liberticides^[4]. La loi Urvoas accroît le pouvoir du parquet aux dépens de celui des juges d'instruction. Elle permet aux agents de l'Administration Pénitentiaire (AP), au sein de la prison, d'avoir recours aux mêmes méthodes que les flics du renseignement à l'extérieur. Toujours à l'extérieur, les perquisitions deviennent possibles de jour comme de nuit quand il s'agit de terrorisme (pour l'instant...), les délateurs sont mieux protégés, le « permis de tuer » de tous les sbires armés de l'État s'étend, les peines de sûreté et la perpétuité réelle se renforcent encore, produisant des peines qui exécutent toujours plus d'individus. Au final, construire des prisons et des lois pour enrayer le terrorisme, c'est comme construire des centrales et des poubelles nucléaires pour enrayer la pollution environnementale.

LA FRÉNÉSIE ANTITERRORISTE C'EST UNE PARTIE DE L'ARSENAL DU TERRORISME D'ÉTAT

Depuis 1986, les lois dites « antiterroristes » se sont accumulées et sont passées dans le droit commun alors qu'il s'agissait, à l'origine, de mesures d'exception. Depuis le début des années 2000, le déferlement législatif sécuritaire n'en finit plus : Loi Sécurité Quotidienne (LSQ, 2001), Loi Perben 1 (2002), Loi pour la Sécurité Intérieure

[4] On pense notamment à la récente loi sur les transports qui condamne à du ferme tous les fraudeurs organisés en groupe ou non.

(LSI, 2003), Loi Perben 2 (2004), Loi relative à la prévention de la délinquance (2007), Loi d'Orientation et de Programmation pour la Performance de la Sécurité Intérieure (LOPPSI, 2011), Loi relative à la sécurité et à la lutte contre le terrorisme (2012), Loi renforçant les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme (2014). Tout devient terrorisme à partir du moment où il y a atteinte à la sûreté de l'État. À force d'empiler les lois, c'est l'égarément total. Le droit n'a jamais vraiment voulu dire grand-chose pour les classes sociales opprimées, mais vu le Gloubi-boulga juridico-pantoufle qui règne actuellement, c'est devenu la porte grande ouverte à l'arbitraire. D'autant plus que ces dernières lois sont votées en urgence car, depuis Novembre 2015, nous sommes sous État d'urgence, et cela jusqu'en Janvier 2017 !

Début 2016, le gouvernement Valls a créé cinq « unités dédiées aux détenus en voie de radicalisation » qui sont en fait des étages ou des ailes d'établissement pénitentiaire. L'AP parle dorénavant « d'engagement citoyen » à la place de « déradicalisation » et a déjà prévu que ces unités puissent aussi accueillir les détenus de droit commun en voie de radicalisation (autrement dit, vous, lecteur ou lectrice du *Monde Libertaire*). L'idée est d'isoler ces individus afin qu'ils ne communiquent pas, de les surveiller, au doigt et à l'œil (parfois filmé 24h/24) et de leur nettoyer le cerveau avec un programme de lavage bien républicain (Éducation nationale, conseillers pénitentiaires d'insertion et de probation, psys, victimes du terrorisme...). Évidemment, on sent déjà l'échec avec retour de flamme. La

[3] Lire leur lettre « Appel des dix ».



monstruosité et la haine ne peuvent que conduire à la haine et à la monstruosité^[5].

De surcroît, les discours faisant état de construction de nouvelles places de prison ne se sont pas arrêtés : début octobre, Valls a annoncé la construction de 33 nouveaux établissements pénitentiaires pour les prochaines années. Visant l'encellulement individuel, ils fabriquent en réalité des cercueils, et ils le savent parfaitement. Le taux de suicide est 6 à 7 fois plus important en prison, malgré la mise en place d'un tas de moyens aussi hallucinants qu'inutiles (pyjama et draps déchirables, pys en tout genre, etc.). En parallèle, les établissements d'enfermement type « hôpitaux-prison » comme les UHSA (Unités Hospitalières Spécialement Aménagées) ou comme les UMD (Unités pour Malades Difficiles) ne cessent de se développer, renforçant un peu plus l'amalgame prisonniers = fous. De 1963 jusqu'en 2008, les UMD n'étaient qu'au nombre de quatre. Elles sont désormais passées à un total de dix. Quand aux neuf UHSA prévues par l'arrêté du 20 Juillet 2010, elles sont de véritables sas de détention, où les plus récalcitrants font des allers-retours pour respirer la puanteur psychiatrique quand ils ne supportent plus l'horreur carcérale. La surpopulation en prison ne veut plus rien dire politiquement, même avant que Foucault ne propose la formule, disant que c'est le peuple qui est suremprisonné et non les prisons qui sont surpeuplées.

[5] Depuis la rédaction de cet article, le gouvernement a annoncé vouloir supprimer ces unités (n.d.l.r.)

CONSÉQUENCES DE LA POLITIQUE CARCÉRALE : PAS DE JUSTICE, PAS DE PAIX, ORGANISONS-NOUS POUR BRISER LES MURS !

Les conséquences policières et judiciaires du dernier mouvement social montrent que le gouvernement a l'appui, sanguinaire et meurtrier, des flics et des juges. Tous les blessés et les morts liés aux violences policières, tous les condamnés et les enfermés liés aux violences judiciaires ne sont que le produit d'une seule et même idéologie : la justice contemporaine n'est que le reflet de la police actuelle et si nous ne voulons pas de la police, nous devons aussi nous passer de cette justice de classe qui enferme à tour de bras.

Les émeutes collectives et les révoltes individuelles sont nombreuses en prison, bien que peu relayées. Ces dernières années, de nombreux mouvements collectifs ont secoué l'existant des femmes incarcérées à Fleury-Merogis ou à Fresnes. Que ce soit pour s'opposer à un nouvel outil de gestion du vivant (en l'occurrence un logiciel qui a pour conséquence de réduire leurs sorties) ou pour exprimer une solidarité avec des luttes, autant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la taule (notamment en faveur des militants contre la loi Travail), les meufs ont largement rappelé que la lutte collective était possible en détention. D'une autre manière, de nombreuses mutineries ont eu lieu ces derniers mois dans des prisons de mecs. Les deux dernières en date sont révélatrices du malaise car elles ont eu lieu dans des prisons où il n'y a ni surpopulation ni pénurie d'effectif. Le 12 Septembre

2016, c'est la prison ultramoderne de Vivonne (près de Poitiers) qui explose. Suite à un refus de permission de sortie pour un prisonnier (comme il y en a des milliers que les juges d'application des peines ne justifient pas), c'est soixante personnes qui ont foutu le feu. Même schéma 15 jours plus tard à Valence, où une mutinerie, encore plus importante survient, avec des caméras brisées, des extincteurs vidés, le bureau du surveillant saccagé, et le feu foutu aux matelas. Quand aux nouvelles taules hyper-sécurisées, ce sont de véritables mouiroirs où seule la révolte permet la survie. Celle de Condé-sur-Sarthe, construite en 2013, a vu pas moins de quarante mouvements d'insurrection en son sein si morbide, dont le dernier date de fin septembre.

Et que dire du courage des rares individus qui se battent parfois seuls contre l'AP qui les harcèle, en plus de les enfermer. Rachide Boubala est entré en 1996 et n'aurait dû purger que trois ans maximum. Vingt ans plus tard et après 27 condamnations au sein des 93 prisons dans lesquelles on l'a conduit de force, il n'est libérable qu'en 2039 ! Fabrice Boromé demande en vain depuis 2011 d'être près de ses proches en Guadeloupe. Face au refus de l'AP, il n'a plus d'autres moyens que d'effectuer des prises de paroles (c'est-à-dire des prises d'otages) pour ne récolter que des rallongements de peine le faisant libérable en 2044 ! Christine Ribailly qui refuse de se laisser faire (refus de prise d'ADN, refus des fouilles à nu...) ne cesse aussi de voir sa peine s'allon-



ger^[6]. En plus du vice des juges, il y a la perversité des matons qui portent plainte dans le but de se faire un treizième mois.

Des centaines d'autres mutineries, des milliers d'autres réfractaires, dont je ne relate pas l'existence, mais qui méritent notre solidarité. Nous savons que la prison sert aussi à faire croire à ceux qui sont dehors, qu'ils sont libres. Il ne devrait en être rien. Tant qu'un individu est encagé, personne ne peut se dire libre. Chaque prisonnier qui hurle en taule équivaut à une insurrection en puissance. Chaque prisonnière qui ouvre sa gueule en cabane s'assimile à une insoumission générale. Ce sont autant de rages délivrées pour renforcer nos luttes.

Comme le journal *L'Envolée*^[7], comme toutes les émissions de radio anti-carcérales, comme tous les collectifs constitués à l'occasion pour défendre un proche, nous nous devons de porter les paroles, de soutenir les revendications et de renforcer les révoltes des prisonniers et des prisonnières.

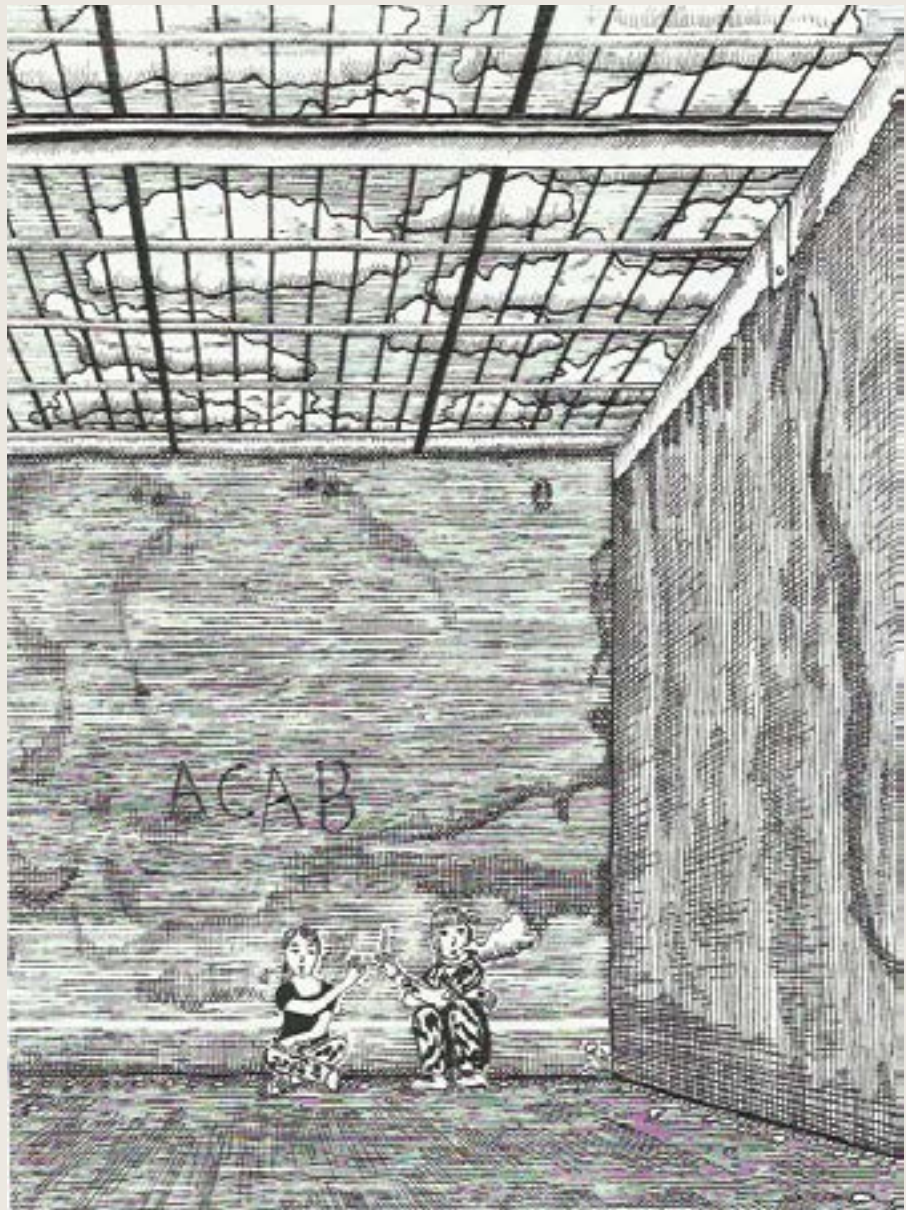
« *L'enfermement n'est pas incompatible avec la dignité* » osait il y a peu le sinistre ministre de la justice sans que personne ne s'insurge. C'est à ça qu'on reconnaît les abrutis en cravate, ils osent tout, même les pires immondices. Pour nous autres, la dignité est radicalement incompatible avec l'enfermement. Au contraire, elle est la

liberté des corps dans l'entraide et la collectivisation.

Que la haine produite en masse par les gouvernants soit le moteur suprême de notre sédition. À nous de construire la justice sociale, économique, politique... loin de ces institutions oppressantes. La justesse des relations sociales et interpersonnelles doit être

produite et défaite par nous-mêmes et pour nous-mêmes. Partons le poing levé, en suivant les conseils de feu Hafd Benotman : « *Pour commencer à avoir un effet, faut pas dire : "je compatis au sort des prisonniers", mais "je suis d'accord avec eux"* ». Dont acte : feu à l'État, feu aux prisons !

PAR ROMAIN.



Dessin envoyé au Monde Libertaire par Kar Wild, jeune transsexuelle américaine incarcérée à la Maison d'Arrêt de Fleury Mérogis, depuis le mouvement contre la Loi Travail.

[6] Voir le blog à son sujet : <https://enfnpisser-danslherbe.noblogs.org/>

[7] Cet article doit d'ailleurs beaucoup à l'admirable travail des camarades de *L'Envolée* dont j'ai piqué une bonne partie de leurs analyses, infos et idées...!



L'ANARCHIST BLACK CROSS, C'EST QUOI ?

L'Anarchist Black Cross est une organisation révolutionnaire dont le travail entre dans le cadre plus général de l'abolition définitive du système carcéral. Les prisons jouent un rôle fonctionnel dans l'hégémonie du capitalisme et sont un élément fondamental du maintien des inégalités sociales. Le combat contre la prison s'inscrit donc dans une lutte anticapitaliste plus globale. L'ABC ne soutenait au départ que les prisonnier.e.s anarchistes, puis l'aide s'est élargie aux autres prisonnier.e.s de la gauche révolutionnaire, aux détenu.e.s incarcéré.e.s à cause de leur résistance active à l'ultra-libéralisme, aux grévistes, aux personnes emprisonnées à cause de leur combat quotidien contre les différentes formes d'oppression (comme les femmes ayant tué un violeur ou un conjoint violent), aux victimes de faux témoignages policiers ou de fausses enquêtes, aux victimes d'attaques policières ou racistes, emprisonnées pour y avoir réagi.

L'ABC est une fédération internationale de groupes autonomes. Chaque groupe travaille et agit selon ses propres orientations, en fonction des campagnes locales, mais a tout de même des engagements vis-à-vis des autres groupes sur la façon de mener les actions ou sur les prisonnier.e.s qu'il va aider. Par exemple, des prisonnier.e.s incarcéré.e.s pour viol ou agression raciste ne recevront pas le soutien de l'ABC.

Une section de l'ABC existe à Marseille. Nous voulons aider les prisonnier.e.s (en particulier les prisonniers politiques), notamment en encourageant les gens à leur écrire, en diffusant des informations, en manifestant devant les prisons, ambassades et consulats, et en organisant des repas de soutien une fois par mois. Nous récoltons des fonds en diffusant des textes, en organisant des événements, en tenant des stands, et nous redistribuons cet argent en soutien juridique ou carcéral. Un bulletin est édité de façon et

il donne des informations sur les prisonnier.e.s, victimes de la répression actuelle, les procès et la lutte contre le système carcéral en général ; ce bulletin est disponible gratuitement lors de tous nos événements (repas, concerts et discussions).

POUR NOUS CONTACTER :

abcarseille@riseup.net



HORS LES MURS

DOSSIER

Partout et toujours, c'est tout comme ici

Tout le monde sait ce qu'est l'enfermement, on le reconnaît sans peine, et on veut en conséquence le combattre. Le problème n'est pas de le désigner, mais bien d'en faire sauter les barrières le plus vite possible. Après tout, il sera bien temps d'en faire l'histoire plus tard, si tant est que l'on n'en ait pas déjà tout dit. Mais sans doute faut-il préserver le concept d'enfermement à titre d'hypothèse, car la tentative de le penser peut déjà être un outil contre lui, dérisoire, mais puisqu'il s'agit d'écrire sur l'enfermement, tentons au moins d'occuper utilement cette distraction.

PRODUIRE VERLAINE AVEUGLE

Quoi de mieux que de demander à l'un de ceux qui les a presque tous vécus dans sa chair, Verlaine, et qui eut la possibilité d'en toucher un long mot, pour nous raconter les enfermements ?

Son recueil *Mes Prisons* s'offre comme un tableau des formes d'enfermement : école, caserne, hôpital et pri-

son ; le camp excepté, il ne manque rien. Ce que Verlaine énonce clairement par ce pluriel, c'est que les prisons sont un dispositif bien plus qu'un lieu défini : il y a de la prison dans tout ce qui répond à ce schème là. Point final ? Mais alors comment comprendre son autre œuvre, *Cellulairement* ? Verlaine le communard, l'amant bohème, paré de tous ses atouts, comment a-t-il pu, lui, devenir croyant entre quatre murs ? La prison, Verlaine la connaît, et il sait que sa peine n'a aucun sens, car Rimbaud, sur qui il a tiré, a refusé de l'accuser après-coup. Pourtant il traverse l'épreuve comme une peine véridique, qui lui fait toucher du doigt la nécessité d'un Dieu, sans pour autant revenir sur cet épisode. Ses prisons sont certes un *dispositif*, mais on ne saura rien de leur effet, qu'il soit devenu croyant en prison ne l'indispose pas vraiment. Verlaine n'a en réalité pas commencé sa critique de la prison, mieux : il participe du procès constitu-

tif de l'enfermement comme architecture vide de sens. Verlaine est aveugle parce qu'il est lui-même rendu tel par ce dispositif.

Qu'on se garde de croire l'enfermement vide : il ne s'agit pas seulement d'être contre les prisons, mais contre ce qui contribue à produire des délinquants, à distinguer crime politique et crime de droit commun, ce qui redresse et assujettit. Loin d'être une mise à l'écart du monde, l'enfermement se joue derrière le mur, dans ce qui fait de l'enfermé un être portant en lui ses propres barreaux. *Give me your tired, your poor* – sous-entendu que j'en fasse des fainéants à mettre enfin au travail.

LA PRODUCTION COMME SENS DE L'ENFERMEMENT

Ce pas de côté, cette prise en compte du sens de la mise aux fers, nous le devons surtout à Foucault. Avec lui le discours critique sur l'enfermement trouve à s'énoncer de manière sé-



rieuse : il n'est pas un cloisonnement qui n'ait un effet productif sur celui ou celle qui est enfermé.e. On en finit (ou l'on devrait) avec une critique de l'enfermement au nom de l'humanité, puisqu'il n'y a aucun dysfonctionnement, aucun manque réel dans ces dispositifs : enfermer Kara Wild dans une prison d'homme fonctionne, et produit son genre comme absurde, permet de mettre au carré son isolement (non seulement coupable, mais coupable d'être un monstre hors norme qu'il s'agit de protéger des monstres normaux). C'est que ses modalités effectives se renouvellent sans cesse, il n'est pas, il devient devant nos yeux. Si Foucault nous donne un schème pour tenter d'en comprendre le sens, le caractère proprement révolutionnaire des façons dont on enferme toujours mieux nous requiert à tout instant vigilants : quel est le sens de cet enfermement ? Qu'est-ce qu'il produit ? Qu'est-ce qui change dans l'essence même d'une manifestation comme production de contestation, quand sa condition de possibilité est l'identification à la nasse^[1] ? Qu'est-ce qui change dans l'actualité de Foucault et notre présent qui requiert notre vigilance pour ne pas subir le syndrome Verlaine ?

CAPITALISME : MISE À MORT DES AUTRES MONDES

Au-delà de l'horreur que constitue

[1] Cf. un texte publié sur Paris-lutte.info :

Destituons la nasse, qui n'est pas forcément convaincant en tout point (odeur du thème de la servitude volontaire et du présupposé de la destitution), mais pose au moins la question.

tout type d'enfermement, il ne faut pas perdre de vue qu'un enfermement supporte toujours la possibilité d'en sortir : l'enfermement ne se conçoit généralement que par rapport à son envers et tout discours sur la fin de la prison en est le signe. Si l'envers de l'enfermement localisé est notre monde, c'est-à-dire le système de production des choses, des êtres, et des relations que l'on nomme capitaliste, on est en droit de douter de la possibilité de la fin de l'enfermement. « *Ce qui nous intéresse le plus chez Marx est l'analyse du capitalisme comme un système immanent qui repousse constamment ses propres limites et qui les trouve toujours à nouveau à une plus grande échelle, parce que la limite est le Capital lui-même.* » répond Deleuze à une question de Toni Negri. Le capitalisme est révolutionnaire^[2] au sens propre parce qu'universel et vice versa. Prendre au sérieux le capitalisme suppose de le saisir comme tel, lui et l'enfermement paradoxal qu'il suppose : aussi loin qu'on erre, qu'on pense ou qu'on lutte, nul rideau à déchirer dans sa toile, nous nous retrouvons toujours au centre de ce système sans en voir le bord. Partout et toujours, c'est tout comme ici, ce monde sans autre monde possible ; la sagesse de Marx ne réside pas primordialement dans l'émancipation anticipée, mais dans ce qui le sépare des utopistes : il n'y a pas d'autre monde possible, même à titre

[2] C'est ce que nous apprennent les analyses marxistes et ses commentaires par Althusser : le capitalisme évolue par révolutions, par ruptures, par crises et se redéfinit sans cesse ainsi.

d'hypothèse. Nous avons à être enfermés dans ce monde qui ne souffre pas d'opposable ; autrement dit, si le capitalisme est bien révolutionnaire, c'est parce qu'il est le seul monde auquel nous ayons jamais affaire^[3]. Il n'est qu'un monde, dont nous sommes les produits, sans référence à un originaire glorieux, ni lendemain différent. Il s'agit alors de chercher sans modèle, sans assurance, sans moyens déterminés, les conditions de possibilité d'actions alors même qu'il n'y en a aucune qui soit donnée. Face à la révolution – qui définit en réalité le processus même par lequel on tourne en rond en attendant la caresse d'un autre monde à venir – il faudrait privilégier la révolte, en tant qu'elle sort de l'histoire, qu'elle ne peut se réduire à aucun mouvement, aucune tendance, qu'elle n'offre certes aucune promesse de devenir, mais que sa possibilité ne peut être niée. Si on se soulève dans les camps ou dans les prisons, peut-être n'y a-t-il que ça à faire, aussi, en dehors.

PAR HUGO ZIDER

[3] D'où la naïveté de *Nuit debout* et *Lordon* dans le slogan « contre la loi travail et son monde », comme si l'on pouvait s'exonérer d'en être partie et produit. Il n'est pas de voyage en Russie possible pour se dépayser, on ne luttera qu'en prenant acte de la non alternative, « C'est en chacun (des régimes) que s'affrontent les libérations et les asservissements » écrit Deleuze



HORS LES MURS

DOSSIER

Résistances anticarcérales et cinéma

Entretien : *Serge Livrozet, une figure méconnue*

Nicolas Drolc est un jeune réalisateur. Son dernier film, *Sur les toits*^[1], se terminait par une séquence consacrée à une figure aujourd'hui méconnue de la résistance politique à l'univers carcéral, Serge Livrozet. Ce personnage sera le sujet du prochain film de Nicolas, qui a accepté, en plein travail pour terminer son film devant sortir avant la fin de l'année, d'en parler aux lecteurs du Monde libertaire.

les conditions de détention et aussi et surtout pour l'abolition des prisons, à long terme, il s'inscrivait dans une forme de lutte qui interrogeait les raisons sociales de qui on enfermait et pourquoi... Aujourd'hui il y a deux fois plus de détenus qu'à l'époque, il pense donc que tout cela n'a servi à rien.. Conclure le film ainsi, m'a d'ailleurs valu pas mal de critiques. Mais en même temps, des gens m'ont suggéré

d'en faire un sur Serge. Il a déjà eu droit à des reportages, et même un long métrage réalisé avec le Comité d'action des prisonniers (CAP), mais aucun film à caractère biographique ; c'est le premier. Comme j'étais en bonne relation avec lui, je suis allé à Nice pour travailler sur lui, et sur son parcours de délinquant, d'étudiant en prison pour sortir de sa misère intellectuelle, sa rencontre avec des intellectuels, la fondation du Comité d'action des prisonniers, son travail d'écriture, d'éditeur, l'affaire des faux billets... Au final, ça donne un film assez libre, avec des entretiens où on évoque sa trajectoire, et ce qu'il est aujourd'hui, c'est-à-dire, un type de 77 ans avec des difficultés inhérentes à sa condition.

LE MONDE LIBERTAIRE :
Tu terminais ton dernier film par un entretien avec Serge Livrozet qui vit actuellement à Nice...

NICOLAS DROLC : Oui, il concluait le film par un constat d'échec : à l'époque où il luttait avec des détenus, soutenu par Foucault, pour améliorer



[1] Disponible chez Les mutins de Pangée

ML : *Comment as-tu connu ce personnage ?*



ND : Dans le précédent film, je raconte les émeutes de Toul et de Nancy dans les années 1971 et 1972. De plus, dans mon travail j'ai croisé les livres écrits par Serge. Je les connaissais déjà pour les avoir lus étant plus jeune. En le rencontrant à Nice pour les besoins du film, est née une amitié qui a permis de réaliser ce film-là. Je pense que Serge est une figure oubliée de la contre-culture française des années 70. Il ne fut pas seulement actif dans la résistance à la prison : il a aussi planqué des réfugiés chiliens alors qu'il était responsable d'un centre culturel, il a été partie prenante des luttes antimilitaristes, anti-nucléaires, a participé au mouvement féministe des "343 salopes" pour le droit à l'avortement. Mais au-delà de ça, de par sa condition de figure intellectuelle émergeant d'un milieu prolétaire (sa mère était prostituée, il est né de père inconnu), qui a quitté l'école à l'âge de treize ans, il a très tôt développé une pensée anarchiste, dans la lignée des Proudhon, Bakounine... Je pense qu'il appartient à une lignée assez unique d'intellos autodidactes de tendance libertaire comme il n'y en a plus beaucoup aujourd'hui. Il fut précurseur en étant le premier détenu rejoignant le mouvement du Groupe Information Prison initié par les intellectuels. Lui était en prison à Melun, et sans doute que Foucault a trouvé en Livrozet le détenu qu'il cherchait, en quelque sorte, qui résistait de l'intérieur de la prison. C'est ainsi que fut créé le CAP. Dernier aspect du personnage, il fut un des créateurs du journal Libération avec Serge July, Marin Kar-

mitz, et d'autres. Il avait aussi participé au mouvement de Mai 68. Mais lui ne s'est jamais installé dans le système médiatique. Il faisait l'émission "Humeurs noires" sur Radio Libertaire, il écrivait dans des journaux méconnus et n'a jamais renié ses convictions.

ML : *Considères-tu ce que tu fais, comme un travail de mémoire retraçant les résistances à l'univers carcéral dans ce pays ?*

ND : Oui, cette histoire reste à écrire. Dans mon film Sur les toits, ce qui est raconté aussi, c'est que si les détenus n'avaient pas préparé leur mouvement dans les années 70 pour amener Badinter à abolir la peine de mort, on n'en serait peut-être pas là aujourd'hui. Le CAP et Serge Livrozet ont joué un rôle majeur pour organiser les premières manif contre la peine de mort vers 1976. Ils défendaient alors des types indéfendables mais ils établissaient que le sort qui leur était réservé, l'était tout autant. Il a contribué à défricher les consciences. Cette histoire de la résistance, comme celle que Serge a contribué à organiser, mérite d'être écrite, mais cela pose la question de "qui écrit l'histoire ?"

ML : *Que reste-t-il aujourd'hui de la lutte politique, comme celle que Serge Livrozet a menée ?*

ND : Dans les médias et l'opinion publique, les mentalités n'ont pas évolué. Valls veut construire des prisons pour que les détenus soient seuls en cellule, et Livrozet répondrait que ce qu'il faut, c'est d'abord faire sortir ceux qui n'ont

rien à y faire (primo-délinquance, délinquance alimentaire...) et qui verront leur vie gâchée par les conditions qu'ils subissent quand on les enferme. Pourquoi y a-t-il aujourd'hui deux fois plus de détenus qu'à l'époque où Livrozet était en prison ? Il dirait qu'on a tout essayé contre la délinquance, et que ça ne marche pas. Qu'il faudrait trouver les réponses sur les origines de cette incarcération de masse. A l'époque où le CAP était actif, ils tiraient leur journal à 50 000 exemplaires pour toucher surtout les taulards. Aujourd'hui, quelle presse de ce type connaît un tirage suffisant pour provoquer des formes de politisation autour de la question carcérale ? Peut-être qu'aujourd'hui, chez les délinquants que l'on trouve en prison, il n'y a pas de conscience politique qui dépasse la satisfaction de ses besoins, par le biais de la délinquance. Mais qui sait vraiment ? La dépolitisation de notre société impacte aussi la résistance dans les lieux de répression et d'enfermement, c'est valable dedans comme dehors. C'est pourquoi Serge dresse un constat d'échec, même si pour lui le "dedans-dehors" c'est métaphorique, les chaînes des prisonniers sont les mêmes que celles des gens qui n'ont pas de pouvoir sur leur propre vie, dehors, par le biais de l'exploitation. C'est donc bien la société qu'il faut changer, pas seulement les prisons. Et ça, c'est le message du CAP et de Serge Livrozet.



HORS LES MURS

DOSSIER

Un regard en détention

Il est 8h30, et au terme d'un long voyage — RER puis bus —, me voilà devant les grilles d'une prison. La maison d'arrêt de Villepinte me ferme ses portes, le jour vient à peine de se lever, il s'agit de mon premier jour d'intervention. L'intervention, c'est le mot qu'on a trouvé, pour désigner ce groupe de bénévoles qui entre en prison, parfois pour donner des cours aux détenus, parfois pour animer une activité. Il pleut, nous sommes en décembre, et en réalité nous sommes trois. Mais avant de pénétrer ce vase-clos, une suite d'obstacles s'est présentée. L'obstacle physique : c'est loin et il fait froid, on s'est levé tôt. L'obstacle administratif : on n'y rentre pas comme dans un moulin et encore moins les mains dans les poches. L'obstacle imaginaire : est-ce qu'on a peur au fond ? On pèse 55kg tout mouillé quand même. Bref, on rentre, et c'est là qu'on sent qu'on intervient. On vient entre les murs, on entre dans ce lieu, mais

peut-on y trouver une place ? C'est alors que commence le jeu de regards.

On passe un premier sas, les poches vidées, et on donne notre carte d'identité : on devient un badge parmi les badges. On fouille avec les yeux alors, et on explore les parois. Un univers un peu fantomatique s'ouvre à nous, les murs sont un peu gris, un peu jaunes, ils ne sont pas vraiment là et pourtant on les sent partout. On nous a dit de récupérer une feuille de présence : il va falloir faire l'appel pour lancer notre activité, compter des gens, noter des noms. On monte alors dans les couloirs de l'administration pénitentiaire. Elle est elle-même recluse, confinée dans un nouveau sas, comme à l'écart de l'ombre où l'on trouve le crime.

On y est presque alors, encore quelques couloirs, encore quelques sas. Des portes fermées, des gardiens qui les ouvrent depuis leurs cellules vitrées ; les moments d'attente se ré-

pètent. Les couloirs résonnent des pas et des exclamations des détenus qui se baladent. Finalement, ils sont peut-être la seule vie de cet espace. Encore des obstacles, et les mêmes murs en continu. Mais on y est et il est 9h10 : l'activité peut commencer.

On finit par s'installer et par occuper les lieux, un peu maladroits : on hésite entre rester debout, s'asseoir sur une chaise, sur une table : à la verticale ou à l'horizontale ? Plus le temps d'y penser lorsque les premières têtes arrivent, il faut se présenter. « Pourquoi vous venez ici ? Qu'est-ce que vous faites là ? C'est franchement chelou de venir ici, en prison, nous on n'a qu'une envie, c'est de se barrer ». On rit de la situation, et de nous : c'est vrai que c'est chelou de venir là. On est des curieux, on vient au zoo, ou alors on fait notre BA — « parce que tu comprends, on peut les faire souffler un peu, ils restent dans leur chambre 23h/24, alors nous on vient leur parler... ». On anime le



club journal, le journal de la maison d'arrêt de Villepinte. On est donc censé écrire avec eux, ou les faire écrire, produire quelque chose sans doute. Alors on va parler des sujets d'actualité, des attentats

qui datent d'une semaine, ou de la COP21, des Républicains ou des problèmes de cantine en prison. Mais en fait à chaque fois, c'est eux qui prennent la parole, parce qu'on n'a pas grand chose à leur dire. Ils parlent beaucoup, sûrement car il sont rarement réunis dans une même pièce : « on n'est jamais autant que ça, en fait » — et pourtant ils sont huit. On se regarde beaucoup

aussi, on commente respectivement nos airs, mais on a du mal à entrer dans la bande — sûrement qu'on est « de l'extérieur », et que nous, quand on rentre en prison, on sait quand on va en sortir. On en apprend sur eux quand même, mais c'est souvent intrusif ; on leur parle un peu de nous trois, mais c'est parfois trop intime. Et puis quoi ? Il faudrait qu'on écrive ensemble mais

les textes seront lus par l'administration, on est un peu bloqués. Et puis on n'a pas envie d'écrire, ni eux, ni nous, tout court : c'est laborieux et on n'a pas vraiment le temps, il faudrait écrire

marre bien en somme, et puis ils nous parlent de leur passé, de leur peine, et de leurs ambitions. Ils ont des enfants, souvent, et on comprend alors que la famille c'est quelque chose de sacré,

presque une valeur refuge. Mais surtout, ils vivent dans l'attente : d'une balade ou d'une activité, d'un parloir avec des visages connus, d'un sursis ou d'une sortie.

Mais lorsque les voix se taisent, parce qu'il est l'heure de partir, reste la frontière : ceux qui restent et ceux qui partent. Ceux qui sortent sont éblouis par le soleil de midi, par l'air frais qui court. On en part



des belles phrases, mais on n'a pas envie de ça.

Parfois, si le gardien est conciliant, d'autres détenus peuvent débouler. Ils sont un peu là par hasard, on leur a dit que le club journal c'était sympa, on est franchement des rigolos, « et puis je te parle même pas de la petite meuf qui anime l'activité... ». On se

presque sans se retourner, mais on sait qu'on y reviendra, qu'on n'en est pas vraiment sorti finalement. Pourtant, il faut se réhabituer aux larges espaces, à la place, aux regards fuyants.

La maison d'arrêt de Villepinte accueille des détenus en attente de jugements — des prévenus —, des condamnés à des courtes peines et des condamnés en attente d'affectation dans un éta-



blissement pour peines. On y trouve une population très jeune, autour de 27 ans en moyenne, uniquement masculine, et très peu mélangée. Je m'explique : le département de Seine Saint-Denis y est surreprésenté. À en croire cette expérience, la blancheur de peau est presque gage d'immunité ; au sein de la prison elle devient l'apanage d'une minorité.

La prison est un lieu construit autour du regard.

Lieu invisible, d'abord et irréprésentable : cette rangée de cachots, cette cour où l'on casse des cailloux à la pioche, ou ces lignes de salles vides qu'on s'imagine le plus souvent. Lieu retiré, absent de l'espace public, il se trouve souvent au bout d'une ligne de RER, en lisière d'une ville triste. Mise à l'écart ou cache-misère, les mots sont bien maigres pour qualifier ce court-circuit parallèle. On parque, on campe et on oublie. Lieu dissimulé, on le cache car il fait peur — mais sûrement fait-il peur parce qu'on le cache. Ce sont les seuls moments où on pense à la prison : lorsque la nuit obscure se répand au dehors. Lorsqu'on dit que les ténèbres gagnent le monde et que le barrage contre la barbarie a cédé. C'est un lieu de stase enfin, où l'administration est figée, où les gardiens sont en cage, où le travail ne libère pas. Un lieu impersonnel où l'on ne s'arrête jamais pour contempler le ciel.

Parce que le regard des hommes y est toujours déplacé.

Le regard extérieur est lourd à porter : qui suis-je pour qu'un gardien m'ouvre une porte de cellule, où l'on trouve un jeune homme qui fume, en caleçon et sur son lit — tout simplement parce qu'il est chez lui - ? Je suis toujours un voyeur, je force toujours cet espace de mes yeux.

Le regard intérieur pèse alors deux fois : je suis constamment rappelé à ma peine présente, je vois mon visage s'affaisser, mon corps se déformer, parfois même mes cheveux tomber ; mais les autres aussi engagent une lutte lorsqu'ils me jaugent : quel est mon statut, mon rang dans les hiérarchies, quel groupe peut me faire une place ?

Et le regard vitreux des gardiens...

La maison grise de Villepinte prend parfois des couleurs mais elles ne peuvent jamais être trop bruyantes — on est vite rappelé et l'ordre et à une règle : on n'a pas le droit d'y vivre.

Pourtant j'en aurais vu des sourires, et partagé des secrets. À la dérobée parfois, dos à la porte, ou au gré des allées et venues du gardien. Les cœurs battent bien à Villepinte, même au ralenti. On voudrait y faire ramper la raison, qu'y périclisse l'honnêteté, et pourtant on s'y redresse. Les visages parfois triomphent des badges.

PAR MARC, *génépi*

Rencontre avec Renée Bauer

Je suis Charlie Bauer, anarcho-communiste, né le 24 février 1943, dans le quartier de l'Estaque à Marseille. A 15 ans, je m'engage pour le FLN et participe à des « actions délinquantes criminelles, des actions de guerre sociale » dont je redistribue une partie du butin. Arrêté en 1962, ayant à peine 20 piges, je passe 25 ans au total, en prison dont 9 en QHS. Je connais l'isolement, le mitard, la torture à l'électricité... nu pendu par les pieds avec des électrodes sur le corps, parfois sur les testicules. Je serai marqué à jamais par ce traumatisme. Rapidement, avec mon caractère fort et entier, je deviens le porte-parole des prisonniers, luttant pour des droits élémentaires et humains : le droit à la lecture, le droit à la correspondance, le droit d'étudier et la non-censure des journaux (pour ne plus lire un journal en dentelle, expurgé des informations jugées subversives par la bonne morale des matons). En 1977, je suis en liberté conditionnelle. Mesrine, en plein questionnement politique probablement, veut me rencontrer. On ne se connaît pas, jamais vus mais le milieu est petit, tout se sait. Malgré nos divergences idéologiques, nous nous associons mais l'aventure finit dans le sang, porte de Clignancourt. Je suis une nouvelle fois arrêté, ainsi que ma femme Renée.

CHRISTOPHE : Renée, comment as-tu rencontré Charlie Bauer ?

RENÉE : En 1976, il est au QHS de Li-sieux, les quartiers de haute sécurité ont moins d'un an et les conditions de détention sont vraiment dures. La situation est explosive et tendue... Pour calmer le jeu, l'administration pénitentiaire autorise la venue d'un professeur dans l'enceinte de l'établissement pour rencontrer ces hommes

emprisonnés.

L'enseignant volontaire est alors marqué par le détenu Charlie Bauer, tant l'homme est engagé, militant et courageux, dénonçant régulièrement humiliations et mauvais traitements. Il m'en parle, je viens d'être nommée professeur de lettres dans un collège de la ville. Commence alors entre moi, jeune prof, et lui, l'anarcho-communiste, une relation épistolaire qui dure quelque temps, puis Charlie est transféré au

QHS de Fresnes. C'est là que l'on se voit pour la première fois et cette rencontre se transforme rapidement en relation amoureuse dont va naître une petite fille.

C. : comment se passent les visites ?

R. : La cellule dans un QHS est un lieu aseptisé, déshumanisé. Les meubles sont scellés au sol et les prisonniers changent de cellule régulièrement, de



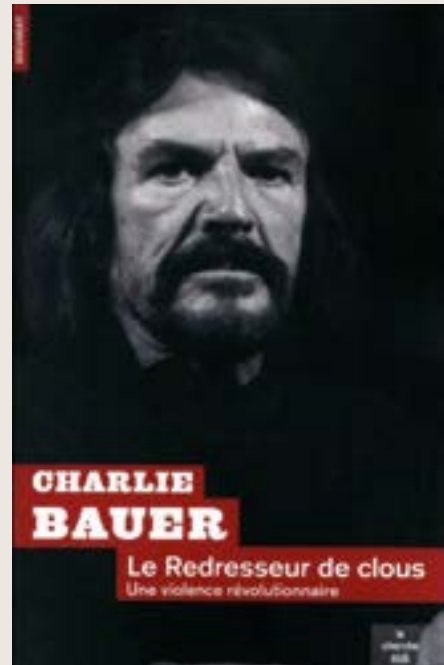
peur qu'ils n'organisent des évasions... mais de toute façon ils sont seuls, ils n'ont aucun contact avec les autres. Pour les visites, les parloirs ne sont pas libres, tu vois juste la personne, tu ne l'entends pas distinctement. Il n'y a pas de vitre par laquelle passer une allumette ; non, il y a deux vitres, aucun contact corporel, physique possible. Un jour, je vais voir Charlie avec notre fille, elle avait un Snoopy, c'était son doudou. On laisse les affaires dans le placard, il fallait tout laisser dans les placards malgré la sécurité extrême. Ce jour-là, ma fille garde son Snoopy, je ne le vois pas. Le gardien s'en rend compte, lui arrache des mains et tord le cou de la peluche. La gamine se met à hurler et il colle le Snoopy au placard. On arrive devant Charlie qui voit sa fille en larmes... Charlie n'utilisait pas ses poings en prison mais il était capable d'une violence verbale très grande. Je te garantis que le gardien était mal après... Un autre exemple de violence perverse vis-à-vis du visiteur : tu apportes du linge propre à Charlie, il a le droit de te donner son linge sale. Que les gardiens vérifient qu'on cache des choses, pourquoi pas... Mais le linge est repassé, plié. Systématiquement, ils te froissent tout, ils te mettent tout en vrac. C'est une violence que le visiteur subit aussi, c'est gratuit, ça ne sert à rien... Il y a comme une volonté d'enlever toute fibre humaine, le côté banal de la vie. L'emprisonné, on lui supprime la liberté et on lui supprime tout.

C. : tu connais toi aussi, l'enfermement

suite à l'affaire Mesrine ?

R. : Les QHS pour femmes n'existaient pas, mais il y avait les quartiers d'isolement : j'y suis restée presque un an. Au début, tu ne peux plus lire, tu es confrontée au temps qui ne passe pas, c'est long, tu es écrasée par ça... Même un bon polar... Tu n'y arrives pas et puis après, tu t'habitues à cette solitude. Ceux qui n'ont pas eu la chance de faire des études, qui n'ont pas l'habitude de lire, c'est encore pire, je pense.

Tu es fouillée sans arrêt, tes placards, ta cellule... Tu sors pour aller chez le juge d'instruction : tu te déshabilles pour qu'on soit sûr qu'il n'y ait rien sur toi. Tu reviens : pareil, alors que tu n'as vu personne. Se déshabiller, la fouille à nu, c'est humiliant. Des prostituées rencontrées en prison me disaient n'avoir pas connu pire humiliation que là. J'ai vu des jeunes filles avoir la haine, vouloir se venger en sortant...



Moi, Charlie Bauer, j'ai été libéré en 1988. J'ai passé en prison une licence de psychologie, une licence de philosophie et un doctorat d'anthropologie sociale. Renée avait déjà repris le chemin de l'enseignement depuis longtemps.

Toujours dans l'action, j'ai continué ce combat, intervenant avec des scolaires, participant à des conférences sur l'enfermement, et témoignant par écrit avec deux livres, Fracture d'une vie et Le redresseur de clous. Je suis mort en 2011 d'une crise cardiaque, une explosion du cœur, comme j'ai toujours vécu.

CHRISTOPHE

Groupe Gaston Couté de la Fédération anarchiste, Montargis

Lieux d'enfermement et espaces d'exclusion

Des milliers de personnes meurent chaque année en raison de la politique européenne de fermeture des frontières. Le phénomène ne se limite pas au continent européen. Dans les camps, les bidonvilles, les squats, des millions de personnes survivent dans la misère et sont exclues du système de partage des richesses. Comment ces espaces d'exclusions naissent-ils ? Quel est leur rapport avec les lieux d'enfermement ? Comment lutter contre ?

Dans *Surveiller et punir*, M. Foucault nous livre une analyse précieuse des lieux d'enfermement et de la logique historique qui a conduit à la gestion autoritaire de l'espace que nous connaissons aujourd'hui. Le processus de mise au pas, de discipline et d'arraisonnement des corps et des peuples que décrit Foucault est contemporain du développement du capitalisme. Celui-ci repose sur le processus d'appropriation des terres, d'*enclosure*, d'exclusion des paysan.e.s et leur transfor-

mation en prolétariat. Exclu.e.s de leur espace de vie agricole, il.le.s se sont retrouvé.e.s enferm.e.s dans des casernes-usines. Quant aux exclu.e.s du système capitaliste, que l'usine n'a pas absorbé.e.s, il.les rempliront les prisons.

Ainsi se complètent les deux logiques d'exclusion et d'enfermement. Les exilé.e.s, chassé.e.s de leurs lieux de vie par la guerre et la misère, et refoulé.e.s par les autres pays, se retrouvent séquestré.e.s dans des camps ou des centres « humanitaires », quand il.le.s ne sont pas tout simplement à la rue. L'origine commune des lieux d'enfermement et des espaces d'exclusion, sont le vol et l'exploitation capitaliste.

Dans un sens, à différents degrés, nous sommes tou.te.s exclu.e.s de quelque part et enferm.e.s quelque part. Les travailleur.euse.s sont enferm.e.s dans leur routine, dans le monde préformé des médias et exclu.e.s d'un certain nombre de richesses plus ou moins

factices. Le sentiment de manque est le moteur de la productivité. La représentation de la misère fonctionne également comme un ressort.

On peut considérer que, plus on possède de richesses, moins on est exclu ou enfermé. Le riche a ses entrées partout. Rien ne lui est refusé. Les frontières lui sont grandes ouvertes. Si jamais un groupe « minoritaire » refuse de lui serrer la main, de débattre avec lui ou de se plier aux règles électorales, s'il se sent vulnérable dans les quartiers populaires, alors il s'insurge contre le non-respect des lois républicaines et démocratiques.

L'écart est frappant entre, d'un côté, un discours de légitimation basé sur la défense de la démocratie, la république, l'unité nationale, la laïcité, le respect de la loi et, de l'autre côté, la réalité politique et sociale : prises de décisions autoritaires, ségrégation de classe, genre et race, prédominance des « souchiens » et des chrétiens, état d'urgence et d'exception. Quand, mal-



gré tout, la réalité traverse les discours hypocrites, quand la misère, les massacres, les suicides et les violences produits par notre société, refont surface, la diabolisation œuvre à convertir l'empathie en haine : « après tout, ces souffrances doivent être méritées, puisque nous, les honnêtes gens, échappons à ce sort tragique ».

Dans les sociétés traditionnelles, la mise au ban était la pire des punitions. L'enfermement est apparu avec les États, avec l'esclavage, la ville ; sur le modèle de l'enclos et de l'élevage. Dans l'histoire récente, le panoptique de Bentham s'inspira du zoo, les usines de Ford, des abattoirs. Toutefois le bannissement n'a pas été aboli, il a été renommé « exclusion ». Que l'on soit enfermé dans un camp ou mis à la porte de chez soi et interdit de séjour dans les banques et les commerces,

c'est à peu près équivalent, ou ça le devient de plus en plus.

Une autre manière encore d'exclure, c'est de détruire l'environnement. La pollution des sites, le bombardement des villes, la destruction des commerces, le gazage des bidonvilles, le harcèlement policier sont autant de techniques de pourrissement du milieu.

La dépendance structurelle des espaces d'exclusion et des lieux d'enfermement nous invite à les déconstruire simultanément. La lutte contre l'incarcération suppose la défense d'espaces décents. Défendre Calais, c'est lutter contre les procédures de rétentions, de sélection et d'expulsion des exilés. Défendre la ZAD, c'est défendre des lieux d'autonomie qui échappent à la précarisation liée au développement

capitaliste. Le gouvernement souhaite construire de nouvelles prisons pour pallier à la surpopulation carcérale. Nul doute qu'elles seront rapidement saturées à leur tour, tant que l'on continuera à détruire les conditions d'une vie décente. Lutter contre les murs, c'est donc reconquérir les espaces colonisés par le commerce et la police. Ne nous laissons pas enfermer dans nos appartements, descendons dans les rues, bâtissons des lieux de résistance et défendons-les.

PAR R.

Groupe Déjacque de la Fédération anarchiste, Nantes.



Ma Vie à Charcot, Hôpital Psychiatrique

Lorsqu'on énumère les lieux d'enfermement, on n'oublie jamais l'hôpital psychiatrique. C'est juste, c'est même un lieu fondé sur l'enfermement, justifié par l'enfermement et basé effectivement et pratiquement sur l'enfermement.

Mais comment rentrons-nous à l'H.P. ?

- Par injonction judiciaire, c'est l'hospitalisation d'office (H.O.).
- Par les hospitalisations, sur demande d'un tiers (H.D.T.) ; la famille, la plupart du temps, mais ce « tiers » est élastique, nous le verrons plus loin.
- Enfin, et ce sont les hospitalisations les plus fréquentes, par l'hospitalisation libre (H.L.), c'est-à-dire de sa propre initiative.

Il y a là un paradoxe. Pourquoi certaines personnes, et j'en suis, éprouvent, en toute liberté et pleine conscience, le besoin de se retrancher, de s'enfer-

mer ? C'est une claustration volontaire. En réalité, ça peut être pour le ou la malade, un moyen de se reposer, de souffler et de couper les liens avec une réalité extérieure violente et source de souffrances. Imaginez quel bénéfice immédiat peut retirer une personne victime de persécutions imaginaires et/ou réelles ; la coupure d'avec « les méchants » est alors d'une évidente efficacité. Les infirmières confisquent les téléphones les premiers jours, c'est un détail mais ce n'est pas pour rien. Même les paranoïaques ont des ennemis !

L'H.P. ce n'est pas bon, mais c'est tout ce qui est proposé aux psychiatisés en crise. Malgré quelques timides expériences, il n'y a pas d'alternative à l'H.P. en France.

La psychiatrie étant sectorisée, quand je suis hospitalisé, je vais toujours dans la même unité, l'unité Picasso. Les élèves des Beaux-Arts locaux y ont peint une belle fresque. J'y retrouve

toujours les mêmes personnes et nous formons une petite bande de bras cassés. Il y a S., la quarantaine, sportif, cynique et qui fume pétard après pétard sauf quand il fait du sport. D., sans âge, un grand et gros rasta perché dans des délires mystiques, mais pas chiant, bien au contraire. Au bout de quelques bières, il se prend pour Jésus, c'est drôle ! Et S., la soixantaine, psychiatisée depuis longtemps, qui a fumé son premier joint à l'H.P. et qui parle, qui parle, qui parle sans fin ! Ils répètent tous les trois qu'ils vont bientôt sortir (enfin) et ça fait dix ans qu'ils l'affirment.

Je veux insister sur le shit et l'alcool, sinon sur d'autres produits, parce que c'est très présent à l'H.P. On tue le temps comme on peut ! D'ailleurs, ce sont plutôt des personnes en relatif bon état qui se droguent ! Certain.es, parti.es trop loin, n'en n'ont même pas l'idée. Ce qui n'empêche pas les abus. J'ai connu quelqu'un qui passait ses



jours à Charcot pour y vendre du shit et d'autres produits. J'ai parfois assisté à des deals abusifs : un pauvre gars se faisait avoir en achetant une fortune quelques crottes de haschich !

A propos d'argent, la nourriture étant assurée, j'ai toujours fait des économies en séjournant à Charcot. Il n'y a guère que le tabac qui nous coûte. A ce propos, une amie lisant l'un de mes textes me dit « *pourquoi tu parles tant de tabac ? C'est chiant !* », mais c'est parce que nous sommes réduits à peu de choses, et dans ce peu de choses, le tabac est très important ! Il rythme les journées vides ; n'étant autorisé qu'à certains horaires, il occupe, il fait parler, il réchauffe quand il fait froid, il sert de prétexte pour une énième même promenade, le fameux périphérique de Charcot, etc. Le tabac justifie aussi, et surtout, les sorties à l'extérieur de l'enceinte de l'hôpital pour en acheter au tabatier du coin. Charcot est un vrai gruyère contrairement à d'autres H.P. (Le Havre, Saint Étienne, Metz...) qui sont gardés comme des prisons. A Charcot, il y a bien des caméras mais on s'en fout ! De toute façon, c'est comme pour le shit, les soignantes le savent très bien et n'y changent rien, ne voulant d'ailleurs rien changer puisqu'ils et elles tirent leur salaire de la situation, de l'H.P. tel qu'il est. Ils et elles vivent sur la bête !

Il existe une certaine solidarité entre patient.e.s : on prête un téléphone, on offre un café, une bière, cinq bières, on prête, on donne du fric, on aide ceux

qui vont mal et surtout on se tolère loin de cette société impitoyable où les jugements à courte vue, les ambitions qu'on réalise en écrasant les autres, forment une société de petits-chefs, toujours dans la compétition, dans le jeu du pouvoir et sachant mettre les rieurs dans leur poche. Couper d'avec l'extérieur, c'est aussi couper d'avec tout ça, et retrouver des rapports sociaux sains, francs, respectueux et solidaires, loin de la course au pompon. Nous, les losers, on laisse toute cette merde aux winners. On fuit !

La population des H.P. est plutôt pauvre, les bourgeois en mal-de-vivre et dépressifs se payent des cliniques ! Et on y fait de réelles rencontres, des individus sensibles et intelligents, blessés par la vie et sa brutalité. On se retrouve toujours dans la même unité, donc on retrouve aussi les mêmes infirmières, pour le meilleur comme pour le pire. A Charcot j'ai « mon » infirmière. Elle me suit depuis le début dans ma carrière de T.S. (tentative de suicide) en H.D.T. Elle en suit les péripéties. Elle est bienveillante et d'une gentillesse confondante. Évidemment, ses collègues la trouvent laxiste !

Je vous fais part de mes petites misères et de mes petites gloires à Charcot, mais Picasso est une unité ouverte et la plupart du temps je « m'enferme » de mon propre chef, en H.L. Qu'en est il des H.D.T. et des H.O. ?

Certaines hospitalisations, à la demande d'un tiers, donnent lieu à des abus graves. Les médecins de service font très rapidement confiance et

peuvent faire signer une H.D.T. à un membre de la famille ou un.e compagnon.ne qui a de mauvaises intentions ou qui se trompe, ou un.e simple ami.e, voire une connaissance de passage, contre l'avis même de la personne supposée malade.

Les psychiatrisés ont la hantise d'une H.D.T. malveillante. Le « délire » a parfois bon dos !

Quand l'affreux Sarkozy, alors au pouvoir, s'est emparé de la folie et de la psychiatrie pour faire parler les médias et les gens, il a fait passer une loi qui facilite encore plus les hospitalisations d'office. Un simple maire - alors qu'auparavant c'était le préfet - peut signer une H.O.

Un ami proche, qui est passionné de droit et qui a connu la prison, a été surpris de constater qu'un malade psychiatrique hospitalisé a moins de libertés, moins de droits qu'un prisonnier. Un seul exemple mais de taille : pas d'avocat pour « l'enfermé.e », il/elle est seul.e face au médecin tout puissant.

Qu'en est-il des services fermés ? Ce sont les oubliettes, un trou noir où disparaissent les individus, dans lequel le médecin décide de tout, il est le roi ; où les visites ne sont acceptées que pour la famille, de temps en temps et sur autorisation, où on est enfermé sans aucune possibilité de sortie, où on mélange allègrement différentes pathologies réunies dans une mise au ban généralisée des patient.es, où aucune activité n'est proposée, où la camisole et la contention dans une



« chambre d'isolement », attaché.e par des sangles à un lit scellé, sont des punitions courantes, où les rapports sociaux sont atomisés, réduits à quelques gestes répétés indéfiniment, où les portes restent désespérément fermées,... Si on est sage, on passe dans une unité ouverte. Et ça peut durer longtemps, très longtemps !

Une infirmière psy fut ma compagne. Elle a effectué un remplacement à Cadillac, la plus connue des U.M.D., les unités pour malades difficiles. Je l'ai accompagnée et nous habitons à l'intérieur de l'enceinte de l'hôpital. Hôpital qui est plutôt une prison : hauts murs de quatre mètres hérissés de tessons, nombreuses portes à ouvrir et refermer, gardiens omniprésents et surtout : filet anti-hélicoptère, comme si une mystérieuse organisation, une improbable mafia viendrait délivrer un pauvre type seul qui a énucléé sa mère à la petite cuillère (les fous tuent souvent la mère de tous leurs malheurs). Il y a pas mal de délinquants sexuels complètement détraqués et abrutis par les médicaments, « légumifiés ». Beaucoup parmi ces malades n'en peuvent plus de leur maladie et demandent la castration, chimique ou pas.

C'est toujours en riant que nous évoquons le fauteuil que lui ont fabriqué, pour la remercier, les malades de son unité : des pédophiles, des violeurs, des tueurs en série, des tortionnaires, des cannibales, humains, trop humains ! Mais quel beau fauteuil en rotin !

Il faut déclarer plus généralement que les H.P. et les prisons tendent à se confondre. On emprisonne en H.P. ! On bourre de calmants et autres médicaments les prisonniers qui ont souvent des problèmes psychologiques.

Je me répète : le délire a bon dos. Dans d'autres sociétés, à d'autres époques, nos visions, nos voix, nos hallucinations, nos délires seraient considérés comme des choses importantes et ayant une forte signification sociale ; des œuvres d'art, des poèmes, des prophéties, des oracles, des énigmes, les preuves d'une initiation quelconque, que sais-je !

Cependant, je me refuse à faire l'apologie de la schizophrénie à la manière de D et G, Deleuze et Guattari ; l'exercice rhétorique d'éloge de la folie me gêne, et la plupart du temps m'ennuie. Les clichés positifs et romantiques du fou, souvent artiste maudit.e, sont le verso d'un recto composé des clichés négatifs et stigmatisant. Les deux fonctionnent ensemble.

On met en case, on met en cage, on empêche, on castre, on excise, on met au ban. L'être humain est réduit à un corps à contraindre.

Alors que faire ? Il faut absolument que les psychiatrisé.e.s s'emparent de leur maladie, de leur traitement, de leur hospitalisation, de leur condition sociale, de la question plus générale du soin, prennent des décisions et créent des liens avec d'autres malades. Alors que c'est encore trop souvent la famille qui décide, les psychiatrisé.e.s doivent créer des groupes d'entraide

indépendants et autonomes.

Et si ces groupes non-mixtes débloquent la parole et se colorent d'une forte tonalité libertaire, ce n'en sera que meilleur !

PAR A.C.



HORS LES MURS

DOSSIER

NO BORDERS, NO PROBLEM !

Cinq hectares laissés pour compte, entre les kilomètres 8 et 9 de la voie ferrée au Sud, entre les kilomètres 290 et 291 de l'autoroute A16 au Nord, dite « L'Européenne ».

Mais quelle Europe pour ces 900 âmes réfugiées dans ce que l'on appellera un « camp d'accueil des migrants » ? Une Europe qui les rejette, se les renvoie, à qui en prendra le plus, le moins ?

C'est au sein de ces cinq hectares que sont disposés près de 320 shelters (abris de bois de sapin) : cabanes de 6m², fenêtre de 50 centimètres par 20, et pour les plus chanceux, un petit réchaud ainsi que l'électricité, censée être fournie par les panneaux solaires.

Dans ce qui était une ancienne manufacture de lin, prend aujourd'hui place le camp de la Linière. Premier camp humanitaire construit en Europe, sur les directives de Médecins sans Frontières, selon les normes des camps que l'on trouve au Soudan, au Liban, au Yémen... Jamais personne n'aurait pensé

que l'accueil d'un millier d'âmes fuyant la guerre et les répressions sociales, n'aurait été si problématique dans un pays développé comme le nôtre. Censé être un lieu de refuge pour seulement quelques jours, quelques semaines tout au plus, la réalité est tout autre. L'hébergement en CAO et/ou CADA1 n'est pas efficace, et l'espoir qui les accroche à une vie meilleure n'y arrange rien. Dans l'espoir de cette vie meilleure, on attend inlassablement : le camion qui les mènera en Angleterre, l'appel de la famille, les nouvelles du pays.

Lieu enclavé entre le chemin de fer et l'autoroute, symboles de la liberté de mouvement du XIXe siècle, mais qui les rappelle sans cesse à leur triste condition. L'enfermement sous-jacent amène le confinement, qu'il soit social, ethnique ou spatial. Les entrées et sorties sont régulées, confinées, on refuse l'accueil de nouveaux migrants au sein du camp.

Tous les espaces sont restreints : chacun dispose d'un shelter de 6m², à partager à deux, trois, voire cinq personnes. Les sanitaires sont groupés : cabines de douches d'1m², de même pour les toilettes. Pour franchir le pas de la liberté, on s'enferme dans des camions, entre deux containers, parfois à deux dans 1m². Sans parler des gardes à vues, parfois effectuées dans des conditions indignes, sans traducteur, sans avocat. De nombreux témoignages attestent de plusieurs heures passées dans le noir, sans eau ni nourriture. Mineurs ou pas, aucune différence.

Ces mineurs, justement. Laissés pour compte, oubliés de la majorité. Que ce soit dans ladite « jungle » de Calais ou au camp de la Linière, ils se trouvent au premier rang des décisions politiques qui agitent les médias ces derniers temps. Censés être accueillis en urgence au Royaume-Unis, ils errent à travers les sentiers de la « jungle »



dans l'attente de mieux, ou se voient déplacés au sein même du camp de la Linière, l'État ayant pris la décision de réduire l'accueil afin de fermer le camp dans les mois suivants.

Malgré un accueil à revoir, des conditions de vie effroyables, ces migrants ont le droit à une vie en France. Que ce soit pour quelques jours ou quelques années, nous nous devons de faire cet « effort humanitaire ». Fermer les frontières est l'acte le plus lâche qui n'ait été fait depuis de nombreuses années. Depuis la chute du mur de Berlin, on nous promettait une Europe libre, un monde en paix éternelle mais il n'en n'est rien. Notre « chère » Europe, en construisant le mur de Calais, a trahi cette promesse. Le droit international des droits de l'homme est une leçon tirée des crimes de la Seconde Guerre mondiale. Au cœur de ce conflit, l'Europe est particulièrement concernée par l'établissement d'un droit qui permette d'éviter la répétition des atteintes à la dignité humaine commises pendant la guerre. Comment peut-on, soixante-dix ans après une telle barbarie, accepter que des milliers de personnes fuyant combats armés, famines, répressions sociales, soient refoulées aux frontières, ou dans le meilleur des cas, laissées pour compte dans nos pays « développés » ? Malgré l'accueil et l'insertion sociale de quelques centaines en Allemagne, en Suède ou même en France, la réponse n'est pas suffisante.

Sur notre propre sol, ces âmes en quête d'une vie meilleure perdent

la leur chaque jour. On comptabilise près de 15 décès – accidentels ou non – dans la région du Calaisis cette année et autant, voire plus, de blessés. Peut-être est-ce « leur faute », peut-être est-ce un manque de précautions, une trop grande prise de risques, mais que peut-on dire à une personne qui a déjà tout perdu là où elle est née ? Pour la plupart, leur seul but est d'accéder en Grande-Bretagne, coûte que coûte. Leur soif de liberté est bien trop grande, rien ne peut les arrêter, même pas nos frontières.

Le cas français n'est pas isolé et ne fait pas figure d'exemple. Il ne faut pas oublier que ces personnes quittent leurs terres natales en dernier recours. Difficile de quitter son logement, sa famille, ses racines par simple choix, « pour le plaisir ». La notion de départ implique celle de refuge. Nous sommes ici face à un processus long, que l'on nomme « crise » du fait de sa manifestation immédiate. Les sociétés européennes sont ici placées face à elles-mêmes, les actions et réactions des élites gouvernantes en disent long sur la place faite à l'humain et à la protection d'autrui. Elles ne sont pas actives dans ce processus, en sont totalement dissociées, se figent sur elles-mêmes et répondent aux voies populistes qui s'élèvent de part et d'autre.

On ferme les frontières, on s'enferme dans nos modèles, on garde nos richesses mais à quel prix ? Retournez la situation, faites tomber des bombes sur Paris comme il en pleut sur Alep et regardez le résultat. Lequel de nous

ne prendra pas la fuite, ses bagages et ses enfants sous le bras ? Lequel sera accueilli décemment dans un pays censément développé ? Cette question de l'accueil est aujourd'hui centrale. Les camps comme ceux que l'on trouve dans le Nord de la France ne sont pas une solution viable pour des familles souhaitant s'installer dans notre pays, cependant les placements en CAO n'en sont pas une, pour ceux souhaitant passer la frontière britannique.

C'est apparemment tout ce que la France est capable d'offrir à ces migrants : une jungle au milieu des dunes, presque sans accès à l'eau, à des sanitaires dignes de ce nom. De l'autre côté, le refus d'accueillir de nouvelles familles sur le camp de Grande-Synthe. Le démantèlement de ces deux lieux d'accueil approche, laissant au dépourvu les associations mais plus encore les familles, hommes, femmes, enfants, qui ne sauront où dormir demain. Il est maintenant temps de prendre nos responsabilités.

PAR ESTELLE



HORS LES MURS

DOSSIER

L'auto-enfermement :

Le cas du cerveau de droite...

Que l'esprit humain puisse s'enfermer dans une idéologie hors-sol, et que cet enfermement puisse devenir une muraille impénétrable à n'importe quelle dose de réalité, les chrétiens fondamentalistes américains le prouvent par leur soutien à Trump, deux fois divorcé, pris la main dans la culotte des filles, et parlant d'elles en termes peu bibliques. Heureusement, il arrive que les sciences politiques soient scientifiques (non, ceci n'est pas une plaisanterie), et que des études de psychologie politique soient menées avec autant de rigueur qu'en permettent les sciences humaines. Un livre de Chris Mooney, *The Republican Brain, The Science of why Republicans deny Science - and Reality*, a rassemblé les résultats des dizaines d'études du colossal déni de réalité de la droite américaine. Pour mémoire : il n'y a pas de changement climatique, Obama est un musulman né au Kenya, Hillary Clinton a fait assassiner les femmes violées par son mari, le monde a été créé en six jours, et, attention, la théorie de la relativité est fausse. Si, si. Allez sur

Conservapedia (la riposte de droite à Wikipédia) et là, dans *Counterexamples to Relativity*, parmi les 36 preuves anti-relativité, vous trouverez...les miracles de Jésus ! La chose vraiment étonnante, qui a déclenché ces études, est que, contrairement aux illusions progressistes selon lesquelles il suffit de présenter les faits (d'éduquer) pour convaincre, plus le niveau d'éducation des conservateurs est élevé, plus ils s'acharnent dans leurs erreurs. Oui : on inflige à des diplômés de Harvard dix heures de cours scientifiques sur le changement climatique, et ils en ressortent en disant que les Chinois (qui ont lancé l'idée du rôle humain dans le changement climatique dans le but de freiner l'économie américaine, comme chacun sait) sont très forts puisqu'ils ont réussi à acheter les scientifiques !

PREMIER COUPABLE :

LA « THÉORIE DE LA TENDANCE À LA RÉDUCTION DE LA DISSONANCE COGNITIVE ».

Que se passe-t-il lorsque se produit une dissonance cognitive, en d'autres

termes une contradiction dans nos connaissances ? Que se passe-t-il lorsqu'un croyant persuadé que Dieu est amour voit sa mère mourir dans d'atroces douleurs ? Lorsque les fiers Saint-Cyriens rampent dans la boue dans un marais de Guyane ? Lorsqu'une entreprise prestigieuse impose à ses jeunes recrues des horaires inhumains ?

Deux éléments cognitifs. Un : Dieu tout-puissant est amour. Deux : ma mère meurt après six ans de cancer, ce qu'un Dieu d'amour aurait dû lui épargner, et me fait donc soupçonner que ce Dieu n'existe pas. La théorie peut-elle prédire quel élément cognitif vaincra ? La réponse est : « oui, souvent ». **Plus un élément cognitif a coûté d'efforts pour être acquis, moins il est abandonné facilement.** Entre deux éléments cognitifs incompatibles, celui qui sera conservé sera celui qui aura coûté le plus d'efforts, consommé le plus de ressources. Il sort même ren-



forcé de l'épreuve. Festinger^[1], le découvreur de ce principe abondamment confirmé, observa les disciples d'une illuminée qui avait prédit la fin du monde pour une date précise. La date passa. Festinger constata que les disciples les plus tièdes, ceux qui n'avaient pas vendu leur maison, s'écartèrent en groggelant. En revanche, les disciples les plus fervents, ceux qui avaient vendu leurs biens, ceux-là redoublèrent d'avertissements lorsqu'une nouvelle date fut fixée^[2]. Autre exemple : l'ordre rosicrucien AMORC^[3] exige que le disciple monte chez lui un autel personnel, et de plus, qu'aucun profane ne voie cet autel. Donc il exige qu'une pièce du domicile commun soit fermée à l'épouse si le dévot a échoué à la recruter (bel exemple d'auto-enfermement... dans sa propre maison !). Nombre de divorces en ont été la conséquence : quittera-t-on dès lors aisément la religion pour laquelle on a quitté son épouse ?

[1] *A Theory of Cognitive Dissonance*, Leon Festinger, Stanford University Press, 1957, et *Cognitive Dissonance, Fifty Years of a Classic Theory*, Joel Cooper, Sage Publications, 2007

[2] Voir : *L'échec d'une prophétie*, Leon Festinger, PUF, 1993

[3] Ancien et Mystique Ordre de la Rose-Croix. Ordre qui se revendique non-religieux et apolitique ayant pour devise : « la plus large tolérance dans la plus stricte indépendance ». Ils sont répertoriés comme un groupe sectaire à cause, entre autres raisons, de sa gestion financière. Évidemment les dirigeants de cet ordre ne sont pas d'accord.

Une locution nous éclaire : **brûler ses vaisseaux**. Les institutions durables savent qu'il faut contraindre leurs



membres à des choix qui coûtent très cher à défaire. Les contraindre à « brûler leurs vaisseaux ». Pourquoi apparemment décourager le recrutement à coups de bizutages, d'exams, d'études interminables ? Parce que l'effort consenti pour surmonter le bizutage, l'examen, les études, aura augmenté la valeur de l'institution pour qui aura été bizuté ou examiné, enseigné. En outre, plus l'effort consenti aura été grand, plus quitter l'institution risque de rendre cet effort inutile. Qui veut gaspiller ce à quoi il a sacrifié dix ans de sa vie, ou ce pour quoi il a souffert la terreur ou le ridicule ? La peur d'avoir gaspillé son ef-

fort, voilà le fond de la réduction de la dissonance cognitive.

Si elle reconnaît que Trump est un porc et un imbécile, une fondamentaliste américaine reconnaît qu'elle se trompe depuis qu'elle est fondamentaliste, que toutes ses amies se trompent, que presque tout ce qu'elle sait et croit est faux. Il vaut mieux fermer les écouteilles et garder le cap...

SECOND COUPABLE : L'INTOLÉRANCE À L'INCERTITUDE. "OPENNESS" CONTRE "NEED FOR COGNITIVE CLOSURE".

La "cognitive closure" en américain, c'est le fait de mener les choses à bonne fin, de fermer (tiens, tiens) les problèmes ouverts en leur apportant une solution définitive. L'"openness" c'est l'ouverture d'esprit. L'ouverture (tiens, tiens) d'esprit est la capacité à apprendre, donc à changer d'avis, à accepter que ce que l'on croyait définitif ne l'est pas. C'est tolérer l'incertitude. Pencher du côté « closure » ou du côté « openness », cela se mesure. Et l'on voit qu'il y a des gens chez qui la tolérance à l'incertitude domine de beaucoup le besoin de solutions définitives, et d'autres chez qui c'est l'inverse. Par la suite, on s'est aperçu que puisque l'on pouvait tester l'ouverture, ou la fermeture d'esprit, on pouvait essayer de voir s'il y avait une corrélation avec les choix politiques. Qu'a-t-on trouvé (souvenons-nous que nous parlons de dizaines d'études indépendantes) ?



Que l'ouverture est à gauche, la fermeture à droite. Entendons-nous bien : nous parlons de penchants, au niveau personnel, et de résultats statistiques, au niveau collectif. Il va sans dire qu'un anarchiste peut s'avérer borné, et un fasciste ouvert d'esprit. Plus exactement, si les anarchistes tendent à être plutôt ouverts d'esprit, et les fascistes bornés, il y aura des exceptions dans chaque camp, d'une part, et d'autre part être ouvert ou fermé d'esprit n'est pas un état permanent, interchangeable, mais, répétons-le, un penchant qui connaît évidemment de très nombreuses éclipses et dilutions. Une fois ces très importantes précautions prises, le verdict est sans appel. Quelles conséquences ? L'électorat de droite a tendance, plus et plus souvent que l'électorat de gauche, et en tenant compte de mille exceptions, à repousser l'incertitude et le nouveau, à tout le moins le nouveau qui crée de l'incertitude ou démolit les certitudes précédentes. Une fois que l'on sait que le changement climatique est une fable chinoise, on ne change plus de certitude, parce que les certitudes, c'est mieux.

TROISIÈME COUPABLE, QUI DÉRIVE DU SECOND :

LA RAPIDITÉ AVEC LAQUELLE ON ARRÊTE DE RECHERCHER DE L'INFORMATION NOUVELLE POUR UN PROBLÈME DONNÉ, ET LA DURÉE QUE L'ON CONSACRE À ÉVALUER CETTE INFORMATION NOUVELLE, EN PARTICULIER SI ELLE S'OPPOSE À CE QUE L'ON PENSE.

Cela aussi, ça se mesure. D'abord de manière indépendante, puis après on

compare les résultats à ce que l'on sait, des opinions politiques, des personnes testées. Là, malheureusement, il semble qu'il n'y ait pour l'instant qu'une seule étude, de portée très limitée. Elle confirme ce que nous savons du second coupable, mais elle est loin de jouir de la solidité statistique des autres études. Elle s'avère précieuse, en revanche, pour comprendre le paradoxe de l'obstination malgré un haut niveau d'éducation. Le grand financier conservateur, pourtant équipé du savoir mathématique et statistique nécessaire pour apprécier la solidité des analyses du changement climatique, pêche par excès de confiance en lui ; puisqu'il se sait savant, quel besoin a-t-il de s'empêtrer dans les détails ? Si une certitude a été acceptée par LUI, nulle nécessité de perdre du temps à chercher confirmation ailleurs.

QUATRIÈME COUPABLE, NON MOINS UTILE POUR COMPRENDRE LE PARADOXE DE L'AVEUGLEMENT MALGRÉ L'ÉDUCATION : LE « MOTIVATED REASONING ».

Que nous pourrions appeler en français « le raisonnement sous arrière-pensée », ou « la justification à tout prix », ou plus simplement la mauvaise foi. Dans l'article précédent « La morale de Donald »^[4], j'avais rappelé que selon J. Haidt, la raison sert de porte-parole, de « *press secretary* » à l'émotion : elle sert à justifier les choix discutables de l'émotion. La justification à tout prix frappe autant à gauche qu'à droite, sauf dans un domaine professionnel où la gauche domine : le monde universitaire en général, et scientifique en

[4] *Le Monde Libertaire* n°1782

particulier. Dans cet univers-là, le désir de s'y livrer est tout aussi impérieux qu'ailleurs, mais la nécessité de conserver l'estime de ses pairs en reconnaissant ses erreurs lorsqu'elles sont prouvées, le contrebalance, du moins est-ce la règle officielle. Aux États-Unis en particulier, le professeur d'université moyen est athée et, en termes américains, de gauche. Au-delà du monde universitaire, la vision du discours scientifique comme étant la meilleure approximation possible d'un discours vrai est une vision de gauche, la droite n'accordant à la science qu'un strapontin derrière la tradition, la religion, etc. Il existe d'autres coupables, mais qui sont spécifiques aux États-Unis, tels le long et vaste travail de fond perpétré par Fox News, par exemple, ou encore la tendance de plus en plus forte à la séparation géographique et résidentielle entre zones conservatrices et zones progressistes. Bien entendu, plus un conservateur jouira d'un haut niveau d'éducation, plus sa tentation de recourir à la justification à tout prix sera forte : on ne résiste pas au désir de se servir d'un outil que l'on maîtrise.

CONCLUSION :

tout comme l'article précédent, celui-ci tire une leçon simple. Prouver, démontrer, déployer chiffres, logique et expertise, ne suffit pas. Persuader, désillusionner, signifie s'attaquer à des mécanismes psychologiques profonds, anciens, puissants, et efficaces jusque chez les personnes du niveau d'éducation et de connaissances le plus élevé. La capacité humaine à s'enfermer dans un monde illusoire est illimitée.

PAR NESTOR POTKINE

Portfolio Par

K-Litystreet





à quoi bon
préparer son
avenir,
si l'on oublie
de vivre?

KITYSTREET

PORTFOLIO

PASSAGE ET
DONNER DU
BONHEUR

10000

LEFT

FINAL

PORTFOLIO

BONHEUR ④
PLAISIR ②
JOIE ③





 EXPERIENCES ALTERNATIVES

Non, la bio n'est pas née d'une génération spontanée ! (2/2)

L'émission Troux Noirs (Radio libertaire) a reçu Jean-Pierre Anglade, le président de Nature et Progrès d'Île-de-France, dans sa rubrique *Sous les pavés, la terre*.

Dans la première partie (voir *Le Monde Libertaire* n°1782) il nous a parlé de l'agriculture bio jusqu'à son intégration dans les normes européennes. Dans cette deuxième partie, il en présente les conséquences jusqu'à aujourd'hui et présente la fédération Nature et progrès et son combat pour une « *Bio pour Tous – et pas que pour les riches* ». Pour une agriculture biologique respectueuse des hommes, des animaux, des plantes et de la planète, éthique et rigoureuse, sans complaisance avec l'économie de marché.

Deuxième partie : de l'intégration de l'agriculture bio dans les normes européennes (1990) à aujourd'hui

LE MONDE LIBERTAIRE : *Que pouvez-vous dire de l'intérêt de l'Europe pour la bio?*

JEAN-PIERRE ANGLADE : A partir des années 1990, l'Europe s'intéresse à l'agriculture biologique, et en 1992, la Communauté européenne va officiellement la réglementer et la reconnaître. La Bio créée par la sphère privée va maintenant être gérée par la sphère publique. Elle devient institutionnelle et pour pouvoir se prévaloir de l'agriculture biologique il faut maintenant être certifié par un organisme certificateur (directive EN45011) pour le règlement européen. Il en est fini de la sphère privée et de ses cahiers des charges, la bio n'appartient plus à ses créateurs. Une émergence de l'ACAB a, en 1993, créé la société ECOCERT :

1er organisme certificateur historique de l'agriculture biologique. Aussi, des associations pionnières disparaissent progressivement et il ne reste plus aujourd'hui, de cette époque, que les labels privés Nature & Progrès, Demeter (biodynamistes) et les Simples. La FNAB s'est intégrée à la bio institutionnelle et européenne et est présente au sein de l'agence Bio (créée au début des années 2000), qui dépend des ministères ; elle est représentante des producteurs bios français.

ML : *Et que devient alors, Nature & Progrès ?*

JPA : Nature & Progrès a conservé ses cahiers des charges privés et continué à améliorer son Système Participatif de Garanties (SPG), se détachant

ainsi du règlement européen et de la certification par tiers. Nous sommes malgré tout en relation avec la FNAB car les objectifs restent communs dans un grand nombre de domaines. Nous nous retrouvons, par exemple, au sein du collectif IFOAM France. Le développement de nos cahiers des charges reste un élément de l'amélioration des pratiques à travers les professionnels de la Mention Nature & Progrès et le Système Participatif de Garanties est une émergence sociétale basée sur la confiance entre les producteurs et les consommateurs. N&P garde ainsi son cap et juge important de se consacrer au développement d'une agriculture paysanne basée sur l'agriculture biologique qui prenne en compte l'agriculture, l'alimentation, l'environnement,



la société et les territoires. La période du passage au règlement européen a été une période difficile pour N&P. Aujourd'hui, il faut mettre en avant les circuits courts, comme les AMAP, rencontres d'un groupe de consommateurs et d'un producteur bio.

ML : Quelles difficultés a rencontré N&P lors du passage au règlement européen ?

JPA : N&P ne s'est pas démarquée uniquement de la certification par tiers (organisme certificateur au sens du règlement européen) en conservant ses systèmes de garanties participatifs (SPG), mais aussi de l'aspect réglementaire européen, puisqu'elle a conservé ses propres cahiers des charges. Dans ces changements dus à la CE, l'agriculture est passée de la sphère privée à la sphère publique, aussi on peut dire qu'il s'agissait malgré tout d'une forme de reconnaissance, mais plus du tout fidèle à la dynamique sociétale des pionniers. A ce moment historique, certains des adhérents ont choisi l'évolution vers une gestion publique des cahiers des charges (la réglementation) et de la certification. A cette époque, la référence à deux logos n'était pas évidente (voire aussi pour des questions pécuniaires). D'autre part, l'enfance du mouvement, malgré la rigueur des engagements et des objectifs, pouvait laisser la place à un questionnement sur le développement des garanties alternatives. Le règlement européen n'a pas reconnu les SPG et ne les reconnaît toujours pas aujourd'hui, même

si IFOAM, lui, les a reconnus. En 1995, les producteurs N&P ont lancé l'opération de « Boycott de la certification de l'agriculture biologique », à l'encontre du paiement du contrôle de la bio qu'il considère comme une mesure injuste de « non pollueur – payeur ».

ML : Peux-tu nous expliquer en détail l'organisation d'un SPG ?

JPA : Aujourd'hui, par la reconnaissance d'IFOAM et les études à ce sujet, les conditions de légitimité des SPG sont bien précisées : les SPG se basent sur la création de la confiance. Toutefois, il ne se limite pas à une seule enquête (bien que ce soit un moment important). Pour le groupe qui le met en pratique, un SPG s'organise autour de caractéristiques et d'éléments indispensables mis en commun : une vision commune, la participation, la transparence, une approche basée sur l'intégrité, une démarche d'apprentissage et d'amélioration des pratiques et l'horizontalité qui engage toutes les parties prenantes dans les responsabilités. Par ailleurs, pour ces éléments, doivent s'élaborer en interne – dans le cadre de référentiels (cahier des charges) établis dans un processus démocratique et participatif – une organisation issue de la base, des principes et des valeurs (une charte), des documentations et des procédures, des documents qui engagent et des conséquences claires et définies à l'avance pour toute non-conformité.

ML : A partir de quel moment la bio est-elle devenue une mode ?

JPA : Le début des années 2000 marque une étape, car devant les préoccupations que représentent l'émergence de la bio et la logique du règlement qui se présente plus comme un espace de marché, la bio s'engouffre dans « une niche » et une réponse commerciale à la malbouffe. En 1999, plusieurs associations signent La Charte des mouvements de la bio. Des « espaces bios » sont déjà dans les grandes surfaces et deviennent des segments de la consommation. C'est peut-être la raison pour laquelle de jeunes générations ou de nouveaux consommateurs voient la bio comme une émergence commerciale, une « génération spontanée ».

ML : Comment réagit N&P face à ce phénomène ?

JPA : Pour nous, la bio n'est pas une mode ; ce que nous venons d'exprimer rend compte que la bio a déjà une histoire, une histoire construite de rapports de force avec des objectifs agronomiques et sociétaux. La bio est un mouvement social en construction et aller de l'avant, c'est déjà comprendre d'où l'on vient et la situation du présent. N&P milite pour rappeler la longue histoire de la bio pour préparer les étapes à venir. Au-delà des actes d'achat, il faut mobiliser sur les obstacles à l'évolution de la production bio à une véritable alternative : une bio pour tous, car le paradigme de l'ingénierie agricole aura changé.

ML : Quelle est l'étendue de la sphère



bio en France ?

JPA : Aujourd'hui, il y a autour de 28 000 exploitations bios en France, les conversions augmentent. C'est encore trop peu. Par ailleurs, si la sensibilisation à la bio bat son plein, l'agriculture transgénique condamne la bio. C'est pourquoi N&P a lancé la campagne « La bio ou les OGM, il faut choisir ! ». La seconde réglementation bio européenne définit le seuil de 0,9 % d'OGM dans les produits bios, espérant ainsi par une coexistence réglementaire, ce qui n'est pas possible dans les champs ! Face à la législation néfaste sur les semences et les brevets sur le vivant, la défense d'une sélection paysanne participative est aussi une réponse face à la mainmise des multinationales de l'agrobusiness. N&P a participé à la création du Réseau des semences paysannes (RSP) qui regroupe aujourd'hui plus de 70 organisations-membres (paysans, artisans, paysans, jardiniers associations semencières ou pépiniéristes, etc.).

ML : Quelles sont les limites de la prise de conscience bio ?

JPA : Il convient de produire une véritable prise de conscience. Les consommateurs bios devraient s'intéresser beaucoup plus aux problématiques du développement de l'agriculture biologique plutôt que de rester des consommateurs passifs. Il faut dénoncer l'agriculture industrielle, intensive et chimique portée par les multinationales et leurs distributeurs attirés et

agir pour les conditions d'une agriculture respectueuse de l'environnement et de la santé.

ML : La grande distribution ne contribue-t-elle pas à séparer le consommateur du producteur ?

JPA : Oui, car dans une certaine mesure, les citoyens d'aujourd'hui sont plus séparés de la problématique de la production que précédemment. Au milieu du XXe, beaucoup avaient encore de la famille dans la campagne et dans l'agriculture. Il faut rapprocher les villes et les campagnes : l'alimentation et l'agriculture sont l'affaire de tous. Notre but est d'en terminer avec ce cloisonnement pour définir les conditions d'une lutte commune. Le mouvement social de la bio est un véritable projet de société, une logique du juste prix et d'une alimentation saine pour tous.

ML : Revenons-en à 2009, l'année où le projet de règlement européen a été révisé à la baisse ?

JPA : Le règlement de 2009 ne permet plus la subsidiarité. C'est-à-dire qu'un état pouvait faire mieux que le règlement européen. Le règlement antérieur le permettait. La France avait développé une contribution sur la production animale. Avec le règlement de 2009, cet aspect a été annulé. Seules les marques privées peuvent, au regard du règlement, faire des spécifications plus exigeantes. C'est une des raisons de la constitution de Bio

Cohérence. Certaines exigences sont aussi à la baisse, comme le seuil de 0,9 % d'OGM par contamination fortuite et de la dérogation éventuelle pour certains produits conventionnels si l'autorisation de mise sur le marché (AMM) n'existe pas en bio. Or, les AMM sont la spécialité de l'agrobusiness car ils nécessitent des possibilités financières.

ML : Et dans l'avenir ?

JPA : Un nouveau règlement européen est en préparation pour 2018, donc une affaire à suivre... Notamment, les problématiques autour des notions de seuil de contamination par les pesticides, font débat. Bien sûr, on parle de contaminations fortuites car les cahiers des charges et le règlement interdisent le recours à des pesticides de synthèse. La notion de seuil est dangereuse car on peut aller vers une obligation de résultat, plus que par une obligation de moyen. Non pas qu'il ne faille pas avoir les résultats prévus par les cahiers des charges, mais parce que, passer vers une seule logique du résultat plus que par les moyens, favorise l'abandon de l'amélioration des pratiques et des savoir-faire. La bio, c'est aussi des méthodes et des modes de production respectueux de l'environnement, des fondamentaux, pas seulement un logo et des règles qui excluraient les « comment faire ».

ML : Comment réagir, face aux antagonismes institutionnels ?

JPA : Nous voulons de notre côté,



promouvoir une politique favorisant toujours plus de critères d'amélioration dans les processus de production bio, et favoriser les conversions. Il faut aussi adapter les processus aux problématiques spécifiques territoriales et sociales ainsi que l'accès au foncier. *Terres de Liens* est un des éléments de ce contexte et nous avons décidé de nous rapprocher de la Via Campesina et d'INPACT (INitiative pour une Agriculture Citoyenne et Territoriale). Nous sommes très inquiets quant aux négociations sur le traité TAFTA, sur le libre-échange entre l'Europe et les États-Unis, qui risquent, entre autres, de fragiliser et de briser les dynamiques sociétales sur l'alimentation et la production agriculture locale, face au diktat des multinationales de l'agroalimentaire. Il faut y ajouter le brevetage du vivant, le déclin de la biodiversité, la mainmise sur la sélection végétale (les semences) et sur la sélection animale. Enfin, l'ingénierie génétique, au-delà des OGM, rend préoccupantes les nouvelles techniques de la mutagenèse induisant les OGM cachés.

ML : Plus concrètement, comment fonctionnez-vous en tant que fédération ?

JPA : La fédération est composée de 29 groupes (régionaux et départementaux) qui se réunissent au sein d'un conseil fédéral. Les décisions prioritaires sont prises lors de l'Assemblée générale annuelle qui définit les objectifs de l'année. Les activités et les actions sont portées par les groupes N&P. La fédération, en tant que telle,

s'occupe de la gestion de la Mention, de l'édition de notre revue, de l'administration générale, de la fédération des groupes et des actions et des relations au niveau national. Le salon Marjolaine, tous les **mois** de novembre au Parc Floral de Vincennes, est aussi l'occasion de rencontres entre les habitants de l'Île-de-France, les producteurs et les transformateurs bios.

ML : Quelles sont plus spécifiquement vos activités en région IDF ?

JPA : L'Île-de-France est un territoire important où l'agriculture périurbaine a décliné avec l'artificialisation constante des terres et la réduction de la ceinture verte. De fait, nous y assurons une représentation locale de N&P et participons surtout à l'information et à des événements, comme le salon Marjolaine.

En région IDF, nous sommes plutôt des adhérents non professionnels. Nous avons comme projet, de constituer une COMAC locale pour les enquêtes liées aux SPG. Nous sommes également présents tous les dimanches matin au marché biologique Raspail de Paris où nous avons un stand d'information N&P et de ventes de livres sur l'agro-écologie, l'écologie et leurs problématiques de société pour ceux qui désireraient plus d'argumentation.

ML : En conclusion, la bio pourrait-elle, à ton avis, fonctionner à l'échelle de la planète ?

JPA : Bien sûr que oui ! La bio refonde

l'importance de la localité, des sols et des savoir-faire paysans. Mais le blocage n'est pas seulement économique, il est aussi géopolitique et sous le contrôle des multinationales. Or, avec ses méthodes et ses outils, l'agriculture biologique a plus de chances de nourrir le monde que l'agriculture industrielle et productiviste. On peut remarquer des réalisations intéressantes, notamment à Cuba, dans certains pays d'Afrique et d'Amérique Centrale et du Sud, qui ont réussi à imposer des méthodes locales d'échange et de savoir-faire. L'enjeu est aussi l'accès à la sécurité et à la souveraineté alimentaire pour tous, avec des produits sains et pas forcément uniquement pour les pays dits riches !

PROPOS RECUEILLIS ET SYNTHÉTISÉS PAR
PATRICK SCHINDLER,
groupe Botul de la Fédération anarchiste, Paris



ZAD

ZAD de Notre-Dame-des-Landes :

le chant des bâtons résonnera de nouveau en cas de tentative d'expulsion !

Samedi 8 octobre, près de 40 000 personnes (12 800 selon les flics) se sont retrouvées sur la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, bâtons à la main, pour montrer leur soutien à cet endroit unique, où vivent une faune et une flore exceptionnelles et où une expérimentation politique et sociale nouvelle a lieu. Toutes ces personnes étaient ensuite invitées à planter leur bâton dans le sol de la ZAD, action symbolisant leur détermination à revenir déplanter ce bâton pour défendre la ZAD, si jamais le gouvernement décide que l'heure de la tentative d'expulsion est arrivée.

Mais qu'il prenne garde, car c'est une forêt de bâtons qui est née sous les yeux de tou.te.s les manifestant.e.s, au rythme des encouragements, des chansons, des rires ou d'un serment solennel. Cette tentative d'expulsion pourrait bien, encore une fois, tourner au désastre, puisque beaucoup de

monde est déterminé à défendre la ZAD, et même si personne ne souhaite d'accidents graves, voire de décès, le risque d'affrontements très violents sur la ZAD est bien réel, ainsi que des actions partout en France en soutien. A la veille des élections présidentielles, ceci pourrait encore une fois fragiliser le Parti socialiste (de nom seulement), au lendemain du mouvement pour la loi Travail qui l'a déjà coupé de ses électeurs non libéraux, à moins qu'il ne courre après un électorat toujours plus demandeur dans sa quête d'autorité et de libéralisme économique ?

Hollande s'entêtera-t-il, ou laissera-t-il la patate chaude au prochain quinquennat ? D'un côté, lui et ses « révélations » à deux journalistes du *Monde*, auxquels il aurait assuré que le « projet d'aéroport ne verra jamais le jour » (ce qui ne veut pas dire qu'il n'y aura pas d'expulsion de la ZAD, cette zone de « non droit ») et Ségolène Royale qui

dit que le projet a été « surdimensionné ». De l'autre côté, Jean-Marc Ayrault - assurant que le président avait dit ça avant le référendum - et Manuel Valls voulant rétablir l'autorité de l'État, se réfugiant derrière ce même référendum (« le peuple a parlé ») biaisé ; on ne sait plus trop ce qui se passe dans le gouvernement, laissant entrevoir l'espoir que l'expulsion ne se ferait pas, mais ne rêvons pas trop...

En effet, l'Élysée a indiqué que « quelques travaux de défrichages doivent être réalisés au cours des prochaines semaines », afin que les procédures d'expropriations ne tombent pas aux oubliettes, ce qui aura lieu si rien ne se passe d'ici fin janvier.

Une chose semble sûre : l'opération de tentative d'évacuation de la ZAD aura lieu après l'expulsion du camp de Calais, donc probablement en novembre car il risque d'être trop tard pour le gouvernement une fois le mois de no-



vembre écoulé.

Ce qui va se jouer sera d'une importance cruciale : si la ZAD tombe, ce sera un coup dur pour tou.te.s les révolutionnaires, et même pour les progressistes au sens large, c'est-à-dire, pour toute personne ne croyant plus en la démocratie représentative, ne croyant pas que ceux qui provoquent le désastre écologique en seraient également porteurs de solution, ne croyant plus en leur logique de croissance, qui pousse juste les travailleurs à accepter des emplois précaires et sous-payés afin de survivre. En effet, c'est un autre monde que nous défendons et défendrons si la violence de l'État s'abat sur le lieu où ce monde s'est enraciné.

La ZAD nous montre chaque jour que des personnes avec des convictions politiques différentes peuvent s'organiser et lutter, unies par un but commun, et peuvent réussir à trouver un consensus de manière horizontale afin de défendre leurs modes de vie, en réussissant à dépasser les disputes qui peuvent se produire, afin de continuer la lutte ensemble.

La défense se met en place, sur la ZAD mais pas que, puisque la ZAD est PARTOUT !

PAR LAPIN





SCENCES ET TECHNOLOGIES

Le « progrès », pour qui ?

Dans une période où la pensée unique a propulsé l'illusion d'une délivrance par la technologie et d'un salut par la science, l'Histoire officielle laisse entendre « une absence globale de réaction des travailleurs à l'offensive technologique des grandes entreprises », une soumission constante du monde ouvrier aux exigences de la compétitivité. Cette falsification de l'Histoire est aujourd'hui de plus en plus dénoncée. Dans le sillage de *La Modernité désenchantée* (E. Fureix et F. Jarrige – La Découverte) ou de *L'Apocalypse joyeuse* (J.-B. Fresoz – Le Seuil), *Le Progrès sans le peuple* (David Noble – Contre-

feux – Agone) retrace les luttes ouvrières contre les premiers pas de l'invasion technique.

Les bris de machines n'ont pas été des actes de résistance isolés comme certains ont intérêt à le faire croire, mais un vaste mouvement, « une stratégie de mobilisation essentielle », une volonté farouche de défendre des moyens de subsistance, une liberté, une dignité, aussi limitées fussent-elles. Élimination du travail

qualifié, perte d'autonomie, de savoir-faire, accélération des cadences, difficulté d'organisation collective, dégradation de la qualité des produits : tel était l'enjeu. Les luddites et leurs successeurs n'étaient pas contre la technologie en soi, mais contre les changements sociaux qu'elle incarnait et renforçait. Même Ricardo, dans ses *Principes* (1821), soutenait que « l'opinion des classes ouvrières sur les machines qu'elles croient fatales à leurs intérêts ne repose pas sur l'erreur et les préjugés mais sur les principes les plus nets de l'économie politique » ! Byron, poète britannique, et défenseur des





luddites, écrivait, dans une lettre à Lord Holland : « La conservation et le bien-être de la classe pauvre et industrielle sont d'une bien autre importance pour la société que la fortune rapide de quelques monopolistes, acquise par de prétendus perfectionnements qui privent l'ouvrier de pain en le privant d'ouvrage ». Mais surtout, l'anarcho-syndicaliste Emile Pouget écrivait dans *Le Sabotage* : « Si les travailleurs s'attaquent aux machines c'est, non par plaisir ou dilettantisme, mais parce qu'une impérieuse nécessité les y oblige ».

Or, ce ne sont pas seulement les capitalistes assoiffés de profit qui infligèrent une répression impitoyable ; ce sont aussi les représentants syndicaux, les personnalités politiques de gauche, les intellectuels – fascinés par la machine et par un progrès technologique nécessaire, linéaire, forcément bénéfique et perçu comme un des moteurs historiques de l'émancipation, comme la base matérielle d'une société sans classe – qui discréditèrent les actions des ouvriers ou des artisans, c'est-à-dire de ceux qui avaient compris la signification, la portée de ce phénomène nouveau qui confortait les rapports de domination (remarquons que les chercheurs ont une vision du monde plus proche de celle des cadres dirigeants que de celle des « cols bleus »). Tous les moyens furent employés : minimiser le caractère destructeur de l'accélération technique, multiplier les incitations fiscales pour les équipements, taxer

d'irrationalité, d'obscurantisme, de dangerosité, voire de pathologie l'opposition aux nouvelles technologies, légitimer les souffrances humaines au nom du « Progrès ».

L'OBSESSION DU CONTRÔLE

Aujourd'hui, comme le souligne D. Noble, historien des sciences et des techniques, la catastrophe de la seconde révolution industrielle^[1] – la révolution informatique, l'automatisation – concurrence déjà la première (la mécanisation), la résistance en moins, parce que le rouleau compresseur du « Progrès » a fait son œuvre. Dès la fin des années 1950, et jusqu'à aujourd'hui (aux États-Unis, mais aussi en France, en Italie, en Allemagne, en Norvège, au Danemark...), les actions se multiplient pour empêcher ou ralentir l'introduction de nouvelles technologies. Du sabotage doux (saturer le système d'informations parasites) au sabotage dur (limaille de fer dans les ordi-

[1] Voici ce qu'écrivit, à la page 8 du livre de David Noble, la traductrice Celia Isoard : « On désigne habituellement par « seconde révolution industrielle » la période de 1870-1914 marquée par l'essor de la sidérurgie, de la chimie, de l'électrification, du télégraphe, du chemin de fer et du pétrole, suite à la "première révolution industrielle" qui débute en Angleterre à la fin du XVIIIe siècle. Toutefois, certains commentateurs comme David Noble considèrent qu'il s'agit là d'un seul et même mouvement d'industrialisation, et réservent le terme de seconde révolution industrielle à la révolution informatique qui commence aux États-Unis à l'après-guerre. Le critère retenu est le fait que les machines des XVIIIe et XIXe siècles remplaçaient la force musculaire tandis que l'informatique se supplée aux activités mentales ».

nateurs), en passant par la demande d'un moratoire sur ces technologies. Avec un slogan pertinent : *Brisez les machines, pas les travailleurs*. Concernant la France, dans les années 1980, à Toulouse, un groupe d'informaticiens révoltés, le CLODO (Comité pour la Liquidation Ou le Détournement des Ordinateurs), incendiait des entreprises d'informatique pour lutter contre « l'outil préféré des dominants ». Une fois encore, les dirigeants syndicaux n'ont pas hésité, même avec l'excuse magnanime qu'une prospérité matérielle a détourné leur attention des ressorts profonds de l'exploitation : traités d'agitateurs gauchistes, accusés de nuire à la sacro-sainte compétitivité, des militants ont été congédiés par la hiérarchie. Selon les termes de D. Noble, les syndicats « se couchèrent immanquablement devant l'idéologie dominante », s'appliquant à faire taire les dissidents, à condamner les actions directes. Selon Stan Weir, militant de la base opposé à l'accord *Mécanisation et modernisation* négocié par l'ILWU en 1960, les syndicats ont « brouillé les pistes en faveur de la technologie », en sapant la détermination et la capacité de résistance des ouvriers. Aujourd'hui, non seulement la majorité des individu.e.s ne peuvent plus réparer eux-mêmes leur voiture, mais le garagiste du coin, lui-même, est dépossédé de son savoir-faire mécanique au profit de la « valise » conçue par les ingénieurs.

On peut d'ailleurs établir un parallèle avec l'industrialisation de l'agriculture,



c'est-à-dire la subordination de la recherche agronomique au modèle productiviste : des paysans ont tenté de résister au passage en force du maïs hybride, parce qu'il va signifier, avec la privatisation du vivant, la fin de leur autonomie (il faut, non seulement acheter les semences, mais payer l'engrais et les désherbants chimiques, et se soumettre à la mécanisation). Aujourd'hui, d'autres se battent contre le puçage électronique de leurs animaux ou pour la réintroduction de la sélection à la ferme, contre le « syndicat » omnipotent, la FNSEA. Rappelons par ailleurs, que la part de la population agricole dans la population active est passée de 35 à 3 % entre 1950 et 2013 ! Peut-on prétendre améliorer le sort des travailleurs en fournissant à ceux qui

les exploitent les outils les plus redoutables ?

Car après cinq décennies de révolution informatique, le bilan est édifiant : les horaires de travail n'ont globalement pas été allégés, les conditions de ce travail se sont dégradées, l'absurdité et la monotonie des tâches ont augmenté,

le stress et l'anxiété se sont généralisés, la rémunération et la protection sociale ont reculé, les inégalités sociales ont explosé, et surtout, le chômage est devenu massif. Les nouvelles technologies ont surtout permis un accroissement considérable de la mobilité du capital, permettant de mettre les sociétés et les peuples en concurrence pour s'assurer la main-



d'œuvre la moins chère et la plus docile. Les coûts économiques et sociaux dudit progrès dépassent aujourd'hui de loin les avantages offerts par des marchandises bon marché. Ce qui a été amélioré, ce sont les capacités d'exploiter, de ficher, de contrôler, de réprimer, dépossédant dans le même temps les salariés de tout esprit critique. « La véritable tragédie est qu'avec cette course frénétique dans laquelle nous poussent les nouvelles technologies,

nous n'avons pas le temps d'examiner les répercussions culturelles, politiques et sociales avant la mise en place d'infrastructures qui vont justement rendre impossible tout examen d'alternatives », écrivait Mike Cooley, ingénieur en conception industrielle au groupe d'aérospatiale Lucas. Parce que la machine se substitue, non pas seulement à l'énergie des travailleurs, mais à leur jugement.

L'HOMME SUPER-FLU

N'était-il pas suffisamment évident que la production assistée par ordinateur, la robotique, la gestion informatisée des stocks, les standards et guichets automatiques... constituaient autant d'innovations destinées à licencier et

à remplacer les individus, à aider les patrons à réduire leurs coûts, à sous-traiter et à délocaliser, c'est-à-dire à liquider les acquis sociaux arrachés de haute lutte ? « Ironiquement, mais implacablement, la micro-informatique, autour de laquelle s'est structurée l'utopie cybernétique qu'est la technologie, censée résoudre les contra-



dictions du monde industriel, s'est retournée en moyen de sa pérennisation et de son accroissement », écrit Célia Izoard dans Z N°9 (« revue itinérante d'enquête et de critique sociale »). Déjà, les ordinateurs sont devenus la médiation presque obligée de nos rapports aux autres, mais robotiser la filière de l'aide à la personne, c'est-à-dire supprimer des secteurs professionnels qui n'ont justement de sens que par la relation humaine, confirme plus encore la vision d'une humanité comme « pure abstraction à coder »... avant de disparaître.

OUVRIR L'AVENIR

Il faut d'abord rappeler la responsabilité majeure de ceux qui ont refusé de soutenir ces artisans, ces ouvriers qui se sont courageusement opposés à la folle accélération d'un progrès technique devenu une véritable imposture. Parce que, sans ce développement technologique, jamais le capitalisme n'aurait atteint une telle puissance ! Et les propositions des grandes centrales syndicales en la matière ne sont pas de nature à rassurer : « politique industrielle ambitieuse », « 3 % du PIB à la recherche et à l'innovation », « accès à une énergie à bas coût », « la décroissance ou la sobriété ne sont pas des solutions pérennes » !

Il ne s'agit pas d'interrompre le cours de l'Histoire ou d'aborder frontalement la technique ; mais de reconnaître l'intégration aliénante des individus à un système de production fondé

sur de faux besoins, de dénoncer les rapports magiques entretenus avec les machines, la foi quasi religieuse dans les bienfaits automatiques du progrès technologique qui a rendu aveugle aux réalités écologiques et humaines, la complicité avec le pouvoir des « grands enfants technophiles dont les fantasmes socialement irresponsables sont alimentés par les deniers publics » (D. Noble), de dresser lucidement le bilan des dégâts humains du progrès, masqués par la fascination d'une croissance globale de l'économie, d'affirmer la suprématie de la société sur l'activité économique, de reprendre en main une situation qui nous échappe. Sans oublier le rôle déterminant de l'armée dans cet essor technologique (surtout aux États-Unis, mais pas seulement) ; la majeure partie de la « haute technologie » - électronique, informatique, aérospatiale, cybernétique, lasers - ayant été créée par le monde militaire.

Si la suppression du capitalisme et de l'État constituent des préalables, l'appropriation de la « high tech » par les travailleurs ne saurait être la voie la plus prometteuse. Si l'émancipation de l'homme demeure le but à atteindre, elle passera par une sélection des technologies permettant de garantir la qualification, la capacité de maîtrise, l'enrichissement de la vie, la liberté.

PAR JEAN-PIERRE TERTRAIS, *groupe La Sociale de la Fédération anarchiste, Rennes*



Brûlons le totem de la croissance !

La nécessité d'une décroissance n'est pas uniquement due à des raisons de rareté des ressources : cette idée s'inspirerait des propos, entre autres, de Georges-Louis Leclerc de Buffon, initiateur de la notion de décroissance, introduisant le principe d'entropie en économie^[1]. On risquerait d'entrer dans une discussion interminable puisqu'on pourrait arguer que le changement technologique change aussi la nécessité de ressources et puis il y a le recyclage... La notion de décroissance est heureusement plus large que la rareté des ressources car la croissance sert aussi d'instrument de domination.

Napoléon III écrivait dans *L'Extinction du paupérisme* que les possédants en veulent toujours plus et, de ce fait, amèneraient le système

[1] *Demain la décroissance. Entropie, écologie, économie*, Nicholas Georgescu-Roegen, 1979.

capitaliste à sa perte. La solution préconisée est de laisser se développer des forces socialistes afin de rééquilibrer et d'assurer la pérennisation du système. Rappelons que, pour Marx, si le prolétariat acquiert pleinement sa conscience révolutionnaire en période de défaites, l'émergence de réformes favorables la dissout. Hormis quelques courants anarchistes souvent minoritaires (les naturiens, les anti-productivistes, les néo-malthusiens, les critiques du progrès...), la majeure partie des forces sociales a totalement, non seulement, collaboré à la croissance mais aussi admis la croissance comme désirable dans son imaginaire. La croissance est l'arme économique absolue des dominants, à l'heure actuelle. Il faut donc, comme le dit Serge Latouche, décoloniser l'imaginaire. Nous sommes dans une phase où, comme le disait le PDG d'AXA, la lutte des classes existe mais c'est la bourgeoisie qui gagne ! Or, si Napoléon III et Marx ont raison, nous arriverons fatalement à une crise finale avec une décroissance brutale et non choisie. Nous préférons donc, comme Proudhon, « mettre un coup d'ar-

rêt au système »^[2] et amorcer une décroissance réfléchie. Sans oublier les limites sociales de la croissance^[3], les limites écologiques ne sont pas seulement axées sur les ressources, mais aussi liées à la biosphère nécessaire à la vie de l'espèce humaine.

Pour y parvenir, l'autogestion, le mutualisme et la collectivisation des moyens de production seront nécessaires. Une population consciente, prenant elle-même ses décisions, est plus à même de se restreindre sur les consommations inutiles ou qui seront inutiles. Le contrôle des masses à des fins de

[2] C'est ce que reproche Marx à Proudhon dans *Misère de la philosophie*. Et Bakounine a malheureusement donné raison à Marx sur ce sujet. Le problème est que la qualité de la réponse de Marx rend désirable la croissance.

[3] *Les limites sociales de la croissance* de Fred Hirsch, 1976, récemment traduit en 2016 par l'institut Veblen et les éditions Les petits matins.



production et de protection des biens des possédants, est énergivore.

La décroissance est la seule solution pour permettre la pérennité de la biosphère nécessaire à la survie de l'humanité. La décroissance n'est pas l'obsession d'une croissance négative, mais le fait d'arrêter d'être obsédé par la croissance. Celle-ci a une fin. Il convient donc de s'en tenir aux structures économiques ne reposant pas sur un système de croissance pour exister, mais sur un besoin réel, socialement et écologiquement bénéfique. Un système de retraite par capitalisation nécessite une société de croissance pour être viable, alors qu'un système de mutualisation tel que la Sécurité Sociale française n'a besoin que d'un nombre d'emplois suffisant par rapport à la population, sans souci réel de croissance. Or, il n'y a plus de rapport systématique entre croissance et emploi, vu qu'on a connu des périodes de croissance sans création réelle d'emplois. De même, la décroissance ne signifie pas déperdition d'emplois, elle peut en créer. Une moindre consommation énergétique nécessite plus de bras.

D'autre part, une décroissance durable nécessite une relative abondance pour être acceptée par la population du Globe. La variable qui consomme est par excellence l'humain. Cependant, il faut assurer socialement une retraite viable dans le monde entier pour supprimer un motif basique de reproduction. De même, il faut assurer l'éducation des enfants, car on sait que, plus une population est éduquée, moins elle a tendance à se reproduire exagérément. Nous sommes pareillement fa-

vorables à l'émancipation des femmes et à leur autonomie économique, pour qu'il leur soit assurée la maîtrise de leur fécondité, ce qui implique une gestion sociale de la santé.^[4]

Comme on ne peut plus faire grossir le gâteau, il vaut mieux le répartir de façon plus équitable. C'est ce qu'on appelle l'économie distributive. Elle a donné lieu en France à la naissance de la Sécurité Sociale, dont le projet date d'avant-guerre. La Sécu est un acte d'économie distributive sur une base mutualiste. La Sécu n'est pas étatique mais para-étatique, elle appartient toujours statutairement aux assurés sociaux. De plus, le distributisme n'empêche pas l'autogestion, sinon le MAD^[5] n'aurait aucune raison d'exister.

Généralement, le problème n'est pas la production mais la répartition. Il en va de même en aménagement du territoire. Il peut être ruineux et polluant comme il peut être soutenable. Et pourtant, l'aménagement du territoire est une des clés de la répartition. Le mieux serait de se passer du marché financier qui déforme le marché réel. La justification du premier est la nécessité d'investissement. Est-il efficace ? Non, car pour dix euros investis à la Bourse, un seul est investi réellement, le reste étant de la spéculation. Voilà

[4] Cette idée de maîtriser la démographie par une relative abondance n'est pas nouvelle. Elle est déjà sous-jacente chez l'économiste de la croissance J.-M. Keynes. Il écrit, dans la postface d'*Essais sur la monnaie et l'économie*, que le bonheur futur de l'humanité dépendra de « notre capacité à contrôler le chiffre de la population ».

[5] Mouvement pour l'Autogestion Distributive, 46 rue du Bois Notre-Dame, 77150 - Lésigny

ce qui rend intéressante la proposition de Bernard Friot d'une mutuelle de l'investissement, remplacer la rentabilité égoïste par une rentabilité sociale.

La relation de l'État et de la croissance est celle du serpent qui se mord la queue. La croissance nécessite un accès peu coûteux des matières premières, d'où des guerres, l'armée est la justification millénaire de l'État.^[6] Et les dépenses militaires font converger les marchés par leur régularité, et leur masse ; or, pour ces dépenses, l'État s'endette auprès des marchés... Le marché n'est pas autonome, c'est presque un symbiote de l'État puisque, dès sa genèse, il nécessite de la propriété privée qui nécessite de l'État.

La croissance, c'est aussi une économie de guerre. Le cours du dollar doit plus à l'armée américaine, qu'à la réserve d'or fédérale. Les futurs accords TAFTA^[7], qui donneraient directement le pouvoir décisionnel aux multinationales, se justifient sur la promesse de la croissance. C'est en fait une déclaration de guerre aux futurs civils récalcitrants, car il y a le projet sous-jacent d'armées et de polices privées comme l'agence Pinkerton.^[8]

L'État et le marché constituent donc le nœud gordien que nous devons tran-

[6] L'État moderne est né dans la civilisation sumérienne, son objet étant d'avoir une armée efficace.

[7] Trans-Atlantic Free Trade Agreement

[8] L'agence Pinkerton est soupçonnée d'être à l'origine de la bombe d'Haymarket selon certains historiens. Par contre, il est absolument sûr qu'elle est responsable de la déportation de mineurs de fonds grévistes au sein des États-Unis durant l'entre-deux guerres.



cher, pour nous passer de la croissance. La décroissance nécessite donc du mutualisme en matière de finances et du fédéralisme comme structure politique. On se rapproche donc d'une société autogérée. Le plus qu'apporterait l'autogestion, est le fait que des restrictions imposées par le centre provoquerait du marché noir ; alors que si la population participe au processus de décision, celle-ci aura plus tendance à la respecter. L'autre apport est que la répartition des richesses a plus de sens dans la décroissance que la persistance des écarts de richesse grandissants.

Un autre moyen de favoriser la répartition serait de limiter l'accumulation de façon induite, afin d'éviter la nécessité d'un contrôle étatique. Il est donc préférable d'abolir la propriété privée, au profit d'une certaine propriété d'usage. Par exemple, dans le domaine agricole, la terre étant à celui qui la travaille, vous ne pourrez plus, de fait, accumuler plus de terre que nécessaire. C'est aussi l'expropriation des actionnaires (propriétaires inégaux, la société anonyme) au profit des sociétaires (partenaires égaux, la coopérative) dans les industries. Il faudra bien, tôt ou tard, se heurter au mur de la propriété privée pour avoir une meilleure répartition.

L'économie n'est pas une vraie science car elle résulte, en partie,

d'un choix politique et social.^[9] L'idéologie de la croissance s'accompagne du scientisme ; cela résulte de l'idéologie du progrès. La science, dans cette croyance, sert de palliatif aux carences de l'économie. On constate que la croissance génère de la pollution et la science devient la solution miraculeuse pour y remédier ! Ce raisonnement est erroné. Par exemple, l'industrie du recyclage ne résorbe pas la pollution ; elle l'augmente car il y a plus d'activité industrielle. Il serait plus judicieux de réduire l'obsolescence des objets, ce qui est anti-économique actuellement.

Le développement durable est une escroquerie à plus d'un titre. Le plus remarquable est que pour un économiste, il signifie exactement le contraire de ce qui est prétendu médiatiquement. Il est le synonyme de croissance continue. Or une croissance continue dans un monde fini est impossible. La croissance sans changement structurel majeur est aussi synonyme de pollution. Le développement durable est donc loin d'être écologiquement durable. Il cache la nostalgie de la croissance continue des Trente Glorieuses, qui est une exception dans l'histoire économique ; Cette petite idéologie de l'obsession du taux de croissance du PIB (produit intérieur brut). Rappelons que le PIB enregistre n'importe quoi et ne peut donc être un indice du bonheur, comme on le conçoit depuis les trente glorieuses. Ce concept n'est donc pas moderne mais passéiste.

L'abondance en décroissance est possible, si nous poursuivons 5 objectifs : la régulation induite et douce de la démographie^[10] qui implique la défense de la Sécu et de l'école pour tous, la réduction de l'obsolescence des biens

[9] Le marché est un choix politique daté, lire ou relire *La Grande Transformation* de Karl Polanyi.

[10] Induite et douce car elle ne force pas l'individu et ne nécessite pas un contrôle extérieur à lui-même (l'État par exemple).

manufacturés, un aménagement soutenable du territoire opposé à l'hypocrisie du développement durable^[11] ; plus difficile, la construction d'une mutuelle de l'investissement, et encore plus difficile, se heurter au mur de la propriété privée. La réalisation de ces 5 objectifs ne suffisent pas à garantir l'abondance en décroissance mais sont nécessaires pour la rendre possible, de même qu'il est nécessaire de redéployer la technologie vers des techniques moins énergivores. L'abondance de biens est parfaitement possible en décroissance. Par contre, rien ne peut nous assurer l'abondance énergétique, autre que temporaire, y compris dans le système actuel.

PAR GREG, ALLIER

[11] La lutte de Notre-Dame-des-Landes n'est qu'un début, non ?



Au diable leurs élections : Clinton et Trump n'ont rien à nous offrir

La plus longue campagne électorale dans l'histoire de l'univers est en cours. Les candidat.e.s n'ont rien à offrir à la classe ouvrière, ni aux minorités racisées. Clinton et Trump, représentent tous les deux la classe dirigeante, les milliardaires et le statu quo.

T RUMP EST UN OPPORTUNISTE DE DROITE

Il flirte avec le fascisme et il remporte l'investiture républicaine pour la présidence. C'est une cause de préoccupation majeure ! Trump est dangereux. Les gens ordinaires dans ce pays ont été durement touchés par le ralentissement économique de ces dernières années. Des emplois de la classe moyenne, comme de la classe ouvrière, ont été perdus, et les professionnels comme la petite bourgeoisie ont été touchés. Les revenus sont en baisse, les emplois de remplacement ne paient pas aussi bien, les avantages et les pensions ont été coupées, les maisons ont été perdues et les petites entreprises fermées. Et tout cela frappe tous les travailleurs : Noirs, Latinos, Arabes, Blancs ; tout le monde, c'est la source de l'anxiété généralisée et du sentiment d'insécurité dans la population.

Les dirigeants, les milliardaires, les corporations, leur gouvernement, les quelques privilégiés de Wall Street et du système capitaliste sont les sources de ces attaques. Trump traite de commerce, de gouvernement et d'externalisation des emplois, mais en fait, il parle principalement des immigré.e.s, des sans-papiers, des musulman.e.s, et ainsi de suite. Lorsque il dit « rendre l'Amérique grande à nouveau », il entend rendre l'Amérique **blanche** à nouveau. Trump a gagné beaucoup de popularité, il y a quelques années, en disant que Obama n'est pas né aux États-Unis. Maintenant, il gagne des soutiens grâce à ses attaques contre les immigré.e.s et contre le Mexique, avec tous ses discours pour « la construction d'un mur qu'il ferait payer par le Mexique » et avec sa proposition d'interdire aux musulman.e.s d'entrer aux États-Unis.

Quand on lui a demandé de désavouer le soutien que lui apportait David Duke (ancien dirigeant du Ku Klux Klan), Trump a dit qu'il avait besoin de voir ce que le groupe disait. Ce fut un signal clair au Klan, aux nazis et aux nationalistes blancs qu'ils étaient les bienvenus au camp de Trump, et beaucoup le soutiennent activement. Duke, un ancien grand dragon du Klan, est entré dans la campagne pour le Sénat en Louisiane en tant que républicain, encore une fois, et affirme que Trump dit ce que lui-même et le Klan disent depuis des années. Lorsque Trump dit « levez la main droite et prêtez-moi allégeance », il fait du racolage lors de rassemblements nazis et en imitant le salut nazi. Il se présente comme l'homme fort. Beaucoup de ses partisans semblent embrasser l'idée d'un dirigeant autoritaire et croient que Trump peut être cette personne.



Plusieurs millions de personnes ont déjà voté pour Trump lors des primaires. Il dispose d'un large soutien. Certain.e.s de ses partisan.e.s peuvent être plus captivé.e.s par son expérience d'affaires ou sa position sur le commerce mais, malheureusement, il semble que la plupart le soient pour ses positions anti-migrant.e.s.

Trump n'est pas un fasciste, mais il semble prendre note des positions nationalistes en Europe, en particulier dans les attaques contre les immigré.e.s, contre « l'Autre ». Au cours des derniers rassemblements, en Pennsylvanie, Trump a appelé ses partisans à se mobiliser le jour du scrutin pour regarder les sondages dans "certaines zones" à la recherche de la fraude électorale. Il leur demande d'être pré-

sent.e.s dans les bureaux de vote des quartiers noirs et latinos et de tenter d'intimider les électeurs et à empêcher les gens de couleur de voter. Ce n'est pas nouveau : les républicains l'ont déjà fait au cours des dernières élections. En revanche, aujourd'hui ce sont les partisan.e.s de Trump les types du Klan et les nazis qui le soutiennent... Des suprémacistes blancs, mobilisés et déchaînés, qui tenteront d'intimider ces électeurs.

LA CANDIDATURE TRUMP REND LE FASCISME DOMINANT.

Le Klan et les nazis s'organisent ouvertement dans de nombreuses communautés à travers le pays. Un homme blanc à Raleigh en Caroline du Nord, qui se trouvait dans son garage avec un fusil de chasse, a tué un jeune homme noir qui passait à pied, quittant une fête dans le quartier. Un tueur raciste



à Tulsa, Oklahoma, a descendu sa voisine, une immigrante âgée du Liban, la qualifiant de « sale arabe ». La femme a survécu, mais les flics et les tribunaux ont libéré le raciste ; il a ensuite tué le fils de 31 ans de cette femme, qui était tout simplement debout sous le porche de sa propre maison. C'est un exemple de l'atmosphère que Trump et ses partisan.e.s créent.

LES DÉMOCRATES NE NOUS PROTÈGERONT PAS ET NE LUTTERONT PAS CONTRE LES FASCISTES.

Les élections ne sauront pas nous protéger ou résoudre les problèmes. Nous avons besoin d'action directe et de l'auto-défense pour défendre nos communautés contre les fascistes, la police, et tous les prédateurs et les oppresseurs qui nous attaquent. Ce système oppressif survit parce qu'une grande partie de la classe ouvrière reste liée au Parti démocrate et aux bureaucrates syndicaux, aux bureaucrates des droits civils et autres traîtres et agents de la classe capitaliste.

HILLARY CLINTON EST LA CANDIDATE DE WALL STREET, DES BANQUES ET DU STATU QUO.

Plus d'austérité, plus de coupes budgétaires, plus d'attaques contre les communautés de couleur et plus de meurtres policiers. En fait, la campagne de Hillary ressemble aux campagnes républicaines du passé. Les démocrates se vantent des soutiens de milliardaires comme Warren Buffett, Mark Cuban, Michael Bloomberg, Meg Whitman et d'autres. Depuis la convention démocrate et le ralliement de Bernie Sanders, Clinton a déplacé, de façon prévisible, son curseur à droite. Son principal ar-



gument est qu'elle n'est pas Trump. Le Parti démocrate, sous Obama et maintenant Clinton, a mené la charge contre la classe ouvrière pendant les huit dernières années. Il a renfloué les banques et les grandes entreprises après le crash de 2008, mais n'a rien fait pour les travailleurs et les communautés de couleur. Ils ont continué les politiques impérialistes au Moyen-Orient et ailleurs. Avec Obama, nous avons assisté à des frappes de drones et à des assassinats de civils dans la région. Ici, ils ont élargi les attaques contre les travailleur.se.s sans papiers et leurs familles, et les communautés Latins avec un nombre record de personnes déportées et incarcérées.

LES DÉMOCRATES TIENNENT LA PLUPART DES VILLES DU PAYS, ET ONT MENÉ DES ATTAQUES MASSIVES SUR L'ÉDUCATION PUBLIQUE ET LES ENSEIGNANTS.

Ils poussent à la privatisation des écoles publiques et l'appellent « la réforme de l'éducation », dans un double langage. Les écoles publiques dans tout le pays, mais surtout dans les villes, sont en ruine grâce aux démocrates et aux républicains.

LES DÉMOCRATES SE SONT SPÉCIALISÉS DANS LE SOUTIEN AUX ATTAQUES DE LA POLICE CONTRE

LES COMMUNAUTÉS DE COULEUR tout en prétendant être préoccupés par ces mêmes communautés. L'assassinat, par la police, de Freddie Gray, à Baltimore, est un exemple clair des politiques et du rôle du Parti dans le maintien du système de suprématie blanche.

Quand les gens de Baltimore ont manifesté en réponse à l'assassinat, quand ils étaient dans les rues et lut-



taient contre la police, les démocrates ont fait leur travail pour la classe dirigeante. La maire de la ville, Stephanie Rawlings-Blake, a exhorté le peuple à mettre fin à leur résistance, a demandé aux gens d'être calmes et a affirmé que les enquêtes se poursuivraient. Elle a fini par envoyer la police attaquer les manifestants. Les démocrates l'ont récompensée en lui laissant ouvrir la convention du Parti cet été.

Souviens-toi aussi de la procureure de

Baltimore ! Alors que les gens étaient descendus dans les rues, elle est sortie et a dit qu'elle allait inculper les officiers de police qui étaient responsables de l'assassinat de Freddie Gray, qu'elle obtiendrait justice. Ce fut une tromperie consciente pour que les gens quittent les rues. La procureure a validé le faux récit selon lequel Freddie Gray était en bonne santé quand les flics l'ont mis dans la camionnette

et qu'il ne se serait cassé le cou qu'après l'arrestation. Le juge a acquitté les flics, et la procureure a dit avoir fait de son mieux. Aucun flic n'est tenu responsable de l'assassinat de Freddie Gray.

Pour construire un mouvement révolutionnaire pour la justice et la liberté, les gens et les communautés de couleur, de travail, doivent rompre avec le Parti démocrate et toutes les illusions du parti de Wall Street et des milliardaires, le parti

d'Obama et Clinton.

LES DÉMOCRATES ET LES RÉPUBLICAINS SONT TOUS LES DEUX LES PARTIS DE LA CLASSE DIRIGEANTE ET DES MILLIARDAIRES.

Ils ont juste des stratégies différentes sur la meilleure façon de contenir et d'opprimer les classes ouvrières et les pauvres. Les démocrates utilisent la technique du « sourire de façade et du « poignard dans le dos » ; ils et



elles disent leur préoccupation pour les « familles de la classe moyenne » et les communautés de couleur, tandis que les républicain.e.s ne soucient pas et viennent vous poignarder dans le dos. Choisissez votre poison. Ce qui change des habitudes, dans l'élection actuelle, c'est la montée des luttes de Ferguson à Baltimore en passant par Minneapolis et Milwaukee, et au-delà. Des centaines de milliers de personnes, à travers le pays, ont pris les rues pour résister aux attaques de la police en cours, contre les communautés de couleur et les pauvres. Les stratégies habituelles de la classe dominante n'ont pas de prise sur ces mouvements, et le scénario se répète : les flics tuent une personne noire sans raison. Les gens de la communauté sont outrés et manifestent dans les rues, leur colère et leur frustration. Les flics expliquent que la victime n'était pas une bonne personne, qu'elle a résisté ou avait été arrêtée auparavant. Les grands médias propagent leur message. Ensuite, les démocrates, les républicains et les médias disent qu'une enquête sera ouverte, que cela prendra du temps et que le droit, la loi et l'ordre doivent prévaloir.

Mais tout cela ne fonctionne plus, parce qu'à chaque fois, les enquêtes concluent que la police a agi légalement et craignait pour sa sécurité ou, si une accusation est portée contre un flic, il est acquitté ou se fait un peu taper sur les doigts.

LA POLICE ASSASSINE ET ELLE EST SOUTENUE EN CELA PAR LES DÉMOCRATES, LES RÉPUBLICAINS ET LES MÉDIAS.

Nous ne gagnerons pas notre liberté, nous ne mettrons pas fin à l'oppression, et nous ne détruirons pas le capitalisme et la suprématie blanche par des élections, grâce au Parti démocrate ou grâce à Hillary Clinton et ses agents. Les élections sont une impasse et un coffre-fort pour les capitalistes.

Ce qui maintient les chaînes en place, c'est le système électoraliste.

La lutte contre le fascisme et le capitalisme est aussi celle contre la suprématie blanche et le patriarcat. Il n'y a aucune autre voie à suivre pour les personnes qui luttent dans ce pays, que la destruction du système de la suprématie blanche, qui se confond avec le système capitaliste, comme cela a toujours été. Nous devons gagner les travailleurs blancs ou une bonne partie d'entre eux à la compréhension que nos ennemis sont les ennemis de classe, les milliardaires, Wall Street et son système. Le reste de la classe ouvrière, les Noirs, Latino, Arabes et Internationaux, sont des alliés dans la lutte pour la révolution.

ÉLÉMENTS DE DISCUSSION PAR BOB,

membre de First of May Alliance et du comité contre les expulsions de Détroit.



Sortie du roman de Canek Sánchez Guevara, petit-fils du Che *33 révolutions*

« Il le sait, il n'y a rien de positif à attendre d'aujourd'hui. Dans des jours pareils, la vie lui semble un exercice littéraire en vain, un poème expérimental, un traité de l'inutile et du superflu, et il marche lentement, les yeux rivés au sol, avec l'envie de tomber dans le caniveau et de mourir écrasé par l'habitude ».

Tout est rayé chez le trentenaire cubain de ce roman. La vie est un disque rayé, son travail de fonctionnaire est un disque rayé, les pénuries quotidiennes de café ou de cigarettes sonnent comme un disque rayé, sa solitude est un disque rayé se répétant à l'infini. Il a pourtant vécu avec une femme, « maladivement frigide ». « Le mariage n'a pas duré longtemps : un disque rayé de discussions et de reproches dont la détérioration progressive a fini en rigidité cadavérique ».

Il traîne donc son spleen seul, le long du Malecon, la célèbre pro-

menade de front de mer de La Havane. Enfant, il avait été un patriote zélé, jusqu'au jour où il a commencé à lire, activité lui offrant une porte ouverte sur un horizon bien plus vaste que son univers et soulignant davantage encore l'étroitesse de son quotidien. Son intérêt récent pour la photo lui offre bien quelques perspectives, mais rien de transcendant. Reste l'éventuel départ. Quitter son île et rêver d'Amérique. Car finalement, seule la mer a encore tout d'une promesse...

33 révolutions^[1], qui vient de sortir en France aux éditions Métailié est, et sera, le seul livre de Canek Sánchez Guevara. Celui qui fut également le petit-fils de Che Guevara est mort l'année dernière à Mexico des suites d'une opération du cœur.

Canek Sánchez Guevara, est né en 1974 à La Havane et il a ensuite suivi ses parents, militants d'extrême-gauche, dans leurs déplacements à travers le monde, de Mexico à Barcelone en passant par l'Italie. Anarchiste, écrivain, musicien, photographe, graphiste et musicien de

[1] *33 révolutions*, Canek Sánchez Guevara, éditions Métailié, 2016. 112 pages, 9€

rock, Canek Sánchez Guevara a notamment publié des chroniques de ses voyages sur les traces du Che dans *Le Nouvel Observateur*. Il était un homme libre et bien qu'il soit le petit-fils de Che Guevara, il a toujours maintenu une distance critique avec la Révolution cubaine.

Je l'avais interviewé pour *Le Monde Libertaire* en 2005 et à propos de cet illustre ancêtre il déclarait :

« Je ne pense pas à Ernesto Guevara comme s'il s'agissait de mon grand-père. Je le lis comme je lis Marx ou Bakounine ou n'importe quel personnage historique. Il a des idées géniales et d'autres qui sont absurdes, prétentieuses, pathétiques. Je ne l'ai pas connu, je suis né sept ans après son assassinat. Ma mère me racontait certaines anecdotes de son enfance qui font qu'un lien familial profond s'est noué. »



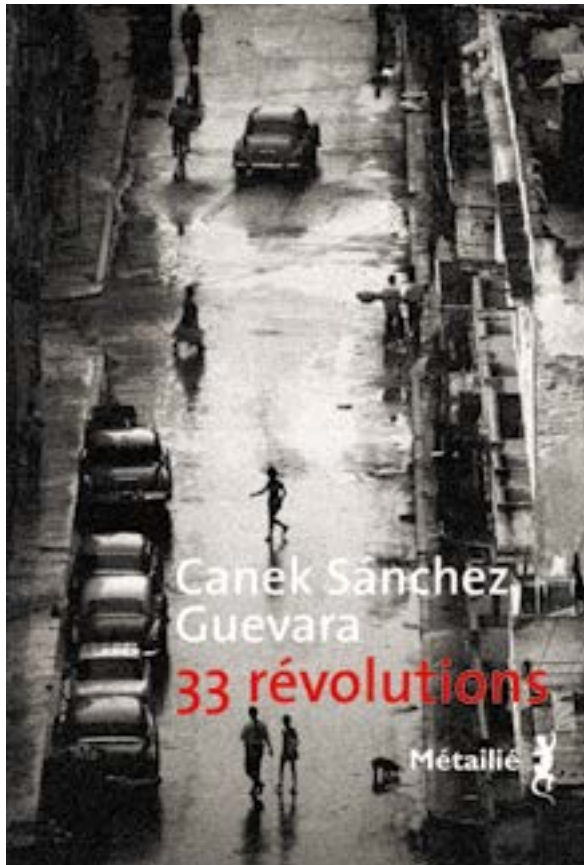
Il laisse pour la postérité une courte, mais dense nouvelle qui raconte la routine mortelle d'un personnage écrasé sous la chaleur de La La Havane et accablé par les incessantes pénuries.

Du protagoniste de l'histoire, nous ne savons que peu de choses, sinon que la position bureaucratique qu'il exerce sous le commandement d'un chef tyrannique est sur le point de le rendre fou. Comme beaucoup de Cubains, il choisit de se jeter à la mer. Les pénuries, l'oppression d'un régime qui répète *ad nauseam* que tout va bien, et l'exil, ne sont pas des thèmes nouveaux dans la littérature cubaine.

Mais Canek Sánchez Guevara, qui a grandi sur l'île des Caraïbes et au Mexique, aborde ces questions avec un style fluide, poétique et mélancolique qui a convaincu l'éditrice française Anne-Marie Métaillé : « *Canek nous montre un aspect de Cuba dont nous ne parlons presque jamais. Il est très intéressant de lire ce texte littéraire et l'interview de l'auteur*^[2] qui nous montre que Cuba est plus que la dichotomie entre Miami et la révolution pure et dure » dit Métaillé.

[2] Entretien avec Canek Sánchez Guevara pour *Le Monde libertaire*, en 2005. Canek était membre du Mouvement libertaire cubain en exil.

Et elle ajoute : « *Il y a une vie quotidienne, une frustration des gens qui vivent chaque jour ces pénuries en raison de l'embargo et il y a les revendications de liberté des individus au sein d'une révolution qui voulait créer un "homme nouveau" au détriment de la liberté des êtres. C'est un texte très émouvant* ».



La prose de Canek Sánchez Guevara est musicale. La vie quotidienne du protagoniste, un piéton cubain, se déroule au rythme d'un disque, un disque vinyle qui chante le mythe d'une révolution qui n'est rien d'autre qu'une éternelle répétition.

Le titre du roman, *33 révolutions*, se réfère précisément aux 33 chapitres du livre, courts

mais denses, et au mouvement du disque vinyle.

Le lecteur se retrouve piégé par la détresse sans illusion du personnage, noyé lui aussi dans le tourbillon de cette vie sans espoir. Et c'est bien là, l'étonnante force de Canek.

Dans son héritage littéraire, le petit-fils de Che Guevara est toujours resté éloigné du mythe que représente son grand-père ; il narre les désillusions d'une génération de cubains qui n'ont jamais cru aux promesses de la Révolution. Promesses, qui bien souvent ont été englouties dans les profondeurs du détroit de Floride.

PAR DANIEL PINÓS



La collectivisation en Espagne 1936 : une révolution autogestionnaire

Par le collectif REDHIC (Éditions CNT-RP) 8€

1936-2016, quatre-vingts ans après la Révolution espagnole, plusieurs ouvrages ont été publiés pour rappeler et analyser ce que nombre d'historiens, écrivains, chercheurs, commentateurs politiques (et pas seulement anarchistes) ont qualifié de « révolution sociale » et « d'ébauche » la plus avancée qui fût jamais d'un pouvoir prolétarien. Le collectif Redhic nous propose à son tour cet opuscule (122 pages) qui a un double mérite : d'abord nous présenter dans sa première partie un rappel historique de la situation politique et sociale de l'Espagne avant le 19 juillet 1936, ainsi que le développement des collectivisations qui vont suivre et accompagner la riposte ouvrière face au putsch des militaires factieux contre la République. Ensuite, nous livrer dans la seconde partie, le témoignage de Miguel Celma à propos de la collectivité aragonaise de Calanda.

Dans la première partie, en une quarantaine de pages très agréables à lire et d'accès facile à tout profane en ce qui concerne cette période (1936-1939), des aspects essentiels de l'action des

libertaires sont abordés et expliqués : dans les villes, collectivisation et ou socialisation immédiates des industries comme celles de la métallurgie, du bois, de l'alimentation, des transports, mesures sociales obtenues sous la poussée des forces populaires (semaine de 40 heures, retraite à 60 ans), égalité des salaires dans certaines branches (production laitière), réforme de l'enseignement et de la santé, accompagnée de la construction d'écoles et hôpitaux par le puissant

syndicat du bâtiment de la CNT, développement de la presse libertaire : un quotidien à Madrid, deux à Valence, deux autres à Barcelone, journaux syndicaux dans nombre de syndicats de la CNT, dans les secteurs collectivisés (comme le bois), sur le front (dans les colonnes confédérales). Dans les campagnes, on tend aussi loin que possible vers le communisme libertaire : collectivisation des terres, abolition de la monnaie ou son remplacement par des bons de production, échanges, monnaie locale éphémère (non capitalisable), salaire familial en fonction des besoins, services publics gratuits (à la charge de la collectivité et non de l'individu)

La seconde partie du livre nous transporte, avec le témoignage de Miguel Celma, en Aragon au cœur de la collectivité de Calanda, dont nous pouvons ainsi apprécier le fonctionnement au jour le jour sous ses différents aspects, ainsi que les problèmes, les difficultés et les solutions apportées par les habitants collectivistes. Gratuité des vivres, d'une partie de l'habillement (chaussures), des services (salons de coiffure collectivisés),





des médecins. Utilisation du troc pour les échanges avec l'extérieur du village. Bref, le récit de ce témoignage vif et passionnant résume parfaitement la mise en pratique de l'idéal anarchiste : « La liberté comme base, l'égalité comme moyen, la fraternité comme but ».

Si les masses laborieuses s'efforceront durant presque trois ans de vivre l'utopie et de réaliser cet idéal, la défaite militaire du camp républicain mettra un terme à ce mouvement autogestionnaire et libertaire.

C'est le thème du dernier chapitre qui est consacré à la contre-révolution menée par tous les secteurs politiques qui ne voulaient que sauver une république bourgeoise, mais surtout pas d'une révolution sociale. Aidés en cela il faut bien dire par les instances dirigeantes de la CNT qui, d'erreurs en compromis et compromissions, leur faciliteront la tâche. Les événements de mai 1937 à Barcelone, et la liquidation des collectivités aragonaises en août de la même année par les troupes aux ordres de Lister, membre du Parti communiste d'Espagne, sonneront le glas de la prépondérance du mouvement libertaire.

PAR RAMÓN PINO, *Groupe Salvador-Seguí de la Fédération anarchiste, Paris*

UN PEU D'HISTOIRE REVISITÉE : MONUMENTS ET LUTTES SOCIALES DANS PARIS

LES ÉDITIONS LIBERTAIRES, JUSTHOM

Les individus se réfèrent souvent à des chants, des symboles, des monuments, etc. retraçant une période de l'histoire sociale fertile en mouvements, manifestations, révoltes.

Il importe donc pour les dirigeants politiques et économiques de présenter des signes comme pouvant les réunir, en une sorte de rite, traversant les classes sociales et abolissant, soi-disant, les frontières entre tous. *La Marseillaise*, conçue initialement comme outil de défense de la jeune République, puis promue au rang d'hymne national, remplit ce rôle mystificateur.

C'est donc à une étude saine et salutaire de ce genre de subterfuge que se livre Justhom dans son dernier opus.

Il poursuit sa passionnante étude en rétablissant la vérité historique, bafouée lors des commémorations du 14 juillet, particulièrement. D'ailleurs, la tromperie est inscrite jusque dans les termes : une fête nationale ne peut être une fête du peuple, car elle veut masquer également la domination de la classe dirigeante, en participant à la construction d'un nouvel imaginaire patriotique.

Justhom parcourt d'autres moments historiques de la classe ouvrière, concrétisés par des monuments érigés soi-disant en son nom, comme la statue de la République (sur la place du même nom), mais qu'un examen plus attentif traduit en l'affirmation d'une république inégalitaire, garante de la société de classes, et d'une répression assurée contre quiconque en contestera la primauté.

Enfin, il s'attarde plus longuement sur les raisons qui ont prévalu à la construction du Sacré-Cœur de Montmartre.

Bien sûr, le côté revancharde des Versaillais et de leurs émules, ainsi que de l'Église, est bien connu des révolutionnaires, mais Justhom s'attache à retracer la période sociale, fertile, de la Commune de Paris, avec l'expression de ses supporters et de ses détracteurs.

Le Sacré-Cœur de Montmartre, que tant de touristes et de promeneurs viennent visiter et parcourir, cache mal la superbe assassine de la réaction contre le peuple, et défie toujours, du haut de sa butte, toute remise en question de l'ordre bourgeois, de l'exploitation, de la hiérarchie.

Nécessaire, donc, ce nouveau pamphlet de Justhom, tant par sa verve, que par la visite assainie de quelques lieux et moments du mouvement ouvrier.

PAR GUY



SELECTION DE LIVRES

Les ouvrages présentés ici, sont disponibles à la librairie Publico

UN AUTRE ANARCHISME EST POSSIBLE

André Bernard, Éditions Libertaires. 2016

Anarchisme.

Ces textes proviennent d'un engagement à écrire une chronique mensuelle pour l'émission Achaïra des anarchistes de Bordeaux sur la Clé des ondes ; chronique ne devant pas dépasser dix minutes. Quelquefois, la chronique est le raccourci de la recension d'un livre destinée à un journal, à une revue, à un site, etc. Quelquefois, c'est la chronique qui devient un article. Et puis, au cours de nos lectures, un peu au hasard, nous avons glané des citations d'auteurs, des extraits de presse, etc. Le propos de ce livre se résume en trois mots : désobéissance, non-violence, anarchisme.



LE MAÎTRE INSURGÉ, ARTICLES ET ÉDITORIAUX 1920 - 1939

Célestin Freinet, Éditions Libertalia

Éducation.

C'est dans différentes revues syndicales que C. Freinet a témoigné de ses engagements sociaux et éducatifs. Ses réalisations pédagogiques, au sein de l'institution scolaire publique, n'avaient pour lui de sens qu'adossées à la lutte des dominé.e.s pour renverser l'ordre établi. On ne peut œuvrer à une autre école sans se soucier de la marche du monde, sans s'attacher, dans et hors de la classe, à le transformer. On ne peut pas lutter contre la montée du fascisme, les crises générées par le capitalisme, le développement de la misère et des guerres, en perpétuant, à travers ses pratiques quotidiennes, une pédagogie conservatrice, autoritaire et inégalitaire. Tel est l'héritage de ce pédagogue et militant dont on suit ici le cheminement et le mûrissement de la pensée.





FAUT QU'ÇA GERME !

Nelly Trumel, Éditions du Monde Libertaire

À l'occasion des trente ans de l'émission « Femmes libres » sur Radio libertaire, nous avons souhaité partager l'émotion que nous procure la peinture de Nelly Trumel et apporter librement notre point de vue dans cet ouvrage collectif, en montrant les liens entre création artistique et engagement anarchaféministe. N. Trumel affiche son refus de la hiérarchisation des sujets dans sa peinture et use de la symbolique de la patate, le légume du pauvre, comme image de l'esclavage des femmes, mais aussi comme métaphore de leur révolte (« patate dans la gueule ! » dit-elle).



CHRONIQUE D'UN JARDIN SOLIDAIRE

UNE AVENTURE HUMAINE ET BOTANIQUE

Olivier Pinalie, Éditions CNT-RP

Écologie.

Ouvert au printemps 2000 par Olivier Pinalie, le « Jardin solidaire » de l'impasse Satan, à Paris (XXe arrondissement), est vite devenu une respiration dans ce quartier populaire de la capitale. Dans ce livre, il raconte lui-même ce lieu pour lequel il n'avait d'autre ambition que de créer un jardin ouvert à tous, pour la promenade comme pour la plantation, mais qui est vite devenu un poste d'observation de la vie du quartier. On voit la débrouillardise des jardiniers autoproclamés, des jeunes du quartier qui viennent passer un moment. On sent aussi les mutations qui s'amorcent, la gentrification qui pointe, les politiques qui prennent ombrage de ce lieu à l'autogestion joyeuse.



LE SYNDICALISME DE LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE ENTRE 1925 ET 1939

Edward Sarboni, Éditions Acratie

Mouvement ouvrier.

La Révolution prolétarienne fut un élément essentiel du débat historique mené autour du syndicalisme qui a marqué l'entre-deux-guerres, et qui, aujourd'hui encore, continue à alimenter une fraction non négligeable du courant ouvrier révolutionnaire. La Révolution russe à ses débuts, la scission syndicale de 1922 et le débat idéologique qui n'a pas manqué de s'instaurer autour des rôles respectifs attribués au Parti et au Syndicat, ont éclairé de manière particulière les lignes de fracture entre un syndicalisme révolutionnaire qui perdait de sa pugnacité et un anarcho-syndicalisme qui se proposait d'être une alternative réelle, en situation, face aux prétentions d'un syndicalisme « politique ».





GENRE ET RAPPORTS SOCIAUX DE SEXE

Roland Pfefferkorn, Éditions Syllepse

Féminisme.

Ce livre – dans une édition augmentée – reprend et éclaire des discussions et débats dans le mouvement des femmes au cours des trois dernières décennies. En effet, le mouvement des femmes a été à l'origine d'une effervescence théorique qui s'est traduite par la production d'un corpus de concepts extrêmement riche. Par exemple ceux de patriarcat, de mode de production domestique, de travail domestique, de travail productif et reproductif, d'articulation production/reproduction et de division sexuelle du travail, sans compter ceux de sexe social, sexage, classe de sexe. Par ailleurs, les concepts de genre et de rapports sociaux de sexe s'inscrivent durablement non seulement dans le paysage théorique, mais dans les débats présents ravivés par la crise politique, sociale et économique et par les débats qui animent, de même, le monde anglophone.

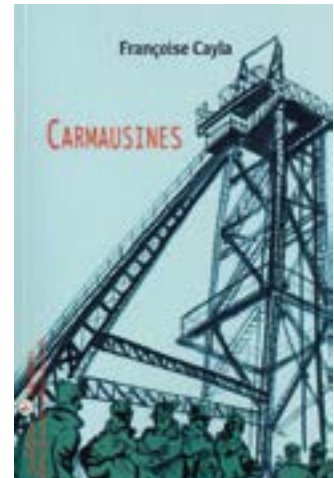


POURQUOI JE SUIS ATHÉE

Bhagat Singh, Éditions de l'Asymétrie. Traduit de l'anglais (Inde)

Religion.

Ce texte écrit en prison en 1930 par celui qu'on a appelé le Che Guevara indien, le révolutionnaire Bhagat Singh, constitue un brûlot malmenant à la fois les religions, les castes et le colonialisme. Encore très diffusé aujourd'hui en Inde, il exerce une influence toujours déterminante sur les luttes exercées contre tous les fanatismes, notamment celles des blogueurs, éditeurs et libres penseurs d'Asie et du monde arabe. (Les bénéfices tirés de la vente de ce livre seront reversés au site Internet Mukto Mona (Libre Pensée) qui héberge les blogs de plusieurs athées Bangladais.)



KOBANE CALLING

Zero Calcare, Traduit de l'italien par Brune Seban, Éditions Cambourakis

BD.

Envoyé par l'Internationale (le Courrier International italien), Zerocalcare part aux confins de la Turquie, de l'Irak et du Kurdistan syrien pour rejoindre la ville de Kobané, à la rencontre de l'armée des femmes kurdes, en lutte contre l'avancée de l'État islamique. À partir de ce voyage, il livre un reportage d'une sincérité poignante, un témoignage indispensable et bouleversant qui s'efforce de retranscrire la complexité et les contradictions d'une guerre si souvent simplifiée par les médias internationaux et le discours politique.





L'Iran sur grand écran

LE CLIENT, UN FILM DE ASGHAR FARHADI

Étonnant dans sa construction cinématographique qui mêle théâtre, réalité et cinéma dans un même récit, *Le Client* croise également les décors réels et les constructions fictives dans lesquels se débattent et s'affrontent les personnages...

Le film s'ouvre sur l'installation du décor de la pièce, *Mort d'un commis voyageur* d'Arthur Miller. Le générique se déroule sur la mise en place du décor et les essais lumière... Fondu au noir sur une réalité brutale. Panique de nuit dans un immeuble évacué en urgence pour risque d'effondrement provoqué par un chantier proche. Les murs se fissurent, les vitres se brisent... D'emblée, le film se situe entre fiction et réalité, jouant sur la menace que l'on perçoit dans l'appartement sur scène, ouvert et sans protection, et dans l'appartement de l'immeuble qui s'écroule.

« Quel désastre cette ville ! » com-

mente Emad (Shahab Hosseini) à propos de l'évolution de Téhéran, en écho au New York décrit dans la pièce d'Arthur Miller (1949) et reprise sur scène dans le film. « C'est une pièce très riche, qui offre des niveaux de lecture multiples, [explique Asghar Farhadi]. Sa dimension la plus importante est celle d'une critique sociale d'un épisode de l'histoire

états-unienne où la transformation soudaine de la ville a causé la ruine d'une certaine classe sociale. Une catégorie de personnes n'a pas pu s'adapter à cette modernisation rapide et s'est trouvée broyée. À ce titre, la pièce a une très forte résonance avec la situation actuelle de mon pays. Les choses évoluent très vite et ceux qui ne peuvent pas s'adapter à cette course effrénée sont sacrifiés. La critique sociale au cœur de la pièce reste valable en Iran aujourd'hui ».

Deux époques différentes, deux villes vivant une transformation frénétique similaire. Le couple Emad/Rana à la ville, interprète le couple Willy/Linda à la scène. Emad





et Rana font partie de la classe moyenne urbaine travaillant dans le domaine culturel, d'où une certaine ouverture d'esprit. Pourtant un événement survient qui bouleverse leur vie et met en abîme la relation du couple.

« Comment un être humain peut se transformer en bête ? » demande l'un des élèves dans le cours que donne Emad ; « progressivement » répond-il. C'est en effet progressivement qu'il se transforme, perd son vernis de tolérance, après l'agression de sa compagne dans leur nouvel appartement. Si de l'agression, on ne voit rien, on ressent la tension qui émane de la situation. Le suspense psychologique s'installe par touches subtiles sur fond de contexte social. Retrouver l'agresseur, une relation de l'ancienne locataire, devient pour Emad, l'obsession.

L'immeuble accidenté anticipe en quelque sorte le devenir de la relation du couple, le décor formant le cadre de l'intime et de l'extérieur. Farhadi choisit une fin à plusieurs niveaux... Mais ouverte. Au public de choisir un dénouement, si tant est qu'il y en ait un, comme de choisir sa grille de lecture, sociale, morale, politique.

Comme pour *À propos d'Elly* (2009), *le Client*^[1] joue sur une tension qui va crescendo, c'est un thriller social dont Asghar Farhadi est passé maître. Un des plus beaux films de la rentrée.

SONITA DE ROKHSAREH GHAEM MAGHAMI (12 OCTOBRE 2016)

Sonita, réfugiée afghane en Iran, rêve d'être chanteuse, mais sa famille a décidé de la marier pour 9000 dollars. Intervenir dans son documentaire, c'est ignorer les codes, mais c'est ce que décide la réalisatrice, placée devant le dilemme : abandonner Sonita ou tenter de donner une chance au rêve de la jeune fille.

La détermination est le sujet du film, Sonita choisit le rap pour dénoncer ce marché des jeunes filles et ses violences. Et puisque les femmes sont interdites de scène, elle tourne un clip diffusé sur Internet... Briser le tabou et le silence.

PAR CHRISTIANE PASSEVANT

[1] Sortie 9 novembre 2016.

AGENDA

WILLY ER DE LUDOVIC ET ZORAN BOUKHERMA, MARIELLE GAUTHIER ET HUGO P. THOMAS

Des comédiens surprenants pour un film sur la différence.

TA'ANG. UN PEUPLE EN EXIL

Film documentaire de Wang Bing. L'exil forcé d'une minorité ethnique birmane piégée par une guerre civile à la frontière entre la Chine et la Birmanie. Terreur sur les routes chinoises : « tous ceux qui peuvent marcher, partent », mais qu'arrive-t-il aux autres ? (26 octobre 2016)

11 MINUTES DE JERZY SKOLIMOWSKI

Varsovie, onze récits, onze vies qui se croisent, onze minutes qui changent tout. Coup de poing. (2 novembre 2016)

SWAGGER

Film documentaire d'Olivier Babinet. La réalité d'un collège d'Aulnay-sous-bois traversée par les rêves, les traumatismes et l'imagination des élèves. (16 novembre 2016) de la hiérarchie.



AGENDA MILITANT

Jeudi 17 novembre, 19h30 - Paris

Rencontre

RENCONTRE ET DÉBAT AVEC LAURENT OTT

Rencontre et débat avec Laurent Ott pour son livre "La rage du social" (Editions du Monde Libéraire)
Librairie Publico, 145 Rue Amelot



Samedi 26 novembre, 16h30 - Paris

Concert

CONCERT AVEC NELLY POUGET

Poésie musicales, saxophones, instruments traditionnels d'Afrique et d'Indonésie, voix +guets et surprises.
Librairie Publico, 145 Rue Amelot

Vendredi 18 novembre, 20h - Paris

Projection

J'AI TRÈS MAL AU TRAVAIL

Projection du documentaire "J'ai très mal au travail" de Jean-Michel Carré.
Organisée par le Groupe Salvador Seguí de la Fédération anarchiste
Librairie Publico, 145 Rue Amelot



Lundi 28 novembre, 19h - St Denis

Rencontre

ATELIER DE LECTURE - GÉOGRAPHIE ÉCONOMIQUE

Conférence sur le rôle de l'État dans l'économie contemporaine.
avec Gilbert Ricard
Bourse du Travail de Saint-Denis, 9-11 rue Génin

Samedi 19 novembre, Nantes

Salon du livre

1ER SALON DU LIVRE LIBERTAIRE

<https://nantes.indymedia.org/events/35945>
17 rue Paul Bellamy, Nantes

Jeudi 1er décembre, 20h - Suisse

projection

PROJECTION DÉBAT 'JE LUTTE DONC JE SUIS'

Projection-débat de "Je lutte donc je suis" en présence de Yannis Youlountas, réalisateur du film.
Espace noir, Rue Francillon 29, 2610 Saint-Imier

Vendredi 25 novembre, 19h30 - Paris

Concert

CONCERTS FÉMINISTES À L'OCCASION DE LA JOURNÉE INTERNATIONALE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

Au programme :
- Les Marteaux piquettes (punk-rock de bonne humeur)
- Les Meufs (chansons révolutionnaires et féministes - acoustiques)
Aux 3 frères, 14 rue Léon, 75018



Samedi 3 décembre

20h30 - Merlieux

Projection

FESTIVAL BOBINES REBELLES DANS L'AINES

CONTRAIREMENT A CE QUE NOUS AVIONS ANNONCÉ. La 6ème édition du Festival du documentaire politique et social dans l'Aisne aura lieu le samedi 3 décembre à Merlieux.
Projections, débats et repas partagé.
Programme complet et infos sur le site du festival
<http://bobinesrebelles02.org>
Foyer Rural Populaire, 13 rue des Victimes de Comportet, 02000 Merlieux et Fouquierolles

Samedi 26 novembre, 15h - Rouen

Rencontre

RENCONTRE AVEC JEAN-PIERRE LEVARAY

Rencontre avec Jean-Pierre Levaray, autour de son nouveau livre "Pour en finir avec l'usine" paru aux Editions libertaires.
Librairie L'Insoumise, 128 rue Saint-Hilaire



Mercredi 16 décembre, 19h30 - Paris

Projection

LE LABYRINTE DE PAN

Film fantastique hispano-mexicain de Guillermo del Toro, sorti en 2006. Entre l'onirisme du conte et la cruauté de l'Espagne fasciste de 1944.
Organisée par le Groupe Salvador Seguí de la Fédération anarchiste
Librairie Publico, 145 Rue Amelot



SOUTENEZ L'ATHÉNÉE L'ÉTOILE NOIRE !

L'Étoile Noire, l'athénée libertaire de Laon, est presque née !

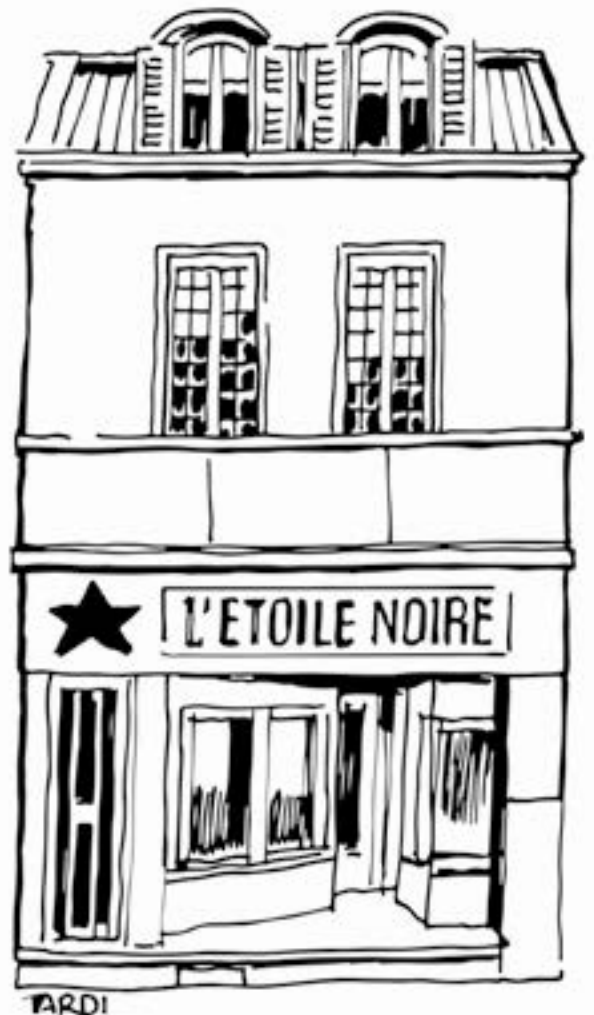
Grâce à vos premières contributions, et grâce à l'engagement de l'équipe impliquée dès la naissance du projet, nous avons maintenant les clefs du local, ce qui est un pas énorme... il reste aujourd'hui à boucler les financements nécessaires pour en faire le lieu d'émancipation dont nous rêvons ! Nous avons besoin de l'aide de toutes celles et ceux qui ont à coeur de participer à notre combat : pour l'aménagement du local, mais aussi, pour rembourser les amis qui nous ont généreusement prêté leurs économies. Chèques, virements, espèces... même les plus petites sommes sont bienvenues (et nécessaires !) pour que ce lieu unique puisse voir le jour.

Chèques à libeller à l'ordre d'ANARS
et à envoyer à : Groupe Kropotkine, 8 rue de Fouquerolles, 02000 Merlieux

Virements à : ANARS
IBAN : FR76 18025 00060 04061857620 82
Domiciliation : C.E PICARDIE - BIC – CEPFRPP802

Merci de nous laisser vos coordonnées (courriel ou coordonnées postales) pour que nous puissions vous tenir au courant de l'avancée du projet, et vous inviter à l'inauguration !

Infos et bulletin de souscription à télécharger sur :
<http://kropotkine.cybertaria.org/>





LES GROUPES DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

La Fédération Anarchiste est un groupement de militant.e.s organisé sur le principe du libre fédéralisme, garantissant aux groupes et aux individu.e.s qui le composent la plus grande autonomie et le respect du pluralisme des idées comme des actions, dans le cadre d'un pacte associatif. La participation de tous aux structures et aux oeuvres collectives (radio, éditions...) est calquée sur nos principes d'éthique et de solidarité.

Pour consulter notre pacte associatif, visitez notre site : www.federation-anarchiste.org

★ 01 AIN

Liaison de Bourg-en-Bresse
bourg-en-bresse@federation-anarchiste.org

★ 02 AISNE

Groupe Kropotkine
Athénée Libertaire & Bibliothèque Sociale
8, rue Fouquerolles 02000 MERLIEUX
Tél. 03 23 80 17 09
kropotkine02@riseup.net
<http://kropotkine.cybertaria.org>
Permanence : 1^{er} 3^{ème} et 5^{ème}
jeudi du mois de 18 à 21h

★ 03 ALLIER

Groupe de Montluçon
allier@federation-anarchiste.org

★ 04 ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

Liaison Metchnikoff
metchnikoff@federation-anarchiste.org

★ 06 ALPES-MARITIMES

Liaison de Nice
nice@federation-anarchiste.org

★ 07 ARDECHE

Groupe d'Aubenas
FA-groupe-daubenas@wanadoo.fr
<http://www.aubanas.lautre.net>

★ 10 AUBE

Liaison de Troyes
troyes@federation-anarchiste.org

★ 12 AVEYRON

Liaison Sud-Aveyron
c/o SAP BP 42560 12400 Ste-Affrique

★ 13 BOUCHES-DU-RHONE

Groupe Germinal - Marseille
groupe-germinal@riseup.net

Liaison La Ciotat
groupe-germinal@riseup.net

★ 14 CALVADOS

Groupe Sanguin - Caen
groupesanguinfa14@laposte.net
<http://sous-la-cendre.info/>
groupe-sanguin-de-la-federation-anarchiste

★ 15 CANTAL

Liaison Cantal
cantal@federation-anarchiste.org

★ 17 CHARENTE-MARITIME

Groupe Nous Autres
35 allée de l'angle chauce
17190 St-Georges d'Oleron
nous-autres@federation-anarchiste.org

★ 21 COTE-D'OR

Groupe La Mistoufle
Maison des associations
Groupe la Mistoufle
c/o les Voix sans maître BP 8
2 rue des Corroyeurs 21000 DIJON
lasociale@riseup.net
<http://groupelamistoufle.jimdo.com>

★ 22 COTES-D'ARMOR

Liaison Jean Souvenance
C/O CEL 1 rue Yves Creston
22000 Saint-Brieux
souvenance@no-log.org

★ 23 CREUSE

Liaison Emile Armand
Cedric Lafont
19 rue de Chanteloube
23500 Felletin
emile-armand@federation-anarchiste.org

★ 24 DORDOGNE

Groupe Emma Goldman - Périgueux
emma.goldman@no-log.org
<http://fa-perigueux.blogspot.fr>
Vente du Monde libertaire les samedis de 11h à 12h au marché de Périgueux, place de la Clautre.

★ 25 DOUBS

Groupe Pierre Joseph Proudhon
c/o CESL BP 121 25014 Besançon Cedex
groupe-proudhon@federation-anarchiste.org
<http://groupe.proudhon-fa-over-blog.com>
Permanence à la librairie l'Autodidacte, les mercredis de 16 à 19h et les samedis de 15 à 19h.

Librairie L'Autodidacte
5 rue Marulaz 25000 Besançon
<http://www.lautodidacte.org>

Liaison Nord-Doubs
liaison-nord-doubs@federation-anarchiste.org

★ 26 DROME

Liaison de Valence
valence@federation-anarchiste.org

Groupe la Rue Râle (St Jean en Royans/Vercors)
laruerale@no-log.org
<http://laruerale.wordpress.com>
Nous organisons des soirées débat, des projections, des tables de presse, des alternatives en acte, nous circulons avec un bibliobus et la CantinA : cantine autogérée, bio, à prix libre. Nous participons à l'Université Populaire du Royans/Vercors et nous sommes présents sur luttes sociales.

★ 28 EURE-ET-LOIRE

Groupe libertaire Le Raffut de Chartres
fa.chartres@gmail.com

★ 29 FINISTERE

Groupe de Brest
brest@federation-anarchiste.org

Groupe Le Ferment
leferment@federation-anarchiste.org

★ 30 GARD

Groupe Gard-Vaucluse
fa.30.84@gmail.com
<http://www.fa-30-84.org>

★ 31 HAUTE GARONNE

Liaison de Toulouse
toulouse@federation-anarchiste.org

★ 32 GERS

Liaison Anarliste 32
anarliste32@federation-anarchiste.org

★ 33 GIRONDE

Cercle libertaire Jean Barrué
c/o Athénée libertaire
7 rue du Muguet 33000 Bordeaux
cercle-jean-barrue@federation-anarchiste.org
cerclelibertairejb33@wordpress.com
<http://cerclelibertairejb33.free.fr/>

Groupe Nathalie Le Mel
nathalie-le-mel@federation-anarchiste.org

★ 34 HERAULT

Groupe de Montpellier-Hérault
montpellier@federation-anarchiste.org
<http://famontpellier34.blogspot.fr>

Liaison Frontignan-Sète
frontignan-sete@federation-anarchiste.org

★ 35 ILLE-ET-VILAINE

Groupe La Sociale
Local "la Commune"
17 rue de Chateaudun 35000 Rennes
contact@farennnes.org
<http://lasocialefederation-anarchiste.blogspot.com>
La page vidéo du groupe de Rennes qui héberge 133 films militants :
<http://dailymotion.com/farennnes>

Librairie associative "La Commune"
17 rue de Chateaudun 35000 Rennes
Ouverte le mercredi & samedi de 14 heures à 18 heures

★ 38 ISERE

Groupe La Rue Râle - Pont en Royans/Vercors
laruerale@no-log.org
<http://vercors-libertaire.blogspot.com/>
Vente du Monde libertaire le samedi au marché de St Marcellin de 10h30 à 12h30

Liaison Grenoble
grenoble@federation-anarchiste.org

★ 40 LANDES

Groupe Elisée Reclus - Dax
elisee-reclus@federation-anarchiste.org
<http://libertaire-landes.blogspot.fr/>

Union Régionale Sud Aquitaine de la FA
ursa@federation-anarchiste.org
<http://libertaire-landes.blogspot.fr/>

★ 42 LOIRE

Groupe Nestor Makhno de la région stéphanoise
Bourse du Travail
Salle 15 bis Cours Victor Hugo
42028 Saint Etienne cedex 1
groupe.makhno42@gmail.com

★ 43 HAUTE LOIRE

Liaison Sébastien Faure
sebastien-faure@federation-anarchiste.org

★ 44 LOIRE ATLANTIQUE

Groupe Nosotros - Saint-Nazaire
nosotros@federation-anarchiste.org

Liaison de Saint-Nazaire
saint-nazaire@federation-anarchiste.org

Groupe Déjacque - Nantes
nantes@federation-anarchiste.org
<http://fa-nantes.over-blog.com/>
[facebook.com/dedjacque](https://www.facebook.com/dedjacque)

Le groupe Joseph Desjacques tient chaque premier mardi du mois une permanence locale au B17, 17 rue Paul Bédarride (tout au fond de la 2ème cour à l'étage), de 18 à 20h sous forme de table de presse.

Groupe anarchiste des bons enfants
groupe.bonsenfants@gmail.com
www.facebook.com/groupe.bonsenfants/

★ 45 LOIRET

Groupe Gaston Couté - Montargis
groupegastoncoute@gmail.com
<http://groupegastoncoute.wordpress.com>

★ 46 LOT

Liaison de Gourdon
gourdon@federation-anarchiste.org

★ 50 MANCHE

Liaison de Cherbourg
cherbourg@federation-anarchiste.org

★ 53 MAYENNE

Liaison de Laval
laval@federation-anarchiste.org

★ 55 MEUSE

Groupe Jacques Turbin-Thionville
groupejacquesturbin@rocketmail.com



★ 56 MORBIHAN

Groupe Libertaire René Lochu

6 rue de la Tannerie 56000 Vannes
groupe.lochu@riseup.net
<http://anars56.over-blog.org/>

★ 57 MOSELLE

Groupe de Metz

Association Culturelle Libertaire
BP 16 57645 Noisseville
groupedemetz@federation-anarchiste.org
metz.bibliothequesociale1@orange.fr

★ 60 OISE

Liaison Beauvais

scalp60@free.fr

★ 61 ORNE

Liaison Orne

★ 62 PAS-DE-CALAIS

Groupe Lucy Parsons

bethune-arras@federation-anarchiste.org
<http://www.noirgazier.lautre.net/>

★ 63 PUY-DE-DÔME

Groupe Spartacus - Clermont-Ferrand

spartacus@federation-anarchiste.org

★ 64

PYRENNÉES-ATLANTIQUES

Groupe Euskal Herria - Bayonne

euskal-herria@federation-anarchiste.org

★ 66

PYRENEES-ORIENTALES

Groupe John Cage

john-cage@federation-anarchiste.org
édite la revue *Art et Anarchie*
<http://artetanarchie.com>

Groupe Pierre Ruff

pierre.ruff-fa66@laposte.net
<https://groupepierrerruff.wordpress.com>

★ 67 BAS-RHIN

Groupe de Strasbourg

Liaison Bas Rhin
c/o REMON
BP 35 67340 Ingwiller
liaison-bas-rhin@federation-anarchiste.org

★ 68 HAUT-RHIN

Liaison Eugène Varlin

colmar@federation-anarchiste.org

★ 69 RHONE

Groupe Graine d'Anar

grainedanar@federation-anarchiste.org
<http://grainedanar.org>

Groupe Kronstadt

- Grand Lyon
kronstadt@federation-anarchiste.org
<http://fa-kronstadt.blogspot.fr>

★ 70 HAUTE-SAÔNE

Liaison Haute-Saône

haute-saone@federation-anarchiste.org

★ 71 SAONE-ET-LOIRE

Groupe La Vache Noire

C/O ADCL Le retour 71250 Jalogny
leperepeinard@no-log.org

★ 73 SAVOIE

Groupe de Chambéry

c/o La salamandre- Maison
des associations
67 Rue St François de Sales Boite X/33
73000 Chambéry
FA73@no-log.org
<http://fa73.lautre.net>

★ 74 HAUTE-SAVOIE

Liaison Haute-Savoie

haute-savoie@federation-anarchiste.org

★ 75 PARIS

Groupe La Révolte

la-revolte@federation-anarchiste.org

Groupe Salvador Seguí

groupe-segui@federation-anarchiste.org
www.salvador-segui.blogspot.com

Groupe Pierre Besnard

groupe-pierre-besnard@federation-anarchiste.org

Groupe Regard noir

regardnoir.fa@gmail.com
<http://regard-noir.toile-libre.org>
facebook.com/RegardNoirFA

Groupe Jean

Baptiste Botul

botul@federation-anarchiste.org
<http://groupe-botul.eklablog.net>

Groupe La Commune de

Paris - Paris Nord et Est

la-commune-de-paris@federation-anarchiste.org

Groupe Louise Michel

groupe-louise-michel@federation-anarchiste.org
<http://www.groupe-louise-michel.org/>

Bibliothèque La Rue

Bibliothèque libertaire La Rue
10 rue Planquette 75018 Paris
Permanence tous les samedi
de 15h00 à 18h00
<http://bibliotheque-larue.over-blog.com>
larue75018@yahoo.fr

Groupe Berneri

Tous les mercredis sur Radio Libertaire,
de 20h30 à 22h30, émission "Ras-les-
Murs", actualités prison/répression,
lutte contre tous les enfermements !

Groupe Artracaille

artracaille@orange.fr
pour le groupe : <http://www.artracaille.fr>
pour l'émission radio :
<http://artracaille.blogspot.com>

Groupe Anartiste

an.artiste@yahoo.fr
<http://anartiste.hautetfort.com>

Groupe No Name

no-name@federation-anarchiste.org

Librairie du Monde libertaire

145 rue Amelot 75 011 PARIS
Tél : 01 48 05 34 08 Fax :
01 49 29 98 59
Ouverture :
du mardi au vendredi : 14 h à 19 h 30
le samedi : 10h à 19 h 30
librairie-publico@sfr.fr
<http://www.librairie-publico.com>

Radio Libertaire

89.4 Mhz et sur le net
sur <http://rl.federation-anarchiste.org>
radio-libertaire@federation-anarchiste.org

★ 76 SEINE-MARITIME

Groupe de Rouen

c/o Librairie l'Insoumise
128 rue St Hilaire 76000 Rouen
rouen@federation-anarchiste.org

Vente et diffusion du Monde
libertaire chaque dimanche de 11h
à 12h au marché du Clos-St-Marc

Librairie l'Insoumise

128 rue St Hilaire 76000 Rouen
Ouverture :
Mercredi 16h. à 18h., Vendredi
17h. à 19h., Samedi 14h. à 18h.
Pendant les vacances scolaires
les Samedi de 14h. à 18h.
<http://www.insoumise.lautre.net/>

★ 77 SEINE-ET-MARNE

Liaison Melun

Liaison de Chelles

★ 78 YVELINES

Groupe Gaston Leval

gaston-leval@federation-anarchiste.org
<http://monde-nouveau.net>

★ 79 DEUX SEVRES

Liaison Bakounine

- Thouars
bakounine@federation-anarchiste.org

★ 80 SOMME

Groupe Alexandre

Marius Jacob
amiens@federation-anarchiste.org
contact@fa-amiens.org
<http://fa-amiens.org/>

★ 81 TARN

Groupe Les ELAF

elaf@federation-anarchiste.org

★ 84 VAUCLUSE

Groupe Gard-Vaucluse

fa.30.84@gmail.com
<http://www.fa-30-84.org>

★ 85 VENDEE

Groupe Henri Laborit

henri-laborit@federation-anarchiste.org

★ 86 VIENNE

Liaison Poitiers

poitiers@federation-anarchiste.org

★ 87 HAUTE VIENNE

Groupe Armand Beaura

armand-beaura@federation-anarchiste.org

★ 92 HAUTS-DE-SEINE

Liaison Fresnes-

Antony Anar'tiste
fresnes-antony@federation-anarchiste.org

★ 93 SEINE-ST-DENIS

Groupe Henry Poullaille

c/o La Dionysivité
4, place Paul Langevin
93200- Saint Denis
groupe-henry-poullaille@wanadoo.fr
<http://poullaille.org>

Groupe de Saint-Ouen

saint-ouen-93@federation-anarchiste.org
<http://groupesaint-ouen93.blogspot.fr>

★ 94 VAL-DE-MARNE

Groupe Elisée Reclus

- Ivry-sur-Seine
faivry@no-log.org
<http://fa-ivry.forlogaj.tk>

Liaison L'Avenir - Créteil

nosotros36@free.fr

★ 95 VAL-D'OISE

Groupe Le

Merle Moqueur
- Cergy-Pontoise
le-merle-moqueur@federation-anarchiste.org
facebook.com/le.merle.moqueur.
federation.anarchiste

★ 988

NOUVELLE-CALÉDONIE

Liaison

Nouvelle-Calédonie
nouvelle-caledonie@federation-anarchiste.org

★ BELGIQUE

Groupe Ici et main-

tenant - Bruxelles
groupe-ici-et-maintenant@federation-anarchiste.org
Le groupe édite avec d'autres le
trimestriel "A voix outre"
<http://www.avoixautre.be>

★ SUISSE

Fédération Libertaire

des Montagnes
film@federation-anarchiste.org

Liaison Genève

geneve@federation-anarchiste.org

*Si un groupe ou
une liaison ne
possède ni adresse
postale, ni courriel,
ou s'il n'existe
pas de groupe ou
liaison dans votre
région, contactez
le secrétariat
aux relations
intérieures de la FA*

FA-RI 145 rue Amelot
75011 Paris
relations-interieures@federation-anarchiste.org



LE PROGRAMME D RADIO LIBERTAIRE

Lundi

- 09h00 **Les Enfants de Cayenne**
Émission musicale
Avec des morceaux de vrais
anarchistes dedans.
- 11h00 **Lundi matin**
Infos et revue de presse
- 13h00 **C'est Là que ça se Passe**
Etat des lieux, état des luttes
en France
- 14h30 **Ondes de Choc**
Magazine culturel, poésie,
chansons et littérature.
- 16h00 **Trous noirs**
Luttes sociales
- 18h00 *Le 21 nov.*
La santé dans tous ses états
L'actualité du milieu de la
santé
Le 28 nov.
Je ne suis pas un numéro
Une anthropologie du futur,
aux confins entre science et
science-fiction
- 19h30 **Le Monde Merveilleux
du Travail**
Émission de la CNT
- 21h00 **Ça urge au bout de la
scène**
Actualité de la chanson
- 22h30 **De la pente du carmel,
la vue est magnifique**
Émission satirique
- 00h00 **Nuit noire**
Musique dans la nuit

Mardi

- 08h00 **Et toi, tu la Sens la
Cinquième Puissance**
Contre propagande, état des
lieux, et ...
- 10h00 **Artracaille**
Débat de la condition de
l'artiste dans la cité
- 14h30 **Sortir du Capitalisme**
- 17h30 **Des Oreilles avec des
Trous (dedans)**
Des fusiques molles pour fous
les tous
- 18h00 *Le 28 nov.*
Pas de Quartiers
L'émission quinzomadaire
du groupe Louise-Michel,
pour ceux qui détestent les
winners, les longues canines
et la langue de bois
- 19h30 **Parole d'associations**
Magazine de la vie associative
et culturelle
- 20h30 *Le 22 nov.*
Libertaria
Émission de la CNT
- 22h30 **Ça Booste sous les
Pavés**
Musique, reportages, actu
- 00h30 **Wreck this Mess**
Cocktail de musiques radicales

Mercredi

- 09h30 **L'entonnoir**
Magazine de l'antipsychiatrie
- 10h30 **Blues en Liberté**
Émission musicale blues
- 16h00 **Léo 38**
Reggae et autres
- 18h30 **Femmes Libres**
Femmes qui luttent, femmes
qui témoignent
- 20h30 **Ras les Murs**
Actualité des luttes des
prisonniers
- 22h30 **Traffic**
Musiques urbaines et libres
propops

Jeudi

- 09h00 **Niarg**
L'émission qui mort et qui rit
- 10h00 **Chronique hebdo**
Analyse libertaire de l'actualité
- 12h00 **De Rimes et de Notes**
Actualité du spectacle et de la
chanson
- 14h00 **Radio Cartable**
La radio des enfants des écoles
d'Ivry
- 15h00 **Bibliomanie**
Autour des livres
- 16h30 *Le 24 nov.*
Radio LAP
L'émission du Lycée Autogé-
ré de Paris
- 18h00 **Si Vis Pacem**
Émission antimilitariste de
l'Union Pacifiste de France
- 19h30 *Le 24 nov.*
Jeudi Noir
Notre bibliothèque
- 20h30 **Jazzlib**
Du jazz et encore du jazz
Le 24 nov.
Entre chiens et loups
- 22h30 **Epsilon**
Musiques expérimentales et
expérimentations sonores

Vendredi

- 13h00 **Place aux Fous**
Musiques, disciplines de
l'indiscipline
- 14h30 **Les Oreilles Libres**
Musiques engagées.
- 16h00 **Sortir du Colonialisme**
L'émission pour comprendre,
décrypter et combattre
les colonialismes d'hier et
d'aujourd'hui (Prune Bécheau
invitée le 28 oct.)
Le 25 nov.
Le Quimboiseur
Montez à bord de
La Résilience...
- 17h30 **Radio Espéranto**
Émission de l'association
Sat Amikaro
- 19h00 *Le 25 nov.*
Neséma
Espace de dialogue entre les
différents acteurs et actrices
de la lutte contre le sida
- 21h00 *Le 25 nov.*
Offensive Sonore
Émission d'Offensive Liber-
taire et Sociale
- 22h30 *Le 25 nov.*
Transbords
L'émission pour abattre les
frontières
- 00h00 *Le 25 nov.*
Les Nuits Musicales
Nuit Léo 38



Samedi

08h00 Réveil hip-hop

Hip-hop au saut du lit... ou dans le lit

10h00 La philanthropie de l'ouvrier charpentier

Comme son nom ne l'indique pas...

11h30 Chroniques Syndicales

Luttes et actualités sociales

13h30 Chroniques Rebelles

Débats, dossiers et rencontres

15h30 Deux sous de Scène

Le magazine de la chanson vivante

17h00 Bulles noires

BD et polar

19h00 *Le 26 nov.* Longtemps je me suis couché de bonne heure

Magazine des livres, de la musique et du cinéma

21h00 *Le 26 nov.*

Tormentor

Musiques alternatives

23h00 *Le 26 nov.*

Hôtel Paradoxe

Poésie sonore

Dimanche

10h00 *Le 27 nov.* Ni Dieu ni Maître

Économie et religion à l'heure de la messe

12h00 Folk à Lier

Le magazine des musiques traditionnelles

14h00 *Le 27 nov.* Tempête sur les planches

Actualité du théâtre et de la danse

17h00 Le Mélange

Un programme musical proposé et animé par Michel Polizzi

18h30 *Le 27 nov.* Ya de la fumée dans le poste

Émission du Collectif d'Information et de Recherche Cannabique

20h00 *Le 27 nov.* Détruire l'ennui

DIY en tous sens !

22h00 *le 27 nov.*

Rudies back in town

Pour les rudies boys & les rudies girls

Pour retrouver les points de distribution du *Monde libertaire* : www.trouverlapresse.com

Le *Monde libertaire* est également disponible à la librairiePublico : 145 rue Amelot à Paris (11^e) et sur internet : www.librairie-publico.com

Les anciens numéros peuvent être consultés sur le site du *Monde libertaire en ligne* : www.monde-libertaire.net ou commandés (dans la limite des stocks disponibles) à la librairie Publico.

Bulletin d'abonnement

2 formules d'abonnement, 3 possibilités de règlement :

- par chèque bancaire libellé à l'ordre de LES PUBLICATIONS LIBERTAIRES joint à votre courrier
- par virement bancaire IBAN FR 76 4255 9000 0621 0076 4820 363 BIC CCOPFRPPXXX
- par prélèvement bancaire, pour les abonnements à durée libre

Subscrição e cobrança bancária a:
LES PUBLICATIONS LIBERTAIRES - Service Abonnements, 145 rue Amelot - 75011 Paris

Abonnez-vous

FRANCE, DROM-COM ET ETRANGER

Pour les chômeurs/chômeuses, réduction de 50% sur les abonnements en France métropolitaine. Gratuit pour les détenus.es.

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

Mail :@.....

Code postal : _ _ _ _ _

Ville :

Pays :

AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENTS

(abonnements à durée libre uniquement)

11,75 €/trimestre (abonnement normal)

21,25 €/trimestre (abonnement de soutien)

N° NATIONAL ÉMETTEUR : N° 58 50 98

ORGANISME CRÉANCIER
PUBLICATIONS LIBERTAIRES
145 RUE AMELOT 75011 PARIS

J'autorise l'établissement tireur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal *le Monde libertaire*. Je pourrai suspendre à tout moment mon service au journal *le Monde libertaire*.

Compte à débiter :

Titulaire :

Adresse :

.....

Établissement bancaire :

Nom :

Adresse :

.....

IBAN :

Important : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal de votre autorisation. Il y en a un dans votre chèque.

Date et signature obligatoires :

6 numéros + suppléments

Abonnement standard 28 €

Abonnement + soutien 50 €

Abonnement à durée libre

la solution facile et économique!

Standard 11,75 €/trimestre

De soutien 21,25 €/trimestre

> Vous recevez régulièrement tous les numéros du *Monde libertaire* à prix préférentiel

> Votre règlement est échelonné en toute simplicité : le prélèvement est automatique

> Vous arrêtez le service quand vous le voulez, par simple courrier

Mon règlement :

par chèque joint à ce courrier, libellé à l'ordre de LES PUBLICATIONS LIBERTAIRES

par virement bancaire :
IBAN FR 76 4255 9000 0621 0076 4820 363
BIC CCOPFRPPXXX

par prélèvement pour les abonnements à durée libre : dans ce cas, je remplis également le coupon d'autorisation de prélèvements ci-contre.

Pour les abonnements vers l'étranger, merci de choisir le règlement par virement international (évitons d'enrichir les banques avec les taxes exorbitantes qu'elles extorquent sur les chèques tirés hors France !)

Pour nous signaler un changement d'adresse, merci de joindre la feuille de routage jointe au dernier numéro reçu.

Selon la loi informatique et Libertés n°78-17 du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification aux données vous concernant, en vous adressant aux PUBLICATIONS LIBERTAIRES qui restent seules utilisatrices de ces données, dans le cadre exclusif de la gestion de votre abonnement.